



Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz
Rue de l'Industrie 26-38
1040 Bruxelles
Tél.: 02/289.76.11
Fax: 02/289.76.09

COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

DECISION

(B) 031028-CDC-230

relative

'aux conditions générales des contrats de responsable d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau '

prise en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport et l'accès à celui-ci

28 octobre 2003

DECISION

En application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci (ci-après le « règlement technique »), la COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (ci-après la « CREG ») examine dans ce qui suit les conditions générales des contrats de responsable d'accès que le gestionnaire du réseau, Elia System Operator SA (ci-après « Elia »), propose aux utilisateurs du réseau.

Le 1^{er} octobre 2003, Elia a, en application de l'article 6 du règlement technique, notifié à la CREG, en néerlandais, les conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès qu'elle propose aux utilisateurs du réseau. Elia y a joint une série de documents venant justifier les dispositions desdits contrats. Ensuite, le 2 octobre 2003, Elia a fait parvenir quelques pièces à la CREG afin de compléter le dossier introduit le 1^{er} octobre 2003.

Le 15 octobre 2003, la CREG a transmis à Elia la proposition de décision ayant servi de base à l'adoption de la présente décision et lui a offert la possibilité de réagir par écrit jusqu'au 22 octobre 2003. Elia a fait usage de cette possibilité et a transmis ses remarques écrites à la CREG par lettre du 22 octobre 2003, de même qu'une nouvelle version adaptée des conditions générales des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès. Par la suite, Elia a transmis à la CREG un dossier complété contenant encore quelques documents et corrections supplémentaires. Dans sa lettre du 23 octobre, Elia demande à la CREG de tenir compte du dossier introduit le 23 octobre uniquement et non de la version transmise le 22 octobre 2003. Faisant suite à cette demande, la CREG ne tient dès lors pas compte des textes reçus d'Elia le 22 octobre 2003.

La présente décision concerne uniquement la version des conditions générales du contrat de responsable d'accès portée à la connaissance de la CREG par Elia le 1^{er} octobre 2003. La nouvelle version adaptée des conditions générales du contrat de responsable d'accès reçue par la CREG le 23 octobre 2003 sera examinée dans une décision séparée.

Une copie du contrat de responsable d'accès, porté à la connaissance de la CREG par Elia le 1^{er} octobre 2003, est jointe en annexe de la présente décision.

Lors de sa réunion du 28 octobre 2003, le Comité de direction de la CREG a donc pris la décision suivante.

////

REMARQUES PREALABLES

Décisions de la CREG des 20 mars 2003, 20 août 2003 et 18 septembre 2003

1. Le 20 mars 2003, la CREG a pris une décision (portant la référence (B) 030320-CDC-121) relative aux conditions générales des contrats de responsable d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau, qu'Elia avait notifiées à la CREG par lettre recommandée du 27 janvier 2003 (ci-après : la décision du 20 mars 2003). Par cette décision, la CREG a refusé d'approuver l'ensemble desdites conditions générales, qui sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 2003, et a demandé à Elia d'y apporter une série de modifications importantes. Par ailleurs, le 20 mars 2003 toujours, la CREG a pris une décision négative concernant les conditions générales des contrats d'accès proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau (portant la référence (B) 030320-CDC-131), ainsi qu'au sujet des conditions générales de la convention provisoire pour l'utilisation non exclusive du réseau Elia par des utilisateurs éligibles raccordés aux réseaux de distribution établis en région wallonne ou en région bruxelloise (portant la référence (B) 030320-CDC-130), qui ont été notifiées à la CREG par Elia à la même date.

Par lettre du 18 juillet 2003, Elia a ensuite porté à la connaissance de la CREG plusieurs modifications apportées aux annexes 1A et 1B du contrat de responsable d'accès ainsi qu'aux articles 5.1, 5.2.2 et 5.5 et à l'annexe 2 du contrat d'accès. Par deux décisions distinctes prises le 20 août 2003 (portant respectivement les références (B) 030820-CDC-206/1 et (B) 030820-CDC-207/1), la CREG a décidé de maintenir son refus d'approuver toute condition générale du contrat de responsable d'accès et du contrat d'accès.

Le 18 septembre 2003, la CREG a pris une décision similaire concernant les modifications apportées aux articles 1, 5, 6, 9 et aux annexes 4 et 5 des contrats de responsable d'accès, qui avaient été portées à sa connaissance par Elia par lettre du 22 août 2003 (portant la référence (B) 030918-CDC-216/2).

Consultation des utilisateurs du réseau et discussions informelles

2. Au sujet de ces décisions du 20 mars 2003, toute une série de réunions de travail informelles ont été organisées entre la CREG et Elia d'avril 2003 à septembre 2003. Ces discussions informelles avaient pour but commun d'informer Elia en temps utile des

remarques formulées par la CREG à l'égard du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès ainsi que de l'interprétation de la CREG de l'application de la réglementation sectorielle à ces contrats, de sorte qu'Elia puisse proposer à ses utilisateurs du réseau des conditions générales qui seront appliquées à partir du 1^{er} janvier 2004 (les conditions générales non approuvées ont été contractées jusqu'au 31 décembre 2003) et qui portent l'approbation de la CREG.

En outre, la CREG a également consulté les utilisateurs du réseau au sujet du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès afin de leur permettre de formuler leurs remarques éventuelles en la matière. Ainsi, un premier groupe de travail réunissant les utilisateurs du réseau concernés s'est penché, le 7 mai 2003, sur le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès en vigueur en 2003. Ensuite, le 19 août 2003, un second groupe de travail a été organisé, avec la participation aussi bien d'Elia que des utilisateurs du réseau concernés, en vue d'informer Elia des critiques et des besoins des utilisateurs du réseau. Dans le cadre de ce second groupe de travail, les projets (versions de travail) du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès élaborés par Elia pour 2004 ont été discutés.

PRINCIPES DE BASE

Droit d'accès au réseau de transport

3. La CREG estime que le droit d'accès au réseau de transport, visé à l'article 15 de la loi électricité, est d'ordre public.

Le droit d'accès au réseau de transport constitue en effet l'un des piliers de base essentiels de la libéralisation du marché de l'électricité¹. Afin que la concurrence s'installe sur le marché de l'électricité et que les clients finals puissent effectivement choisir leur fournisseur

¹ Voir aussi considérant 7 de la Directive 2003/54/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L 176/37, du 15 juillet 2003, où il est également expressément indiqué que l'accès non discriminatoire au réseau de transport revêt une importance primordiale pour l'achèvement du marché intérieur de l'électricité.

d'électricité, il est primordial que les clients finals, leurs fournisseurs et les producteurs d'électricité aient la garantie d'avoir accès au réseau de transport et qu'ils puissent jouir de ce droit sans discrimination. C'est en effet par le réseau de transport que transitent presque tous les électrons produits et consommés, même pour les clients finals raccordés à un réseau de distribution. Un fournisseur n'est en mesure de fournir effectivement l'électricité qu'il vend à son client que si lui-même, son client et éventuellement le producteur de ce courant (s'il ne produit pas lui-même l'électricité vendue) ont chacun accès au réseau de transport.

A cela vient s'ajouter le fait que le réseau de transport est un monopole naturel, étant donné le fait que les investissements qui y sont réalisés sont des coûts échoués élevés : les investissements représentent des montants importants et ne peuvent être affectés à une autre utilisation que celle du transport d'électricité. En outre, la construction de l'infrastructure de transport (surtout les câbles à haute tension) se heurte à une forte opposition de la population, ce qui exclut donc *de facto* la possibilité d'obtenir les permis de bâtir et autres autorisations nécessaires pour l'aménagement d'un second réseau de transport à côté du réseau existant. Dès lors, il n'est pas réaliste de supposer qu'un voire plusieurs nouveaux réseaux de transport seront construits parallèlement au réseau de transport existant. Ceci explique donc pourquoi l'article 8 de la loi électricité a opté pour un seul gestionnaire de l'unique réseau de transport existant en Belgique.

Que le droit d'accès au réseau de transport constitue un pilier de base essentiel de la libéralisation du marché de l'électricité ressort également de l'analyse de la situation juridique prévalant avant l'entrée en vigueur de la loi électricité. Au niveau du transport d'électricité, il n'existait en effet aucune législation accordant un quelconque monopole au producteur d'électricité historique. Pourtant, ce producteur d'électricité était le seul, dans les faits, en tant qu'unique fournisseur, à avoir accès au réseau de transport. Si des tiers n'avaient pas accès au réseau de transport, cela s'expliquait tout simplement par le fait que le producteur d'électricité historique était le propriétaire de la quasi-totalité de l'infrastructure de transport d'électricité en Belgique. C'est précisément en raison de ce droit de propriété du producteur d'électricité historique que les tiers, à l'exception des clients finals approvisionnés par le producteur d'électricité historique, n'avaient pas accès au réseau de transport. La loi électricité n'a pas exigé la modification de cette situation au niveau du droit de propriété : le droit de propriété de l'infrastructure de transport peut encore appartenir à un seul producteur d'électricité, donc également au producteur d'électricité historique en Belgique. Afin d'introduire la concurrence dans le marché de l'électricité, la loi électricité a choisi d'accorder un droit d'accès au réseau de transport à tout client éligible ainsi qu'aux

producteurs et aux fournisseurs d'électricité, pour autant que ces derniers approvisionnent des clients éligibles.

Il est donc clair qu'une méconnaissance de ce droit essentiel d'accès au réseau de transport remet en question la libéralisation du marché de l'électricité.

4. Il ressort de l'article 15 de la loi électricité que la garantie effective du droit d'accès au réseau de transport est indissociablement liée au règlement technique et à la régulation des tarifs de transport visés respectivement aux articles 11 et 12 de la loi électricité. Le règlement technique et la régulation des tarifs de transport tendent à concrétiser dans les faits le droit d'accès au réseau de transport.

Conformément à l'article 11 de la loi électricité, le règlement technique règle la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci. La gestion du réseau de transport est une matière technique complexe et très spécialisée que les utilisateurs du réseau eux-mêmes ne maîtrisent pas. Le simple fait que le législateur ait créé un régulateur spécialisé pour le marché de l'électricité, à savoir la CREG, en apporte déjà la preuve. Sur la base de ses connaissances spécialisées, le CREG est en effet à même de contrôler le respect de la législation sectorielle, dont le règlement technique fait partie.

En faisant établir un règlement technique, le législateur entend éviter l'apparition d'une quelconque discrimination entre des utilisateurs du réseau sur la base de divers motifs techniques et non pertinents, qui sont difficiles voire impossibles à réfuter par les utilisateurs du réseau, étant donné qu'ils ne disposent pas des connaissances spécialisées nécessaires concernant la gestion du réseau de transport. Avec ce règlement, le législateur vise également à ce que soit trouvé le bon équilibre entre les utilisateurs du réseau, d'une part, et le gestionnaire du réseau, d'autre part. En effet, les intérêts des utilisateurs du réseau et du gestionnaire du réseau ne sont pas toujours parallèles. Le risque existe donc que le gestionnaire du réseau refuse l'accès à son réseau pour des motifs techniques non pertinents. Contrairement à une entreprise privée ordinaire, le gestionnaire du réseau ne doit pas chercher à obtenir un maximum de clients pour couvrir ses frais et réaliser un bénéfice le plus élevé possible. La régulation des tarifs d'accès au réseau de transport et d'utilisation de celui-ci et des tarifs des services auxiliaires prévue à l'article 12 de la loi électricité implique en effet que les tarifs couvrent précisément l'ensemble de ses frais raisonnables et réels ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable arrêtée par la CREG, quelle que soit l'intensité d'utilisation du réseau de transport. En raison de cette garantie que tous ses coûts, ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable, seront couverts, il se peut que le

gestionnaire du réseau tente de refuser l'accès à des utilisateurs du réseau vis-à-vis desquels la prestation de services est plus compliquée ou qui présentent plus de risques techniques ou financiers et tente de motiver son refus par des arguments complexes mais non pertinents. Etant donné que le règlement technique précise les obligations du gestionnaire du réseau et des utilisateurs du réseau, il est donc la traduction technique du droit d'accès au réseau de transport. Il en constitue une traduction essentielle en raison de la complexité technique de la matière et il est par conséquent d'ordre public.

5. La complexité de la gestion du réseau de transport a également une incidence sur la tarification de la prestation de services fournie par le gestionnaire du réseau. Un utilisateur du réseau est dans l'impossibilité de déterminer si les prix que le gestionnaire du réseau pourrait fixer en toute autonomie seraient effectivement des prix corrects. Il ne peut le déterminer car il ne dispose pas lui-même des connaissances techniques requises ni des informations nécessaires. En outre, il ne peut comparer les prix du gestionnaire du réseau avec ceux d'autres gestionnaires du réseau puisque le gestionnaire du réseau jouit d'un monopole légal et naturel et que les divers réseaux de transport nationaux diffèrent fort entre eux. C'est la raison pour laquelle l'article 12 de la loi électricité garantit des tarifs non discriminatoires et transparents. L'article 12 de la loi électricité garantit également que les tarifs de transport ne couvrent pas plus que les coûts raisonnables réels, majorés d'une marge bénéficiaire équitable. En effet, sans cette régulation des tarifs de transport, le droit d'accès au réseau de transport ne serait pas réellement assuré. Des tarifs discriminatoires mais également des tarifs trop élevés limitent l'accès au réseau de transport. En outre, des tarifs trop élevés peuvent faire naître une discrimination entre le producteur d'électricité historique, d'une part, et les autres utilisateurs du réseau, d'autre part. Il faut savoir que le producteur d'électricité historique possède 70 % des actions du gestionnaire du réseau. Le bénéfice généré par des tarifs trop élevés, c'est-à-dire la part du bénéfice dépassant la marge bénéficiaire équitable, profite en effet pour 70 % au producteur d'électricité historique. Il va donc pouvoir récupérer une partie des tarifs trop élevés. Les autres utilisateurs du réseau ne peuvent le faire puisqu'ils ne sont pas actionnaires du gestionnaire du réseau et, en attendant l'entrée en bourse du gestionnaire du réseau, ils ne peuvent le devenir que si les actionnaires actuels y consentent. Il va de soi que des tarifs de transport discriminatoires ou trop élevés portent *de facto* atteinte au droit d'accès au réseau de transport. La régulation des tarifs de transport est donc d'ordre public.

Article 6 du règlement technique

6. En vertu de l'article 6 du règlement technique, le gestionnaire du réseau doit notifier à la CREG les conditions générales du contrat de responsable d'accès, ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées, afin qu'elle puisse approuver lesdites conditions générales.

Dans le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès qu'Elia a transmis à la CREG le 1^{er} octobre 2003, en application de l'article 6 du règlement technique, Elia fait une distinction entre les prétendues « conditions particulières » et les « conditions générales » desdits contrats. Dans son courrier Elia indique expressément qu'elle adresse uniquement à la CREG une demande d'approbation des conditions générales du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès (et que ladite demande d'approbation ne vise pas les autres dispositions desdits contrats, parmi lesquelles les conditions particulières).

Comme expliqué ci-après, la CREG considère toutefois l'ensemble des dispositions des textes et annexes du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès qui lui ont été transmises le 1^{er} octobre 2003 comme étant respectivement les conditions générales du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès. Par conséquent, l'ensemble de ces dispositions sont soumises à l'approbation de la CREG conformément à l'article 6, §1, du règlement technique. Dès lors, la CREG considère la lettre du 1^{er} octobre 2003 comme une notification de toutes ces dispositions au sens de l'article 6, §2, du règlement technique.

7. ELIA présente les contrats de responsable d'accès qu'elle propose aux utilisateurs du réseau comme des contrats standard (ou des « contrats types »). Ce sont des contrats dont toutes les clauses ont été fixées au préalable et unilatéralement par Elia et que les utilisateurs du réseau ne peuvent négocier. D'un point de vue juridique, ces contrats doivent donc être qualifiés de contrats d'adhésion. En outre, toutes les dispositions de tous les contrats de responsable d'accès sont identiques. En effet, l'examen du contrat de responsable d'accès standard qu'Elia a transmis à la CREG indique que l'ensemble des dispositions du contrat et des annexes sont « standard » et que seules certaines données individuelles doivent encore être complétées par contrat, à savoir : l'identité et les coordonnées personnelles du contractant, les signatures, la date d'entrée en vigueur du contrat, les données spécifiques relatives à la garantie bancaire, les coordonnées des personnes de contact des deux parties, les données relatives au contrat de pooling, ainsi que des données techniques particulières.

En droit des contrats, les « conditions générales » sont des clauses qui appartiennent au contenu d'un contrat mais qui ne sont pas négociées en tant que telles et individuellement avec le cocontractant et qui sont établies pour un grand nombre de contrats. Toutes les clauses renfermées dans le contrat de responsable d'accès transmis à la CREG ainsi que ses annexes sont donc des conditions générales soumises à l'approbation de la CREG.

Le fait qu'Elia fasse une distinction entre conditions générales et particulières dans le contrat de responsable d'accès présenté ne peut y porter atteinte.

Contrairement à ce qu'Elia prétend dans son argumentation, cette analyse est conforme à la loi électricité et au règlement technique.

L'article 151 du règlement technique stipule que :

« Le contrat de responsable d'accès contient au moins les éléments suivants :

1° les conditions générales relatives à :

- a) la preuve de la solvabilité financière du cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- b) les modalités pour le recouvrement par ou pour le gestionnaire du réseau des impayés éventuels du cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- c) les modalités de paiement, termes et délais concernant les factures adressées au cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- d) les dispositions relatives à la confidentialité des informations commerciales relatives au cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- e) le règlement des litiges, y compris le cas échéant, les clauses de conciliation et d'arbitrage ;
- f) les dispositions générales à prendre en cas de situation d'urgence par le cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- g) les modalités et les conditions de résiliation et de suspension du contrat de responsable d'accès conformément au présent arrêté ;
- h) les conditions générales liées à l'équilibre du responsable d'accès.

2° les conditions particulières notamment relatives à :

- a) l'identité et les coordonnées des parties ainsi que celles de leurs représentants respectifs ;
- b) la durée du contrat de responsable d'accès ;
- c) les garanties financières à fournir par le cocontractant du gestionnaire du réseau.»

Contrairement à ce qu'Elia avance dans son argumentation, les conditions générales que doit contenir le contrat de responsable d'accès ne sont pas énumérées de manière limitative à l'article 151, 1°, du règlement technique. En effet, cet article définit uniquement les conditions générales que le contrat de responsable d'accès doit « au moins » contenir. En d'autres termes, l'article 151, 1°, du règlement technique mentionne les conditions générales

que le contrat de responsable d'accès doit obligatoirement contenir, dans tous les cas, ce qui ne signifie pas que ledit contrat ne peut pas contenir d'autres conditions générales.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'article 6, §1, du règlement technique ne fait aucune référence à l'article 151 du règlement technique et que la compétence d'approbation de la CREG n'est dès lors aucunement limitée à ces conditions générales énumérées (de manière non limitative) à l'article 151, 1°, du règlement technique.

En outre, l'analyse précitée de la compétence d'approbation de la CREG est totalement conforme aux dispositions de la loi électricité. En effet, l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité investit expressément la CREG d'une mission générale de contrôle de l'application du règlement technique. La compétence d'approbation des conditions générales du contrat d'accès, du contrat de responsable d'accès et du contrat de raccordement que l'article 6 du règlement technique accorde à la CREG est une mesure d'exécution (concrète) de cette mission générale de contrôle contenue à l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité, c'est-à-dire le contrôle de l'application du règlement technique. Le contrat de responsable d'accès qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est précisément une « application » concrète du règlement technique à l'égard duquel la CREG doit remplir une mission générale de contrôle. Par conséquent, l'affirmation d'Elia selon laquelle la CREG s'accorderait, par son interprétation de l'article 6 (et de l'article 151) du règlement technique, une compétence d'approbation trop vaste et non conforme à la loi électricité n'est pas fondée. Au contraire, la CREG serait fortement limitée dans l'exercice de sa mission de contrôle de l'application du règlement technique si sa compétence d'approbation (concernant les contrats conclus en application du règlement technique) venait à être limitée à seulement un nombre particulièrement restreint de dispositions desdits contrats, à savoir uniquement les dispositions énumérées à l'article 151, 1°, du règlement technique en tant que conditions générales que le contrat de responsable d'accès doit au moins contenir. La CREG n'a pas par là prétendu disposer d'une quelconque compétence d'approbation à l'égard d'autres conditions du contrat d'accès que ses conditions générales.

L'interprétation ci-dessus de l'article 6 du règlement technique et du concept de « conditions générales » est dès lors totalement conforme aux dispositions légales en la matière et à la mission légale de la CREG. En outre, cette interprétation est conforme à l'interprétation que la doctrine et la jurisprudence donnent au concept de « conditions générales ». Par conséquent, la CREG ne voit pas pourquoi le législateur aurait voulu lui donner une autre signification dans le règlement technique.

Par ailleurs, Elia affirme dans son argumentation que la CREG, par son interprétation du concept de conditions générales, méconnaîtrait la distinction établie par l'article 11, 7°, de la loi électricité entre « conditions générales » et « contrats types ».

Or, par son interprétation du concept de conditions générales, la CREG ne méconnaît aucunement la distinction entre les concepts de « conditions générales » et de « contrats types ». Tout contrat type ou standard se compose systématiquement de conditions générales et de conditions particulières. Les conditions générales sont des dispositions qui sont identiques dans tous les contrats similaires (en l'occurrence, par exemple, la formule pour le calcul du montant de la garantie à constituer) et qui ne peuvent être négociées individuellement en tant que telles avec le cocontractant, tandis que les conditions particulières sont des dispositions qui sont différentes d'un contrat type à l'autre en fonction des caractéristiques spécifiques du cocontractant concerné (telles que le nom, l'adresse, la date de signature, le montant de la garantie bancaire à constituer, les données techniques spécifiques, d'éventuelles conditions différentes, etc.).

Le contrat de responsable d'accès qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est un contrat standard qui se compose essentiellement de dispositions parfaitement identiques déterminées au préalable par Elia et non négociables, à savoir des conditions générales (soumises à l'approbation de la CREG). Pour le reste, ce contrat standard contient quelques dispositions particulières qui doivent être complétées lors de la signature du contrat et qui sont indiquées par des blancs (et qui ne sont logiquement pas soumises à l'approbation de la CREG). L'énumération (non limitative) à l'article 151, 2°, des conditions particulières que le contrat de responsable d'accès doit au moins contenir confirme d'ailleurs ce point de vue puisqu'il énumère uniquement des données spécifique purement personnelles au cocontractant, à savoir : l'identité et les coordonnées personnelles (des contractants et de leurs représentants), la durée spécifique du contrat (si elle devait différer d'un contrat à l'autre, comme par exemple la date d'entrée en vigueur), et la garantie financière à fournir (mais pas la formule pour le calcul du montant de la garantie à constituer).

Les dispositions reprises dans le contrat de responsable d'accès en tant que « conditions particulières » sont donc en réalité des conditions générales.

Parallèlement, les remarques suivantes peuvent également être formulées :

- dans le contrat de responsable d'accès présenté à la CREG, Elia fait une (nouvelle) subdivision en conditions générales et particulières (contrairement au contrat de responsable d'accès actuel). Dans son argumentation, elle justifie ce choix par le respect de la

subdivision et de la structure de l'article 151 du règlement technique. Toutefois, il convient de constater que ce choix débouche sur une structure très illogique du contrat qui élimine l'ordre logique et la cohésion des articles du contrat. Ce constat indique que la division faite par Elia, en conditions générales et particulières, est une division artificielle qui ne favorise aucunement la lisibilité et la clarté du contrat ;

- par ailleurs, il est tout aussi étrange et illogique de prétendre que les dispositions relatives à la suspension et/ou à la résiliation du contrat ne seraient pas, selon Elia, en ce qui concerne le contrat d'accès, des conditions générales alors que lesdites dispositions sont qualifiées de conditions générales dans le contrat de responsable d'accès, conformément à l'article 151, 1°, du règlement technique. Cette contradiction démontre une nouvelle fois que l'énumération des conditions générales (minimales) aux articles 172 et 151 du règlement technique ne peut être limitative.

7bis. La compétence de déterminer quelles dispositions du contrat de responsable d'accès sont des conditions générales appartient en premier lieu à la CREG (et en dernier lieu aux juridictions compétentes si Elia ou tout autre intéressé devait ne pas partager le point de vue de la CREG et dès lors attaquer sur ce point la décision de celle-ci devant l'une des juridictions compétentes). Pour pouvoir exercer pleinement sa compétence, il est nécessaire que la CREG puisse prendre connaissance de la totalité du contrat de responsable d'accès. Elia doit dès lors transmettre le contrat de responsable d'accès en entier à la CREG. La transmission par Elia de toutes les dispositions du contrat de responsable d'accès que la CREG considère comme des conditions générales équivaudra à une notification de celles-ci au sens de l'article 6 du règlement technique. Contrairement à ce qu'Elia affirme dans sa lettre du 23 octobre 2003, ce n'est pas à elle de qualifier ou non la transmission des dispositions du contrat de responsable d'accès de notification au sens de l'article 6 du règlement technique. Le contraire viderait de toute substance la compétence d'approbation de la CREG ou, si la CREG et Elia devaient ne pas s'accorder au sujet de l'interprétation du concept de "conditions générales" contenues à l'article 6 du règlement technique, conduirait à la mise en oeuvre de la procédure visée à l'article 31 de la loi électricité. La CREG est d'avis qu'il est souhaitable d'éviter, si possible, ce type de procédure.

8. L'article 6, § 1^{er}, du règlement technique dispose que, dans son examen visant à prendre une décision concernant les contrats de responsable d'accès du gestionnaire du réseau, la CREG doit vérifier si les conditions générales de ces contrats :

- (a) n'entravent pas l'accès au réseau ;
- (b) ne mettent pas en péril la sécurité, fiabilité et efficacité du réseau ;
- (c) sont conformes à l'intérêt général.

La CREG constate que le législateur ne définit pas plus précisément ces trois critères. Par conséquent, c'est à la CREG de donner un contenu concret à ces trois critères, étant donné que le législateur a chargé la CREG de veiller à ce que les conditions générales des contrats visés à l'article 6 du règlement technique répondent à ces trois critères.

9. Avant d'approfondir ces trois critères d'évaluation, la CREG souligne qu'il faut toujours chercher à obtenir un équilibre entre ces principes et les missions et obligations d'Elia en sa qualité de gestionnaire du réseau. Elia est tenue de remplir ses missions et obligations de gestionnaire du réseau comme fixé à l'article 8 de la loi électricité, ce qui implique entre autres, parallèlement à l'exploitation du réseau de transport, d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport ainsi que son développement optimal. A cet égard, Elia doit toujours veiller à ne pas entraver l'accès au réseau de transport et à agir conformément à l'intérêt général.

Dans ce cadre, il convient de tenir compte de la position inégale des parties contractantes. En tant que gestionnaire exclusif du réseau de transport, Elia jouit en effet d'un monopole légal. Pour les utilisateurs du réseau, le réseau de transport est une infrastructure essentielle à laquelle il n'existe aucune alternative ; pour exercer leurs activités, ils sont forcés de conclure des contrats avec Elia afin de pouvoir accéder au réseau de transport et l'utiliser. C'est pourquoi l'article 15 de la loi électricité confère un droit d'accès explicite aux clients éligibles.²

Outre les règles générales du droit des obligations et en particulier le principe de la lésion qualifiée, la CREG s'est donc appuyée sur le droit de la concurrence lors de l'examen de ces conditions générales. En effet, aux entreprises jouissant d'une position dominante ou d'une position de monopole incombe une « responsabilité particulière » à l'égard du mécanisme de concurrence sur le marché et leurs comportements doivent à cet égard être raisonnables et proportionnels.

² Pour être complet, il faut signaler à ce sujet que dans le système de l'accès régulé, tel que prévu dans la loi électricité, les utilisateurs du réseau ont un droit d'accès sans devoir s'appuyer sur la théorie des "*essential facilities*".

La CREG s'est notamment basée sur la règle contenue dans l'article 3a de la loi du 1^{er} juillet 1999 sur la protection de la concurrence économique et dans l'article 82a du Traité instituant la Communauté européenne, laquelle dispose que l'imposition, par des entreprises jouissant d'une position dominante, de conditions contractuelles ou de prix non équitables peut constituer un abus de position dominante prohibé. Des conditions de transaction non équitables sont des conditions que les parties contractantes concernées n'accepteraient pas dans des conditions de concurrence normales.

La situation de monopole légal dont bénéficie Elia en conséquence des missions à lui confiées par le gouvernement fédéral dans l'intérêt général, de même que la responsabilité spéciale reposant, conformément au droit de la concurrence, sur chaque entreprise en situation dominante ou de monopole, limitent, contrairement à ce qu'Elia affirme dans sa lettre du 18 mars 2003, la liberté du commerce et de l'industrie d'Elia. C'est d'autant plus le cas lorsque l'on prend également en compte, dans ce cadre, l'article 15 de la loi électricité et l'article 6 du règlement technique.

Absence d'entrave à l'accès au réseau de transport

10. En vertu de l'article 15, § 1^{er}, premier alinéa, de la loi électricité, les clients éligibles, producteurs et intermédiaires ont un droit d'accès au réseau de transport aux tarifs fixés conformément à l'article 12, qui sont les tarifs régulés.

Le paragraphe 3 de la présente décision explique que le libre accès au réseau de transport est essentiel à la libéralisation du marché de l'électricité. Le droit d'accès au réseau de transport est donc un principe de base et un droit de principe³ qui ne peut être interprété de manière restrictive. Par conséquent, toute exception à ce droit ou limitation de celui-ci doit être expressément prévue et faire l'objet d'une interprétation restrictive. Ainsi, l'article 15, §1, deuxième alinéa dispose que le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique. Le refus doit en outre être motivé.

³ Voir entre autres l'avis du Conseil d'Etat du 29 décembre 1998 concernant l'avant-projet de loi relative à l'organisation du marché de l'électricité, *Doc. Parl.*, Chambre, 1998-99, n°1933/1, p.50.

11. La CREG estime que, dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, le seuil d'accès au marché de l'électricité doit être le plus bas possible afin de garantir le droit d'accès au réseau de transport et de n'entraver en aucune façon le (libre) accès au réseau de transport et ce, pour autant bien entendu que la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport ne soient pas mises en péril et qu'il ne soit pas fait obstacle au développement du réseau de transport.

La CREG pense donc qu'il ne peut être admis que le gestionnaire du réseau rende plus difficile, limite ou entrave de quelque façon que ce soit le droit d'accès au réseau de transport en imposant des conditions contractuelles inéquitables, déséquilibrées, déraisonnables ou disproportionnées⁴.

12. La CREG souligne également que le gestionnaire du réseau doit non seulement assurer la gestion du réseau d'une manière impartiale, indépendante et non discriminatoire⁵ mais qu'il doit également faire preuve de la plus grande transparence possible. Ces mesures sont nécessaires au bon fonctionnement du marché de l'électricité et à un bon fonctionnement de la concurrence sur ce marché⁶.

Par ailleurs, la CREG estime que, dans l'exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau doit veiller à fournir aux utilisateurs du réseau des informations en temps opportun qui soient les plus claires, exactes et complètes possibles. Ceci s'applique à la phase précontractuelle, au contrat proprement dit et à l'application du contrat. C'est notamment nécessaire si l'on veut assurer une gestion transparente, et ainsi garantir un accès optimal au réseau de transport, sans entrave aucune.

Une telle fourniture d'informations complètes, exactes et en temps opportun implique que, lorsqu'en exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau prend une décision qui affecte (directement ou indirectement) le droit d'accès d'un utilisateur du réseau, il doit communiquer cette décision en temps voulu et de façon claire à l'utilisateur du réseau et

⁴ Voir l'article 23.4 de la Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L 176/37, du 15 juillet 2003.

⁵ Cf. notamment l'article 9, § 2, de la loi électricité et l'article 8 du règlement technique.

⁶ Cf. notamment *Doc. Parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1308/4, page 6, Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, considérant 25.

toujours bien en préciser les motifs. Le cas échéant, l'utilisateur du réseau peut ainsi prendre lui-même des mesures pour sauvegarder son accès au réseau ou en réduire les coûts.

13. Comme déjà indiqué le gestionnaire de réseau peut, conformément à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, *uniquement* refuser l'accès au réseau de transport s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le client éligible ne satisfait pas aux prescriptions techniques définies dans le règlement technique. Par conséquent, le gestionnaire de réseau peut exclusivement refuser l'accès au transport dans ces deux cas, énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité, et non si le client éligible ne satisfait pas aux autres « prescriptions » ou obligations (contractuelles).

L'article 155 du règlement technique dispose que "la suspension ou la résiliation du contrat de responsable d'accès entraîne le refus d'accès au réseau".

La CREG estime qu'il en découle que le gestionnaire de réseau peut exclusivement suspendre ou résilier de lui-même (c'est-à-dire unilatéralement, sans autorisation judiciaire préalable) le contrat de responsable d'accès, dans les deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité puisque cela entraîne et reviendrait de fait à un refus (temporaire ou non) d'accès au réseau de transport par le gestionnaire de réseau.

14. Les modalités applicables à la deuxième exception au droit d'accès prévues à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, à savoir le non-respect des prescriptions techniques définies dans le règlement technique, sont détaillées dans le règlement technique.

L'article 154, §1, du règlement technique stipule que, en cas de manquement grave aux obligations imposées par le règlement technique et/ou le contrat de responsable d'accès par le responsable d'accès, le gestionnaire du réseau peut, après mise en demeure et lorsque la sécurité du réseau est en cause, suspendre, par décision motivée, l'exécution du contrat de responsable d'accès, sans préjudice de sa résiliation conformément au droit commun ou aux sanctions prévues par le règlement technique.

La disposition prévue à l'article 154, §1, du règlement technique, qui autorise le gestionnaire du réseau à suspendre le contrat de responsable d'accès (et, par conséquent, à refuser l'accès au réseau de transport) en cas de manquement grave du responsable d'accès aux

obligations visées dans ledit contrat, semble de prime abord contraire à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité qui stipule que le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique, et non en cas de non-respect d'autres obligations contractuelles.

Les règles générales d'interprétation exigent que, lorsqu'une disposition d'arrêté royal semble contraire aux dispositions légales supérieures, elle doit toujours être interprétée de manière à concorder avec ces règles de droit supérieures. Il faut par conséquent interpréter la disposition de l'article 154, §1, du règlement technique de façon à ce que « les obligations visées au contrat de responsable d'accès » concernent exclusivement les obligations qui constituent la conséquence de l'exécution contractuelle des prescriptions techniques prévues dans le règlement technique. Seule cette interprétation assure la conformité de l'article 154, §1, du règlement technique avec la deuxième exception définie dans l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité.

En outre, il convient de souligner que le gestionnaire du réseau ne peut suspendre le contrat de responsable d'accès, en application de l'article 154, §1, du règlement technique, que si toutes les conditions mentionnées à l'article 154, §1, du règlement technique sont réunies (un manquement grave qui met en cause la sécurité du réseau), puisqu'il en résulte un refus d'accès au réseau. Par ailleurs, une telle suspension en vertu de l'article 154, §1, du règlement technique doit se dérouler selon les modalités prévues dans ce même article, c'est-à-dire par une décision motivée et après une mise en demeure.

En ce qui concerne la résolution d'un contrat conformément au droit commun, il convient de remarquer que la résolution d'un contrat pour inexécution grave doit en principe être demandée devant le juge en vertu de l'article 1184 du Code civil. Dès lors, la CREG estime que le gestionnaire de réseau, lorsqu'il juge dans une situation concrète que le contrat de responsable d'accès d'un responsable d'accès déterminé doit être terminé pour des raisons autres qu'un manque de capacité ou le non-respect des prescriptions techniques définies dans le règlement technique, doit obtenir une autorisation judiciaire préalable pour mettre fin au contrat. Il incombe alors au juge de décider concrètement et contradictoirement si les raisons invoquées par le gestionnaire de réseau sont suffisamment graves pour justifier la résolution du contrat de responsable d'accès. En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, le gestionnaire de réseau peut uniquement mettre fin à (ou suspendre) de lui-même (c'est-à-dire unilatéralement, sans contrôle ni autorisation judiciaire préalable) un contrat de

responsable d'accès dans les deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité.

Dans la mesure où Elia avance dans sa motivation que l'article 15, §1, de la loi électricité ne porte pas préjudice aux règles de droit commun relatives à la rupture d'un contrat, il convient de souligner que la règle de droit commun selon laquelle les contrats à durée indéterminée peuvent toujours être résiliés unilatéralement moyennant le respect d'un préavis/d'une indemnité raisonnable, est annulée par la règle *lex specialis* d'ordre public contenue à l'article 15, §1, de la loi électricité. En effet, il ne peut suffire d'accorder un préavis/une indemnité raisonnable pour refuser le droit d'accès à un utilisateur du réseau.

Sécurité, fiabilité et efficacité du réseau de transport

15. L'une des missions du gestionnaire du réseau consiste à assurer l'efficacité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport et, dans ce contexte, à veiller à la disponibilité des services auxiliaires indispensables et notamment des services de secours en cas de défaillance d'unités de production (article 8, 4°, de la loi électricité). L'examen des conditions générales s'attache donc également à vérifier si ces conditions sont remplies.

Conformité à l'intérêt général

16. La société qui gère le réseau de transport doit le faire dans l'intérêt général, au bénéfice de tous les clients et de tous les fournisseurs⁷. L'article 6, § 1^{er}, du règlement technique traduit cette idée de base dans le critère de la conformité des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès à l'intérêt général.

17. L'intérêt général est une notion étendue que l'article 6 du règlement technique ne définit pas. Pour l'application de l'article 6 du règlement technique, la CREG interprète cette notion comme faisant référence au moins à toutes les règles de droit qui sont d'ordre public, parmi lesquelles figurent en tout cas la législation propre au secteur, le droit de la concurrence, les règles générales du droit des obligations et la législation sur l'emploi des langues. Il y a lieu de faire remarquer à cet égard qu'en pratique, certaines de ces règles de

⁷ Cf. notamment *Doc. Parl. Sénat 1998-99*, n° 1308/4, page 22.

droit posent de mêmes exigences vis-à-vis des contrats, comme par exemple l'exigence de dispositions contractuelles raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles.

La législation sectorielle

18. La législation sectorielle que la CREG comprend sous la notion d'« intérêt général » visée à l'article 6, § 1^{er}, du règlement technique concerne toutes les règles d'ordre public qui ne relèvent pas des deux autres critères renfermés à l'article 6, § 1^{er}, de la loi électricité, à savoir celui de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et celui de la garantie de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau de transport.

Par conséquent, cela vise la régulation des tarifs relatifs au réseau de transport et les règles du règlement technique, pour autant que celles-ci ne relèvent pas des deux critères précités. Comme le démontrent les paragraphes 6 et 7 de la présente décision, cette régulation des tarifs du réseau de transport et ces règles du règlement technique sont d'ordre public.

19. Sans préjudice du caractère d'ordre public de la régulation des tarifs du réseau de transport et du règlement technique, il convient également de souligner que la mission générale de la CREG consiste à surveiller et à contrôler l'application des lois et règlements qui concernent la réglementation sectorielle en matière d'électricité (article 23, § 2, de la loi électricité). La seule sanction que la CREG peut éventuellement imposer dans le cadre de cette mission de contrôle consiste à infliger des amendes administratives après avoir constaté une infraction aux règles de droit propres au secteur (article 31 de la loi électricité). Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG ne doit pas immédiatement appliquer l'article 31 de la loi électricité mais elle peut, si cela s'avère nécessaire, d'abord rejeter les conditions générales illégales des contrats et inviter le gestionnaire du réseau à y apporter les adaptations nécessaires.

Le droit de la concurrence

20. Dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, la poursuite de l'intérêt général implique notamment la création d'une libre concurrence effective et la sauvegarde du bon fonctionnement du marché (et ce, dans l'intérêt final du consommateur particulier et des divers concurrents présents sur le marché). A cet égard, il convient de veiller à ce

qu'une entreprise occupant une position dominante au plan économique ne porte pas atteinte à l'intérêt général en imposant à ses cocontractants des conditions déraisonnables, inéquitables, déséquilibrées ou disproportionnées qui entravent ou limitent le fonctionnement normal de la concurrence.

La création et la sauvegarde d'une libre concurrence effective dans l'intérêt général impliquent bien plus que la simple garantie du libre accès au réseau. Le libre accès au réseau est certes une condition essentielle mais elle est insuffisante en soi pour assurer une concurrence effective sur le marché de l'électricité. Il faut donc également veiller à ce qu'aucune des conditions imposées par le gestionnaire du réseau à ses cocontractants n'entrave ou ne limite le fonctionnement normal de la concurrence.

En outre, il convient de souligner que la réalisation d'une telle concurrence effective ne se limite pas au marché de la fourniture d'électricité aux clients mais concerne tous les marchés du secteur de l'électricité auxquels aucun monopole légal n'a été accordé (comme par exemple le marché du trading de l'électricité et le marché de la production d'électricité). Dès lors, il ne peut davantage être admis que le gestionnaire du réseau impose, dans un contrat portant sur des activités exercées sur un marché bien défini, des conditions déraisonnables, inéquitables ou disproportionnées qui entraveraient ou limiteraient le fonctionnement normal de la concurrence sur un marché lié ou voisin.

L'examen qui suit analyse donc si les conditions générales imposées par Elia à ses cocontractants sont raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles et donc conformes à l'intérêt général.

21. Dans la mesure où les critères auxquels doivent être confrontées les conditions générales des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès conformément à l'article 6, §1, du règlement technique, renvoient au droit de la concurrence, et où les contrats concernés ne seraient pas conformes à ces critères et ainsi au droit de la concurrence, ces contrats devraient également être immédiatement adaptés. Il est en effet généralement admis que le droit de la concurrence est d'ordre public.

21*bis*. La CREG signale, pour autant que cela soit nécessaire, qu'elle s'inspire uniquement du droit de la concurrence pour donner un contenu au vaste critère de vérification qu'est l'intérêt général. Dans cette optique, les conditions générales du contrat sont confrontées

aux règles générales du droit de la concurrence qui constituent le fondement de la libéralisation du marché de l'électricité. En confrontant préalablement aux règles du droit de la concurrence en question, on évite également que la CREG ne doive saisir ultérieurement l'autorité de la concurrence pour faire constater les infractions à ces règles du droit de la concurrence. Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG peut, si nécessaire, d'abord rejeter les conditions générales des contrats contraires aux critères contenus à l'article 6, §1er, du règlement technique et inviter le gestionnaire du réseau à faire les adaptations nécessaires. Par le biais d'une décision d'approbation préalable la CREG peut agir de manière préventive et on peut éviter de la sorte que les conditions générales des contrats déjà conclus ne doivent être modifiés ultérieurement. Dans la mesure où 'Elia avance que la CREG ne démontre pas le caractère abusif –au sens du droit de la concurrence- des conditions mises en cause, il faut signaler que la mission de la CREG consiste, en l'espèce, à agir de manière préventive, en d'autres termes à éviter les abus, et qu'elle ne vise pas à apporter la preuve d'un abus de position dominante dans un cas concret. Etant donné qu'il s'agit, en l'espèce, de projets de contrats qu'Elia souhaite proposer aux utilisateurs du réseau, il est, en effet, impossible qu'un abus concret se soit déjà produit étant donné que ces contrats n'ont pas encore été conclus.

Les règles générales du droit des obligations

22. La même remarque que celle contenue au paragraphe 17 vaut à l'égard des règles générales du droit des obligations, comme la lésion qualifiée, la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties, le caractère licite de l'objet et de la cause, et la prévention des problèmes d'interprétation ou la nécessité de dispositions contractuelles claires et transparentes. Ici également le caractère d'ordre public de ces principes de base est généralement admis.

La lésion qualifiée

23. Les conditions cumulatives de la lésion qualifiée sont les suivantes :

- il existe un déséquilibre important (manifeste) entre les prestations réciproques ;
- la première partie abuse des circonstances concrètes dans lesquelles le cocontractant se trouve vis-à-vis d'elle pour s'approprier un avantage disproportionné lors de la conclusion du contrat. Cela peut notamment être le cas lorsqu'il est question de supériorité économique de la partie commettant un abus, par exemple en raison d'une position de monopole ;

- le contrat ou une ou plusieurs clauses du contrat n'aurai(en)t pas été conclu(es) ou aurai(en)t été conclu(es) à des conditions moins défavorables pour la partie la plus faible s'il n'avait pas été question d'abus.

24. Etant donné que le gestionnaire du réseau jouit d'une position de monopole qui lui est accordée par la loi, une évaluation s'impose dès lors par rapport au principe de la lésion qualifiée.

La détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties

25. Conformément à l'article 1129 du Code civil, une convention doit notamment avoir un objet déterminé ou au moins déterminable pour être valable. En imposant que les conventions ou mieux encore les engagements contractuels doivent avoir un objet déterminable, le législateur a voulu ne conférer aux contrats d'effets juridiques que dans des limites bien définies. L'accord des volontés ne suffit pas car un certain contrôle social doit encore être exercé sur le contenu du contrat.

Le principe de la détermination de l'objet de l'obligation par une des parties exige que le contrat contienne au minimum les données objectives nécessaires pour pouvoir en déterminer l'objet, sans qu'une nouvelle manifestation de volonté de la part de l'une des parties soit encore nécessaire. Le contenu des droits et obligations découlant d'un contrat ne peut être laissé à une décision totalement arbitraire d'une des parties contractantes.

Le caractère licite de l'objet et de la cause

26. Par la méconnaissance de la règle générale du droit des obligations relative au caractère licite de l'objet et de la cause, la CREG entend aussi la méconnaissance d'une règle de droit d'ordre public. Par conséquent, à chaque fois que la CREG estime que l'une des conditions générales du contrat de responsable d'accès porte atteinte à l'intérêt général, le principe du caractère licite de l'objet et de la cause des contrats est lui aussi violé.

La prévention des problèmes d'interprétation

27. Des clauses contractuelles imprécises entraînent des problèmes d'interprétation, et doivent dès lors être évitées. Dans la mesure où elles ne violent pas la règle générale du droit des obligations relative à la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties, l'on pourrait soutenir que de telles clauses ne violent aucune règle de droit d'ordre public. Toutefois, il convient de souligner l'exigence de la plus grande transparence possible, laquelle est nécessaire pour garantir le libre accès au réseau de transport et relève du critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et qui, par ce simple fait, est d'ordre public.

Dans la mesure où des clauses contractuelles imprécises ne seraient contraires à aucune règle d'ordre public – ce qui, selon la CREG, est impossible vu le critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport –, elles empêchent en tout cas la CREG d'exercer dûment sa tâche et, dans ce cas, le gestionnaire du réseau est au minimum tenu de fournir les renseignements complémentaires nécessaires.

EXAMEN DES CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE RESPONSABLE D'ACCES

28. Dans l'examen qui suit, les conditions générales du contrat de responsable d'accès sont examinées au regard des trois critères renfermés à l'article 6, § 1^{er}, du règlement technique, comme décrits aux paragraphes 8 à 27 de la présente décision.

Outre une décision concernant l'approbation des conditions générales du contrat de responsable d'accès, quelques remarques complémentaires seront également formulées par rapport aux améliorations qu'il est possible d'apporter à certaines conditions.

L'approbation par la CREG des conditions générales ou de certaines conditions générales du contrat de responsable d'accès n'enlève bien évidemment rien au fait, qu'indépendamment de celle-ci, Elia doit toujours satisfaire à ses obligations légales en matière de gestion du réseau de transport.

Préambule

29. Le premier point du préambule du contrat de responsable d'accès stipule qu'Elia dispose d'un droit de propriété, ou au moins d'un droit d'utilisation ou d'exploitation, sur la plus grande partie du réseau belge d'électricité.

A cet égard, la CREG signale qu'Elia, en vertu de l'article 9, §1, de la loi électricité, ne peut gérer d'infrastructure dont le niveau de tension est inférieur à 30 kV (cf. paragraphe 31 de la décision du 20 mars 2003). Cette disposition doit donc être interprétée en ce sens qu'elle concerne uniquement la gestion de réseaux d'une tension au moins égale à 30 kV.

Article 1

30. L'article 1 du contrat de responsable d'accès définit les concepts utilisés dans le contrat.

Dans son argumentation, Elia souligne que les dispositions relatives aux définitions ne sont pas qualifiées de conditions générales dans le règlement technique et que cette catégorie de

dispositions n'est pas définie par le règlement technique. Elia estime dès lors que les dispositions relatives aux définitions doivent « logiquement » être des conditions particulières.

Or, la CREG estime que les dispositions de l'article 1, à savoir les définitions des concepts utilisés dans le contrat de responsable d'accès, identiques dans tous les contrats de responsable d'accès et non négociables individuellement en tant que telles avec le cocontractant, font également partie des conditions générales du contrat de responsable d'accès (cf. paragraphe 7). En outre, les concepts définis à l'article 1 sont utilisés dans les conditions générales du contrat de responsable d'accès et déterminent par conséquent le contenu et la signification desdites conditions générales. Par conséquent, les définitions contenues à l'article 1 font partie intégrante des conditions générales du contrat de responsable d'accès (qui sont soumises à l'approbation de la CREG).

31. Contrairement au contrat d'accès, l'article 1, premier alinéa, du contrat de responsable d'accès ne fait aucune référence aux concepts définis dans la loi électricité mais uniquement aux définitions données dans le règlement technique. Logiquement et en vue d'un cadre conceptuel cohérent, cette disposition doit être complétée par un renvoi aux définitions contenues dans la loi électricité.

L'article 1, premier alinéa, du contrat de responsable d'accès stipule qu'une autre signification peut être donnée à l'un des concepts définis dans le règlement technique si le contrat de responsable d'accès le précise expressément ou si le contexte appelle clairement une autre interprétation. Toutefois, il est uniquement possible de donner un sens différent à un concept légal ou réglementaire si les dispositions du règlement technique, qui sont des dispositions d'ordre public (cf. paragraphe 4), ne sont pas méconnues. En donnant une autre définition à un concept, Elia pourrait notamment conférer une portée plus limitée à une obligation légale ou réglementaire, ce qui est naturellement interdit. La manière dont cette disposition est formulée est donc trop large.

Dans la mesure où l'article 1, premier alinéa, du contrat de responsable d'accès permet d'attribuer une signification différente aux concepts définis dans la loi électricité et/ou le règlement technique qui sont d'ordre public (ou au moins impératifs), de sorte que ces dispositions légales/réglementaires sont méconnues, l'accès au réseau de transport est entravé et l'intérêt général n'est pas respecté, en violation de l'article 6, §1^{er}, du règlement technique. En outre, ce type de possibilité d'interprétation divergente du cadre conceptuel

légal et réglementaire génère une insécurité et un manque de clarté (de sorte que des problèmes d'interprétation peuvent surgir), ce qui est également contraire aux critères d'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport et de conformité à l'intérêt général, tels que visés à l'article 6, §1^{er}, du règlement technique.

32. La CREG constate par ailleurs qu'Elia donne une définition différente de plusieurs concepts dans le contrat de responsable d'accès par rapport au contrat d'accès. En outre, plusieurs concepts repris dans ces contrats sont définis autrement que dans la loi électricité et/ou le règlement technique.

Or, la CREG estime qu'il faut utiliser un cadre conceptuel cohérent et précis et que les définitions reprises dans le contrat de responsable d'accès et le contrat d'accès doivent dès lors être identiques et correspondre aux définitions fournies dans la loi électricité et le règlement technique, afin d'éviter tout risque de confusion et de conflits éventuels quant à l'interprétation de ces concepts.

33. En outre, la CREG souhaite formuler les remarques particulières suivantes au sujet des définitions mentionnées ci-après et contenues dans l'article 1 du contrat de responsable d'accès.

« *Evenwichtsverantwoordelijke* » : à cet égard, il convient de noter que le règlement technique utilise le terme « *toegangsverantwoordelijke* » et non pas « *evenwichtsverantwoordelijke* ». La CREG ne voit pas de raison à cette divergence par rapport au cadre légal fédéral. Le fait que les règlements techniques des régions ou leurs projets parlent de responsable d'équilibre au lieu de responsable d'accès n'est pas pertinent puisque le contrat de responsable d'accès régit essentiellement le réseau de transport pour lequel le gouvernement fédéral est exclusivement compétent. Il convient également de constater que la mention « ARP » figure dans la définition. Il s'agit d'une abréviation du terme anglais « *Access Responsible Party* », ce qui reflète à nouveau un manque de cohérence.

« *Register van evenwichtsverantwoordelijke* » : à cet égard, il convient de noter que le règlement technique utilise le terme « *register van toegangsverantwoordelijke* » et non pas « *register van evenwichtsverantwoordelijke* ». La remarque formulée ci-dessus au sujet de la définition de « *evenwichtsverantwoordelijke* » vaut donc également pour cette définition.

Contrairement au contrat d'accès, le contrat de responsable d'accès ne contient aucune définition des « règlements techniques de distribution et de transmission locale et régionale ». Néanmoins, le texte du contrat de responsable d'accès mentionne, notamment à l'article 8.1., des « *regionale technische reglementen* » sans qu'une définition du concept ne soit donnée dans le contrat. Il convient par conséquent d'ajouter une définition de ce concept dans le contrat de responsable d'accès.

Comme indiqué ci-dessus, vu l'absence de cadre conceptuel cohérent et précis et le fait que toutes les définitions contenues dans le contrat de responsable d'accès ne correspondent pas au cadre légal fédéral, ce qui conduit à des incertitudes et à un risque de problèmes d'interprétation, l'accès au réseau de transport est entravé et il n'y a pas de conformité à l'intérêt général, en violation de l'article 6, §1, du règlement technique.

Article 3

34. Les nouvelles dispositions contenues à l'article 3, deuxième et troisième alinéas, du contrat de responsable d'accès semblent signifier qu'Elia, en tant que gestionnaire de réseau garant et responsable de la coordination des différents contrats, tente de reporter une partie de cette responsabilité sur le responsable d'accès.

Cependant, la CREG ne voit pas comment le responsable d'accès pourrait être à même de veiller à l'existence et à la bonne exécution de « *dit geheel van contracten* », et donc également des contrats de raccordement et des contrats d'accès auxquels il n'est pas partie. En outre, la portée de cet engagement manque de clarté : s'agit-il d'un porte-fort, d'une garantie ou d'un autre engagement ?

Ces dispositions de l'article 3 du contrat de responsable d'accès doivent dès lors être précisées.

Si cette disposition vise en effet à rendre le responsable d'accès coresponsable de l'existence et de la bonne exécution des contrats de raccordement et des contrats d'accès auxquels il n'est pas partie, la CREG estime qu'il s'agit d'une disposition que les responsables d'accès n'accepteraient pas si Elia n'avait pas une position de monopole, qui est par conséquent contraire au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général au sens de l'article 6, §1, du règlement technique.

Par contre, si cette disposition ne vise pas à rendre le responsable d'accès coresponsable de l'existence et de la bonne exécution des contrats de raccordement et des contrats d'accès auxquels il n'est pas partie, la CREG estime que cette disposition doit être reformulée et complétée d'une clause qui stipule expressément que le responsable d'accès ne porte pas cette responsabilité.

Article 5.1.

35. La CREG ne comprend pas pourquoi le droit d'indemnisation, prévu à l'article 5.1., quatrième alinéa, du contrat de responsable d'accès, s'appliquerait uniquement à ELIA et non au responsable d'accès. Même si, dans la pratique, Elia sera plus souvent la partie habilitée à faire valoir une créance, il n'est pas exclu qu'un responsable d'accès fasse valoir une créance en rapport avec une note de crédit.

Il s'agit dès lors d'une disposition contractuelle déséquilibrée dont on peut supposer qu'elle serait rejetée par les responsables d'accès si Elia ne disposait pas d'une position dominante. Par conséquent, cette disposition est contraire au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du règlement technique. C'est pourquoi la CREG demande, en vue d'un meilleur équilibre entre les droits des deux parties, que cette disposition soit adaptée en conséquence dans le contrat de responsable d'accès.

Article 5.3.

36. L'article 5.3. du contrat de responsable d'accès habilite expressément Elia à faire appel à la garantie bancaire dès qu'une facture reste impayée et qu'Elia a envoyé au mauvais payeur une mise en demeure par lettre recommandée. Aucun délai n'étant fixé pour le paiement après mise en demeure, cet article permet à Elia de faire appel à la garantie bancaire peu de temps voire directement après la mise en demeure.

La CREG estime que cette disposition est déraisonnable et inéquitable. Il convient de prévoir que le responsable d'accès dispose d'un délai suffisant après la mise en demeure pour régler ladite facture et qu'Elia puisse uniquement faire appel à la garantie bancaire une fois ce délai écoulé.

On peut supposer que les responsables d'accès n'auraient pas accepté une telle disposition inéquitable s'il ne seraient pas confronté à un monopoliste. Article 5.3. du contrat de responsable d'accès est dès lors contraire à la règle générale du droit des obligations de la lésion qualifiée, ainsi qu'au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général au sens de l'article 6, §1, du règlement technique.

Article 6

37bis. A la demande de la CREG, Elia a transmis, le 23 octobre 2003, des informations relatives à la manière dont la confidentialité des informations était garantie dans le cas où elles étaient communiquées aux sous-traitants d'Elia. Vu le court laps de temps imparti à la CREG de par le délai prévu à l'article 6, § 2, du règlement technique, celle-ci ne peut plus se prononcer avant l'expiration de ce délai sur le fait que la confidentialité est suffisamment garantie ou non. La CREG examinera ces nouvelles informations récemment transmises et demandera d'apporter, le cas échéant, les modifications nécessaires au contrat de responsable d'accès ou aux contrats conclus entre Elia ses sous-traitants.

Article 7

38. Telles qu'elles sont formulées, les dispositions de l'article 7, deuxième alinéa, du contrat de responsable d'accès excluent la possibilité que des litiges relatifs à l'accès au réseau de transport soient soumis à la chambre de litiges créée par la CREG. Il est toutefois contraire à l'article 29, §1, de la loi électricité d'exclure la présentation à la chambre de litiges de litiges pour lesquels elle est compétente, ce qui est également contraire à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du règlement technique. Par conséquent, l'article 7, deuxième alinéa, doit être modifié et adapté conformément aux dispositions de l'article 29, §1, de la loi électricité.

En excluant l'appel à la chambre de litiges créée par la CREG, l'article 7, deuxième alinéa, du contrat de responsable d'accès prive les utilisateurs du réseau d'un instrument leur permettant d'imposer effectivement leur droit d'accès au réseau de transport. En ce sens, il limite l'accès au réseau de transport et est contraire au critère de l'absence d'entrave du droit d'accès au réseau de transport visé à l'article 6, §1, du règlement technique.

Article 8.1.

39. A l'article 8.1., deuxième alinéa, 3°, du contrat de responsable d'accès, la signification de la mention « ce système » n'est pas claire. En effet, il est question précédemment dans ce même article d'un système déterminé sans que l'on sache vraiment s'il s'agit de l'ordinateur, du matériel, de logiciels ou d'autre chose. Cette disposition doit dès lors être clarifiée.

L'article 8.1., cinquième alinéa, du contrat de responsable d'accès doit stipuler que la résiliation du contrat doit être signifiée par lettre recommandée motivée. Si le gestionnaire de réseau prend une décision qui touche le droit d'accès d'un utilisateur du réseau, il est tenu d'en communiquer les raisons à l'utilisateur du réseau concerné (cf. paragraphe 12 de la présente décision). En effet, conformément à l'article 15, §1, deuxième alinéa de la loi électricité, le gestionnaire de réseau est tenu de justifier toute décision impliquant un refus du droit d'accès. Si cette obligation n'est pas respectée, l'accès au réseau de transport est entravé au sens de l'article 6, §1, du règlement technique.

Article 8.2.

40. La disposition contenue à l'article 8.2., dernier alinéa, du contrat de responsable d'accès oblige le responsable d'accès à respecter sur-le-champ et à ses frais toutes les instructions qui lui sont données par Elia en vue de prévenir et/ou de pallier les situations d'urgence.

Cette disposition est formulée très largement et va très loin. En effet, l'obligation pour un responsable d'accès de respecter « toutes les instructions », comme indiqué dans cette disposition, peut avoir une plus large signification que les mesures dont il est question dans les alinéas précédents de l'article 8.2. du contrat de responsable d'accès.

Cette disposition impose au responsable d'accès une obligation qui va au-delà des obligations d'Elia puisqu'Elia doit uniquement employer les moyens dont elle dispose (article 8, §1, loi électricité) alors que cette restriction n'existe pas pour le responsable d'accès. Pour cette raison, la CREG estime que cette disposition est déséquilibrée et par conséquent, vu la position monopolistique du gestionnaire de réseau, contraire au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du règlement technique.

Article 9

41. En ce qui concerne les possibilités de suspension et de dissolution pour Elia contenues à l'article 9 du contrat de responsable d'accès, la CREG remarque en général que, si une suspension ou une dissolution par Elia s'avère injustifiée par la suite, le responsable d'accès a droit à une indemnisation.

Pour le reste, il va sans dire que les parties devront exercer leurs droits découlant de ces articles d'une manière prudente et raisonnable.

Article 9.1.

42. En ce qui concerne les conditions de résiliation par le responsable d'accès contenues à l'article 9.1. du contrat de responsable d'accès, il convient de remarquer que ces conditions doivent seulement être remplies au moment de la résiliation après échéance du délai de préavis (puisque ces conditions ne peuvent pas encore être remplies au moment de la notification). Bien que la formulation de l'article 9.1. du contrat de responsable d'accès ne soit pas (parfaitement) claire à ce propos, une autre lecture de cet article rendrait inopérante la possibilité de résiliation qu'il contient.

Par ailleurs, nous sommes en droit de nous demander si ces conditions sont bien conformes à la possibilité pratique pour le responsable d'accès d'avoir respecté entièrement toutes les obligations contractuelles au terme des trois mois de préavis (pendant lesquels le contrat doit toujours être exécuté). En effet, certains paiements devront peut-être encore être réalisés pour un mois antérieur après l'échéance de ces trois mois.

La CREG souligne que les conditions définies ne peuvent en aucun cas conduire à l'inopérabilité de cette possibilité de résiliation et ainsi à empêcher le responsable d'accès de résilier le contrat de responsable d'accès.

La CREG demande qu'Elia explique ces dispositions et/ou les adapte conformément aux remarques formulées.

Article 9.2.

43. A l'article 9.2., premier alinéa, du contrat de responsable d'accès, il semble que, contrairement à ce qui est indiqué, les motifs énumérés concernent la « suspension » du contrat et non sa « dissolution ». Par cette confusion, l'article 9.2. dans son ensemble perd sa signification. Sur la base de la deuxième phrase de l'article 9.2., premier alinéa, a), du titre de l'article 9.2., de l'argumentation d'Elia et de l'article 9.2., deuxième alinéa, la CREG déduit qu'Elia entendait mentionner dans l'article 9.2., premier alinéa, du contrat de responsable d'accès les motifs de suspension du contrat et non les motifs de dissolution.

Par ailleurs, il convient de remarquer que l'article 9.2., premier alinéa, a), du contrat de responsable d'accès, stipule le moment où, en pareil cas, la suspension entre en vigueur tandis que les motifs figurant aux points b) et c) de l'article 9.2., premier alinéa, n'indiquent pas le moment de l'entrée en vigueur de la suspension, ce qui constitue une lacune dans ces dispositions.

La formulation de cet article doit dès lors être corrigée et complétée conformément aux remarques précitées.

Article 9.3

44. La CREG se doit d'attirer l'attention sur le fait que le gestionnaire de réseau est tenu de respecter en tout temps le droit d'accès au réseau renfermé à l'article 15, §1, de la loi électricité. En vertu de l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le client éligible ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique et pas en cas de non-respect d'autres obligations contractuelles (cf. paragraphes 10 à 14 inclus de la présente décision).

Dans la mesure où l'article 9.3. du contrat de responsable d'accès habilite Elia à mettre fin à et/ou suspendre le contrat de responsable d'accès et partant, à refuser au responsable d'accès l'accès au réseau de transport (provisoirement ou non), pour d'autres raisons que le manque de capacité ou le non-respect des prescriptions techniques définies dans le règlement technique, sans autorisation judiciaire préalable, il est en contradiction avec l'article 15, §1, de la loi électricité. Il entrave par conséquent l'accès au réseau de transport et est contraire à l'article 6, §1, du règlement technique.

En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, le gestionnaire de réseau peut uniquement de son propre chef mettre fin à (ou suspendre) le contrat de responsable d'accès, sans contrôle ni autorisation judiciaire préalable, dans deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité. Dans les autres cas, il doit y avoir un contrôle et une autorisation judiciaire préalables.

Dans son argumentation, Elia invoque les règles de droit commun relatives aux modes de dissolution de contrats. A cet égard, la CREG renvoie aux explications données au paragraphe 14 de la présente décision. En outre, il convient de remarquer que les clauses de dissolution reprises à l'article 9.3. du contrat de responsable d'accès ne peuvent être considérées comme une simple application des possibilités de dissolution de droit commun. Au contraire, elles s'écartent précisément du droit commun puisqu'elles habilite les parties de mettre fin aux contrats dans certains cas bien définis. Par la suite, lorsqu'un juge est saisi par la partie adverse afin de juger de la légalité d'une dissolution, il ne devra plus vérifier si les conditions de dissolution de droit commun ont été respectées mais bien s'il a été satisfait aux conditions d'applications de la clause de dissolution visée. En introduisant ces clauses de dissolution, Elia n'applique pas simplement les sanctions de droit commun : elle introduit précisément des possibilités de sanction qui dérogent au droit commun. D'ailleurs, les motifs de dissolution mentionnés à l'article 9.3, premier tiret, du contrat de responsable d'accès ne se retrouvent pas dans le droit commun (exception faite de la dissolution automatique en cas de faillite pour les contrats *intuitu personae*).

La CREG signale enfin qu'elle comprend la crainte d'Elia de rencontrer des problèmes au niveau du non-paiement des factures par les utilisateurs du réseau, mais elle est d'avis que ces problèmes peuvent être résolus en grande partie par le fait qu'Elia peut avoir recours, en cas de non-paiement d'une facture, à la garantie bancaire fournie par l'utilisateur du réseau, conformément à l'article 5.3. du contrat de responsable d'accès. Si Elia a fait appel à la garantie bancaire, celle-ci doit immédiatement être apurée jusqu'au niveau requis par le contrat et, à défaut, Elia peut toujours suspendre le contrat de l'utilisateur du réseau concerné. La CREG est d'avis que ce mécanisme résout en grande partie les problèmes liés au non-paiement des factures suscitant la crainte d'Elia.

Article 10

45. L'article 10, deuxième alinéa, du contrat de responsable d'accès stipule que le responsable d'accès doit apporter la preuve suffisante qu'il « a prévu tous les moyens pour être en mesure de respecter l'obligation d'équilibre ».

Pour être complet, la CREG souligne que cette exigence peut uniquement porter sur la fourniture de la preuve que le responsable d'accès a prévu tous les moyens raisonnables à cette fin. Comme également indiqué à l'article 10, premier alinéa, du contrat de responsable d'accès, le responsable d'accès n'a en effet, conformément à l'article 157, §1, du règlement technique, aucune obligation de résultat mais bien une obligation de moyen pour « prévoir et utiliser tous les moyens raisonnables afin de maintenir l'équilibre sur base quart-horaire. »

L'article 10, troisième alinéa, première phrase, du contrat de responsable d'accès stipule que le responsable d'accès est tenu de payer le tarif de déséquilibre en cas de force majeure également. La CREG estime déraisonnable et inéquitable qu'un responsable d'accès qui se trouve en déséquilibre suite à un cas de force majeure ou à une situation d'urgence soit contraint de payer la pénalité (ou le « stimulant véritable et suffisant ») incluse dans le tarif de déséquilibre. La CREG ne voit pas comment cette pénalité peut inciter le responsable d'accès à empêcher pareils cas de force majeure puisque la force majeure échappe par définition au contrôle du responsable d'accès (ainsi que d'Elia). La consultation des utilisateurs du réseau (voir paragraphe 2 de la présente décision) a révélé que ces derniers n'accepteraient pas une telle obligation si Elia n'était pas en situation de monopole. Par conséquent, cette disposition est contraire au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du règlement technique et constitue une entrave à l'accès au réseau de transport.

La même remarque peut être formulée pour les situations d'urgence cités à l'article 10, troisième alinéa, première phrase, du contrat de responsable d'accès, du moins pour autant que ces situations d'urgence ne résultent pas d'une intervention du responsable d'accès.

Dans sa lettre du 23 octobre 2003, Elia signale à juste titre que le tarif de déséquilibre est un tarif régulé, conformément à l'arrêté royal du 4 avril 2001 relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs et de comptabilité du gestionnaire du réseau national de transport d'électricité (ci-après : arrêté royal du 4 avril 2001). Il serait faux d'en déduire que le tarif de déséquilibre ne contient pas de pénalité/stimulant. Le tarif de déséquilibre, d'application au moment où la présente décision a été prise, contient bien ce type de pénalité/stimulant. En effet, rien n'empêche un tarif de

contenir une pénalité/un stimulant, pas même l'article 12, §2, 2°, de la loi électricité, selon lequel les tarifs du réseau de transport doivent être déterminés en fonction des coûts et doivent être déterminés afin de permettre au gestionnaire du réseau de transport de couvrir l'ensemble des coûts réels qu'il supporte dans le cadre de l'exercice de sa mission de gestionnaire du réseau de transport. Cet article stipule donc seulement que l'ensemble des tarifs doit couvrir l'ensemble des coûts en matière de transport. Il se peut donc qu'un tarif soit supérieur aux coûts inhérents au service concerné, à condition toutefois que les revenus supplémentaires qui en découlent soient compensés par des revenus moindres découlant du fait qu'un ou plusieurs autres tarifs sont inférieurs aux coûts inhérents, de sorte que les revenus totaux issus de tous les tarifs pris ensemble équivalent aux coûts totaux découlant de la gestion du réseau.

Elia déclare également, dans sa lettre du 23 octobre 2003, que l'arrêté royal du 4 avril 2001 connaît un seul tarif de déséquilibre et que, par conséquent, il ne fait pas de distinction entre les déséquilibres occasionnés par la force majeure, par Elia ou par quelque chose ou quelqu'un d'autre. Une interprétation littérale de l'arrêté royal du 4 avril 2001 pourrait mener à cette conclusion. Ce type d'interprétation littérale est toutefois erronée en raison du fait qu'elle est contraire au droit commun (tel que figurant dans le code civil, hiérarchiquement supérieur à tout arrêté royal) en vertu duquel personne ne peut être déclaré responsable pour les événements ou les actes sur lesquels il n'a pas de contrôle, tels que la force majeure ou des actes posés par un tiers sur lesquels il ne peut exercer aucun contrôle. Il n'est dès lors pas possible qu'un tarif de déséquilibre comportant une pénalité / un stimulant soit appliqué à un responsable d'accès dont le déséquilibre découle d'un cas de force majeure ou d'actes posés par Elia. L'arrêté royal du 4 avril 2001 ne peut dès lors pas non plus être interprété (littéralement) comme s'il ne pouvait exister qu'un seul tarif de déséquilibre. Il se peut donc que deux tarifs de déséquilibre existent, à savoir un tarif de déséquilibre ne comportant pas de pénalité/stimulant pour les cas de déséquilibre occasionnés par la force majeure ou par des actes posés par Elia et un tarif de déséquilibre équivalant à la somme du premier tarif de déséquilibre et d'une pénalité / un stimulant et qui s'applique aux autres cas, à savoir les cas dans lesquels le responsable d'accès est à l'origine du déséquilibre.

Article 12.2.

46. L'article 12.2.3., 1), a), du contrat de responsable d'accès stipule que si une nomination du responsable d'accès «*een internationale uitwisseling bevat die, voorzover geweten door Elia, niet aanvaard wordt door de netbeheerder van het betreffende aangesloten buitenlandse transmissienet*», Elia a le droit de refuser cette nomination, de l'accepter en partie ou de l'accepter contre paiement du tarif pour inconsistances externes.

A cet égard, la CREG souligne que les mots «*voor zover geweten door Elia*» doivent être compris en ce sens que la possibilité de refus/d'acceptation concernée peut uniquement être appliquée par Elia sur la base des informations officielles des gestionnaires de réseau étrangers concernés et ne peut avoir aucune autre signification. Il est néanmoins souhaitable de clarifier cette disposition en ce sens.

L'article 12.2.3., 2), deuxième alinéa, du contrat de responsable d'accès stipule que le responsable d'accès, « après communication par Elia » de sa décision de refuser ou de n'accepter que partiellement la réalisation d'une nomination, doit proposer des amendements à cette nomination dans les 60 minutes qui suivent. La CREG estime qu'il convient de préciser que cette communication signifie la réception ou la prise de connaissance par le responsable d'accès. En effet, en cas de communication par fax ou par e-mail, un certain laps de temps peut s'écouler entre l'envoi et la prise de connaissance effective par le responsable d'accès. Vu l'intérêt crucial pour le responsable d'accès de réagir sur-le-champ dans pareil cas afin de pouvoir proposer et appliquer des adaptations techniques dans l'heure, il est essentiel d'assurer que la personne de contact en question soit directement informée de cette décision dès qu'elle est prise par Elia. Dès lors, la CREG estime que ce délai ne devrait prendre cours qu'à partir du moment de la prise de connaissance de ladite décision par le responsable d'accès. Vu le risque inévitable de ralentissement (ou de défaillance) de la circulation par e-mail et par fax, il convient en outre de prévoir une communication par téléphone.

A cet égard, il convient de rappeler le principe général selon lequel l'utilisateur du réseau doit systématiquement être informé au plus vite de toute décision qui affecte son droit d'accès (cf. paragraphe 12 de la présente décision).

Par conséquent, l'article 12.2.3., 2), du contrat de responsable d'accès doit être modifié conformément à la remarque précitée, sans quoi, en l'absence de l'assurance d'une

communication des informations en temps utile, l'accès au réseau est entravé au sens de l'article 6, §1, du règlement technique.

Article 13.3.

47. L'article 13.3., deuxième alinéa, oblige le responsable d'accès, après avoir utilisé tous les moyens raisonnables qu'il a à sa disposition pour atteindre l'équilibre, à payer le tarif de déséquilibre pour un déséquilibre qui résulte d'une modification imposée par Elia. Toutefois, la CREG juge inéquitable l'obligation pour le responsable d'accès de payer intégralement le tarif de déséquilibre en pareil cas. Il s'agit dès lors d'une disposition contractuelle inéquitable qui entrave l'accès au réseau et dont on peut supposer qu'elle serait rejetée par les responsables d'accès si Elia ne détenait pas une position dominante. Par conséquent, cette disposition est contraire au droit de la concurrence et partant, à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du règlement technique.

Dans une telle situation (un déséquilibre dû à une modification imposée par Elia), pour ne pas devoir payer le tarif de déséquilibre, le responsable d'accès devra pouvoir prouver que le déséquilibre est bel et bien la conséquence d'une modification imposée par Elia et qu'il a réellement utilisé tous les moyens raisonnables à sa disposition pour atteindre l'équilibre.

La remarque formulée au sujet de l'article 12.2.3., 2), deuxième alinéa, du contrat de responsable d'accès vaut également pour l'article 13.3., premier alinéa, première phrase.

Article 17

48. Dans sa décision du 20 mars 2003, la CREG a notamment jugé que les dispositions du contrat de responsable d'accès, tel qu'il a été soumis à la CREG le 27 janvier 2003, concernant les garanties financières requises, ne pouvaient être approuvées.

Puisque, suite aux remarques formulées par la CREG dans la décision du 20 mars 2003, les dispositions relatives aux garanties financières devant être remises par le responsable d'accès ont été modifiées dans le contrat de responsable d'accès, tel qu'il a été soumis à la CREG le 1^{er} octobre 2003, la CREG estime que les dispositions relatives aux garanties financières contenues à l'article 17 et à l'annexe 4 du contrat peuvent être approuvées. Les dispositions relatives aux garanties financières ont été adaptées comme suit :

- le rating officiel minimal requis de la banque qui émet la garantie bancaire a été substantiellement revu à la baisse (de A à BBB selon le bureau de *credit rating* Standard & Poors ou son équivalent au bureau Moody's Investor Services) ;
- le mode de calcul de la garantie bancaire a été amélioré ;
- une clause a été ajoutée sur la base de laquelle le responsable d'accès peut réclamer une réduction de sa garantie bancaire en fonction de ses positions modifiées (cf. annexe 4, dernier alinéa).

Article 18

49. L'article 18, premier alinéa, du contrat de responsable d'accès stipule qu'Elia mettra à la disposition du responsable d'accès les données de mesure agrégées et validées « au plus tard le 10^e jour du mois suivant le mois durant lequel les données ont été collectées ». L'article 18, deuxième alinéa, du contrat de responsable d'accès stipule qu'Elia mettra quotidiennement à la disposition du responsable d'accès les données de mesures agrégées et non validées « dans la mesure du possible ».

La CREG souligne que le maintien de l'équilibre pour l'ensemble de ses accès au réseau de transport constitue la principale obligation de tout responsable d'accès (voir article 156, 1^o, du règlement technique). Pour être en mesure de satisfaire à cette obligation d'équilibre, le responsable d'accès doit bien entendu disposer en temps utile de toutes les données techniques nécessaires afin de réagir promptement en cas de déséquilibre ou de menace de déséquilibre. A cet égard, fournir les données validées sur une base mensuelle uniquement n'a aucun sens. Pour pouvoir intervenir rapidement en cas de déséquilibre et limiter autant que possible (les conséquences de) ce déséquilibre, les responsables d'accès doivent disposer au plus vite des données de mesure provisoires non validées. En outre, la survenance de déséquilibres a de lourdes conséquences financières pour les responsables d'accès en raison du tarif de déséquilibre élevé qu'ils doivent payer à Elia.

L'article 363 du règlement technique stipule que le gestionnaire du réseau doit mettre à la disposition du responsable d'accès les données validées relatives aux injections et aux prélèvements pour chaque point d'injection et/ou de prélèvement et ce, au moins sur une base mensuelle et pour le mois précédent.

Une interprétation stricte ou minimale de cet article permet d'affirmer que le contrat de responsable d'accès respecte l'article 363 du règlement technique. Cette interprétation est

cependant insuffisante pour ne pas entraver le droit d'accès au réseau de transport. Les lourdes conséquences financières qu'entraînent les déséquilibres pour le responsable d'accès, combinées au fait qu'il est extrêmement difficile – voire impossible – à ce dernier de parer rapidement aux déséquilibres éventuels en raison de la lenteur avec laquelle les informations sont fournies, peuvent avoir des effets démotivants et inciter certains intéressés à renoncer à des activités sur le marché de l'électricité en Belgique. L'on peut donc supposer que s'ils avaient un autre choix, les responsables d'accès n'accepteraient certainement pas cette condition générale du contrat de responsable d'accès. Vu la position de monopole dont jouit Elia, on peut par conséquent conclure que les présentes dispositions violent manifestement la règle générale du droit des obligations de la lésion qualifiée. Ces dispositions sont donc non seulement contraires au critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport mais aussi au critère de la conformité à l'intérêt général visés à l'article 6, §1, du règlement technique.

50. Pour être en mesure de remplir au mieux les obligations qui leur incombent en matière d'équilibre, les responsables d'accès devraient également pouvoir disposer quotidiennement des données de mesure non validées relatives au jour J-1, en sus des données de mesure mensuelles validées.

A ce sujet, la CREG estime qu'Elia doit veiller à fournir en temps utile des informations les plus complètes possibles (à savoir, en l'occurrence, les données (de mesure) dont Elia dispose dans le cadre de sa mission de gestion du réseau) aux utilisateurs du réseau puisque les informations visées sont essentielles pour permettre au responsable d'accès de respecter son obligation d'équilibre.

Par ailleurs, la CREG souligne que pour le transfert de telles données, aucune indemnisation supplémentaire ne peut être facturée en dehors des tarifs régulés. En effet, les frais liés à l'obtention, au rassemblement et au traitement des données de mesure et de comptage par Elia sont déjà inclus dans les tarifs régulés pour l'utilisation du réseau de transport. Par ailleurs, la CREG ne voit pas en quoi la simple transmission aux responsables d'accès des données (de mesure) qu'Elia possède déjà dans le cadre de l'exécution de sa mission de gestion du réseau pourrait générer des coûts supplémentaires substantiels pour Elia. Selon elle, il ne pourrait s'agir que de coûts supplémentaires très limités. La CREG se réjouit, en outre, qu'Elia se charge actuellement d'informatiser la mise à disposition de ces informations aux utilisateurs du réseau afin de réduire, de la sorte, le coût (déjà très limité) de celle-ci.

Etant donné que l'article 18, deuxième alinéa, du contrat de responsable d'accès est formulé de manière particulièrement ouverte et qu'il ne prévoit aucun engagement suffisant dans le chef d'ELIA de mettre quotidiennement les données de mesure non validées relatives au jour J-1 à la disposition du responsable d'accès, cet article constitue une entrave à l'accès au réseau de transport telle que visée à l'article 6, §1, du règlement technique.

Si Elia souhaite faire des réserves pour les cas où elle n'est pas en mesure de fournir les données de mesure non validées sur une base quotidienne au responsable d'accès, la CREG estime que les mots « dans la mesure du possible » doivent être remplacés par une disposition telle que la suivante : « sauf si Elia en est incapable pour des raisons d'ordre technique ».

Article 20

51. La disposition contenue à l'article 20, troisième phrase, du contrat de responsable d'accès selon laquelle les parties ne peuvent en aucun cas être tenues responsables de dommages indirects ou consécutifs est nulle dans la mesure où cette limitation de la responsabilité vise également les dol et fautes intentionnelles. En effet, il est interdit d'exclure ou de limiter sa responsabilité en cas de dol ou de faute intentionnelle. Par conséquent, cette disposition nulle est contraire à l'intérêt général visé à l'article 6, §1, du règlement technique.

Article 21.1.

52. L'article 21.1. du contrat de responsable d'accès prévoit, contrairement au contrat d'accès, une exception (formulée de manière très vague et générale) au délai minimal de quinze jours pour l'entrée en vigueur des modifications apportées aux conditions générales du contrat. La CREG ne voit pas pourquoi, contrairement au délai minimal garanti prévu dans le contrat d'accès, une telle exception devrait être insérée dans le contrat de responsable d'accès. En outre, une exception aussi vague sème le doute dans l'esprit des responsables d'accès et peut être source de contestations. Dès lors, la CREG estime que cette exception doit être supprimée de sorte que le délai minimal de quinze jours reste d'application à l'instar des dispositions du contrat d'accès.

Par ailleurs, la CREG souligne, comme indiqué aux paragraphes 6 et 7 de la présente décision, qu'elle estime que l'ensemble des dispositions du contrat de responsable d'accès tel qu'il lui a été présenté le 1^{er} octobre 2003 constituent des conditions générales soumises à l'approbation de la CREG conformément à l'article 6, §1, du règlement technique, tout comme chaque modification apportée à ces conditions générales est soumise à l'approbation de la CREG.

Annexe 1

53. La CREG souligne que la présente décision n'influence pas l'approbation ou le rejet des mécanismes d'allocation aux interconnexions, conformément à l'article 183, §2, du règlement technique. En effet, la CREG ne souhaite pas présupposer des résultats de son examen, conformément à l'article 183, §2, du règlement technique, des méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible pour les échanges d'énergie avec les réseaux étrangers, qu'Elia a soumises à l'approbation de la CREG par sa lettre du 16 avril 2003.

Dans l'attente de ces résultats, la CREG ne se prononce pas sur les dispositions contenues à l'annexe 1 dans la mesure où elles traduisent en dispositions contractuelles les méthodes visées à cet effet. Il est évident que, si l'application de l'article 183, §2, du règlement technique ne résulte pas en l'approbation de ces méthodes existantes, non seulement les méthodes même mais aussi les dispositions du contrat de responsable d'accès devront être adaptées en fonction des modifications qui devront le cas échéant être apportées à ces méthodes pour obtenir l'approbation de la CREG en application de l'article 183, §2, du règlement technique.

Annexe 4

54. L'annexe 4 du contrat de responsable d'accès contient un document intitulé « standaardformulier bankgarantie » rédigé en anglais. La CREG ne parvient pas à déterminer si ce document constitue un simple exemple ou s'il impose des conditions qui doivent dès lors obligatoirement être respectées au niveau de la garantie bancaire qui doit être fournie par le responsable d'accès.

Si ce document est un simple exemple, la CREG ne se prononce pas sur celui-ci (puisqu'il ne fait dès lors pas partie des conditions générales du contrat de responsable d'accès).

Par contre, si les dispositions de l'annexe 4 imposent des conditions qui doivent obligatoirement être respectées au niveau de la garantie bancaire qui doit être fournie par le responsable d'accès, la CREG se doit de formuler les remarques suivantes.

A l'annexe 4 du contrat de responsable d'accès, l'utilisation de la garantie est soumise à la présentation d'une copie de la facture impayée et non de la mise en demeure qu'Elia doit adresser au responsable d'accès, conformément à l'article 5.3. du contrat de responsable d'accès, avant de pouvoir faire appel à la garantie bancaire. Il est fortement recommandé d'ajouter à l'annexe 4 du contrat de responsable d'accès qu'Elia doit remettre une preuve de la mise en demeure par lettre recommandée lorsqu'elle souhaite faire appel à la garantie bancaire.

En outre, la CREG constate que l'annexe 4 du contrat de responsable d'accès est rédigée en anglais. En ce qui concerne l'emploi des langues dans le contrat de responsable d'accès, la CREG se doit une nouvelle fois de faire référence aux lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative (ci-après la « loi sur l'emploi des langues »).

Etant donné qu'en tant que gestionnaire du réseau de transport, Elia est chargée d'une mission qui dépasse le cadre d'une entreprise privée et qui lui a été confiée par le gouvernement fédéral dans l'intérêt général, elle est soumise, conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o, de la loi sur l'emploi des langues, à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative. Attendu que le champ d'action d'Elia s'étend à l'ensemble du pays, elle est soumise, en ce qui concerne ses missions d'intérêt général, à la réglementation applicable aux services centraux, telle que fixée aux articles 39 et suivants de la loi sur l'emploi des langues.

En vertu de l'article 41, § 2, de la loi sur l'emploi des langues, les services centraux doivent utiliser à l'égard des entreprises privées la langue de la région linguistique dans laquelle l'entreprise est établie, sauf si l'entreprise concernée est établie dans une commune à facilités. Conformément à l'article 41, § 1^{er}, de la même loi, le choix linguistique du particulier doit être respecté, pour autant que celui-ci utilise l'une des trois langues nationales. Il faut encore ajouter que la loi sur l'emploi des langues ne connaît que trois langues, à savoir le français, le néerlandais et l'allemand. En ce qui concerne ses missions d'intérêt général,

Elia doit donc utiliser, à l'égard des entreprises établies dans une commune belge qui n'est pas une commune à facilités, la langue de la région et ce, quelle que soit la langue employée par l'entreprise elle-même. Dans ses rapports avec ces entreprises, Elia doit donc utiliser le français, le néerlandais ou l'allemand. S'agissant des entreprises établies dans la région linguistique bilingue, Elia devra utiliser soit le français, soit le néerlandais suivant le choix opéré par l'entreprise entre ces deux langues. Pour les entreprises établies dans une commune à facilités, Elia devra utiliser la langue que l'entreprise choisit elle-même ; selon le régime linguistique de la commune à facilités concernée, il peut s'agir du français, du néerlandais ou de l'allemand. En ce qui concerne les entreprises non établies en Belgique, Elia devra utiliser la langue choisie par l'entreprise, pour autant qu'il s'agisse du français, du néerlandais ou de l'allemand. Des langues autres que ces trois langues ne peuvent être employées, même s'il s'agit d'entreprises ne possédant pas d'établissement en Belgique.

La CREG insiste sur le fait que la loi sur l'emploi des langues est d'ordre public et qu'il est donc impossible d'y déroger contractuellement. La sanction imposée aux actes contraires à la loi sur l'emploi des langues est la nullité absolue.

Par conséquent, toutes les annexes d'un contrat rédigé en néerlandais doivent également être rédigées en néerlandais.

La CREG demande donc également confirmation du caractère purement exemplatif du « formulaire standard » contenu à l'annexe 4 du contrat de responsable d'accès. Si les dispositions de l'annexe 4 imposent des conditions qui doivent obligatoirement être reprises dans la garantie bancaire qui doit être fournie par le responsable d'accès, ladite annexe doit être adaptée conformément aux remarques formulées ci-avant, sans quoi ces dispositions sont nulles.

Remarque complémentaire

55. De manière générale, il convient encore de remarquer que le texte néerlandais du contrat de responsable d'accès contient une série d'erreurs linguistiques et de fautes de frappe (certaines erreurs linguistiques découlant d'une traduction erronée de la version anglaise du contrat de responsable d'accès). Il est dès lors recommandé de les corriger avant de soumettre le contrat de responsable d'accès aux utilisateurs du réseau.

Suppression de la mesure transitoire

56. Dans sa décision du 20 mars 2003, la CREG s'est vu contrainte d'imposer une mesure transitoire concernant l'application des conditions générales du contrat de responsable d'accès stipulant que, dans l'attente de l'approbation par la CREG de nouvelles conditions générales pour le contrat de responsable d'accès, les conditions générales du contrat de responsable d'accès telles que portées à la connaissance de la CREG par Elia le 27 janvier 2003 pouvaient rester provisoirement d'application.

Puisque cette décision a été communiquée à Elia dès le 24 mars 2003, Elia a disposé d'un délai plus que raisonnable pour adapter les conditions générales non approuvées du contrat de responsable d'accès. Dès lors, par la présente décision, la CREG supprime la mesure transitoire précitée à compter du 1^{er} janvier 2004.

A cet égard, la CREG signale que l'absence éventuelle de conditions générales approuvées (au 1^{er} janvier 2004 et par la suite) ne peut aucunement justifier un refus d'accès au réseau à tout utilisateur du réseau. En pareil cas, la réglementation sectorielle sera d'application et pour le reste, le droit commun, comme de coutume dans les relations relatives à des contrats non écrits.

CONCLUSION

53. Eu égard aux motifs exposés précédemment, la CREG décide, en application de l'article 6 du règlement technique, d'approuver les conditions générales du contrat de responsable d'accès qu'Elia a soumis à son approbation, à l'exception des conditions générales suivantes :

- article 1. (cf. paragraphes 30 à 33 de la présente décision) ;
- article 3 (cf. paragraphe 34 de la présente décision) ;
- article 5.1 (cf. paragraphe 35 de la présente décision) ;
- article 5.3 (cf. paragraphe 36 de la présente décision) ;
- article 7 (cf. paragraphe 38 de la présente décision) ;
- article 8.1, alinéa 4 (cf. paragraphe 39 de la présente décision) ;
- article 8.2 (cf. paragraphe 40 de la présente décision) ;
- article 9.2 (cf. paragraphe 43 de la présente décision) ;
- article 9.3 (cf. paragraphe 44 de la présente décision) ;
- article 10 (cf. paragraphe 45 de la présente décision) ;
- article 12.2.3 (cf. paragraphe 46 de la présente décision) ;
- article 13.3_(cf. paragraphe 47 de la présente décision) ;
- article 18_(cf. paragraphes 49 et 50 de la présente décision) ;
- article 20_(cf. paragraphe 51 de la présente décision) ;
- annexe 4_(uniquement dans l'hypothèse où les dispositions concernées imposent des conditions auxquelles les garanties bancaires de tous les responsables d'accès doivent satisfaire) (cf. paragraphe 54 de la présente décision).

La CREG demande qu'après modification des conditions générales du contrat de responsable d'accès énumérées ci-dessus, Elia lui notifie les conditions générales modifiées en vue de leur approbation conformément à l'article 6 du règlement technique.

Par ailleurs, la CREG souligne qu'il est recommandé d'adapter les conditions générales énumérées ci-après, eu égard aux motifs exposés précédemment, conformément aux remarques formulées dans la présente décision :

- article 9.1 (cf. paragraphe 42 de la présente décision) ;
- article 21.1 (cf. paragraphe 52 de la présente décision) ;

- annexe 4 (dans l'hypothèse où le formulaire concerné constitue un simple exemple) (cf. paragraphe 54 de la présente décision).

En outre, la CREG décide de supprimer, à compter du 1^{er} janvier 2004, la mesure transitoire prévue dans la décision du 20 mars 2003, qui stipule que dans l'attente de l'approbation par la CREG des conditions générales du contrat de responsable d'accès, le contrat de responsable d'accès communiqué à la CREG par Elia le 27 janvier 2003 pouvait rester provisoirement d'application.

////

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :

Guido CAMPS
Directeur

Thomas LEKANE
Directeur

Christine VANDERVEEREN
Président

Contract van Evenwichtsverantwoordelijke ARP-contract

Contractreferentie: «NARP»

Ontwerp 2004_CREG

tussen:

ELIA SYSTEM OPERATOR NV, een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder het nummer 654.608, rechtsgeldig vertegenwoordigd door «ELIASign1» en «ELIASign2»;

hierna "ELIA" genoemd,

en

«ARP_Name», een vennootschap naar «Applicable_law» recht met maatschappelijke zetel te «ARPStreet», «ARPPersonContactPlace» «ARPPersonContactCity», ingeschreven in het handelsregister onder het nummer «Reg_commerce», rechtsgeldig vertegenwoordigd door «ARPresp1» en «ARPresp2»,

hierna "ARP" genoemd.

ELIA en [ARP] kunnen ook elk aangeduid worden als "Partij" of gezamenlijk als "Partijen".

Aangezien:

- ELIA het eigendomsrecht, of ten minste het gebruiks- of exploitatierecht heeft, voor het grootste gedeelte van het Belgische elektriciteitsnet,
- ELIA officieel werd aangeduid als netbeheerder,
- [ARP] heeft verklaard evenwichtsverantwoordelijke te willen worden overeenkomstig de bepalingen en voorwaarden vermeld in dit Contract,
- [ARP] begrijpt het belang voor de veiligheid en de betrouwbaarheid van het ELIA-net van het naleven van al zijn evenwichtsverantwoordelijkheden, die verder in dit Contract worden gedefinieerd, op ieder ogenblik tijdens de uitvoering van dit Contract,
- de Partijen begrijpen dat dit Contract geen contract is dat [ARP] toegang geeft tot het ELIA-net.

Wordt overeengekomen wat volgt:

INHOUD

DEEL I: Definities en voorwerp van het Contract

1	Definities	5
2	Aanvullende interpretatieregels	7
3	Voorwerp van het contract	7

DEEL II: Algemene voorwaarden

4	Bewijs van de financiële solvabiliteit van [ARP]	9
5	Facturatie- en betalingsvoorwaarden	9
5.1	Facturen	9
5.2	Bezwaar	9
5.3	Modaliteiten voor het invorderen van eventueel onbetaalde sommen	9
6	Mededeling aan derden van vertrouwelijke of commercieel gevoelige informatie	10
7	Geschillenbeslechting	10
8	Maatregelen in geval van een noodsituatie of overmacht	11
8.1	Definities en gevolgen van overmacht en noodsituatie	11
8.2	Maatregelen	12
9	Beëindiging of schorsing van dit Contract	13
9.1	Beëindiging van dit Contract door [ARP]	13
9.2	Schorsing en beëindiging van dit Contract door ELIA	13
9.3	Beëindiging van dit Contract door beide Partijen	13
9.4	Bijkomende gevolgen	14
10	Evenwichtsverplichtingen van [ARP]	14
11	Toewijzing aan de Evenwichtspereimeter	15
11.1	Injectie en/of Afnamepunten	15
11.2	Distributie Afname-positie(s) op een ander distributienet dan het ELIA-net	15
11.3	Verliezen	15
11.4	Import en Export	16
11.5	Interne energieoverdrachten	16
12	Nominaties	16
12.1	Indiening en voorwaarden voor de indiening van Nominaties	16
12.1.1	Wat de Nominaties voor Injectie- en Afnamepunten en voor Distributie Afname-posities betreft	16
12.1.2	Wat de Nominaties voor Import en/of Export en de Interne energieoverdrachten betreft	17
12.2	Evaluatie van de ingediende Nominaties	17
12.2.1	Nominaties met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt.	17
12.2.2	Nominaties met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt	17
12.2.3	Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op Noordgrens en/of Zuidgrens	17
12.2.4	Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten Day-ahead	19
12.2.5	Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten Intra-day	19
12.3	Bevestiging of verwerping van Nominaties	20
13	Volledige of gedeeltelijke schorsing van Nominaties op Dag D	21
13.1	Principe	21
13.2	Kennisgevingsprocedure	21
13.3	Procedure inzake de amendementen voorgesteld door [ARP]	21

DEEL III: Bijzondere voorwaarden

14	Opschortende voorwaarden voor de uitvoering van dit Contract	23
----	--	----

15	Duur van dit Contract	23
16	Tarieven voor Onevenwicht en externe inconsistenties	23
17	Betalingswaarborg	24
17.1.1	Algemeen	24
17.1.2	Aanpassing/ hernieuwing / wijziging van de waarborg	24
17.1.3	Teruggave van de bankwaarborg	24
18	Meetgegevens	25
19	Pooling-overeenkomst (art. 160)	25
20	Aansprakelijkheid	26
21	Diverse bepalingen	26
21.1	Wijziging van de algemene voorwaarden van dit Contract	26
21.2	Kennisgeving	26
21.3	Informatie en opname	27
21.4	Niet-overdraagbaarheid van rechten	27
21.5	Voorrang op alle vorige Overeenkomsten	27
21.6	Geen afstand	27
21.7	Nietigheid van een clausule	28
21.8	Licenties	28
21.9	Toepasselijk recht	28
	Bijlage 1 Toegangsrechten voor Import en Export op de Zuidgrens	30
	Bijlage 2 Toegangsrechten op de Noordgrens	41
	Bijlage 3 Onevenwicht	42
	Bijlage 4 Bankwaarborg	43
	Bijlage 5 Procedure voor Nominaties	46
	Bijlage 6 Contactinformatie	49
	Bijlage 7 Pooling-overeenkomst	52

DEEL I: Definities en voorwerp van het Contract

1 Definities

Behoudens andersluidende bepaling in dit Contract, of indien de context duidelijk een andere interpretatie vereist, hebben de begrippen gedefinieerd in het Technisch Reglement Transmissie, indien gebruikt in dit Contract dezelfde betekenis als in het Technisch Reglement Transmissie.

Niettegenstaande het bovenstaande zullen in dit Contract de volgende termen de betekenis hebben die hieronder is aangegeven tenzij expliciet anders overeengekomen tussen de Partijen:

“**Toegangspunt**”: een Injectiepunt en/of Afnamepunt;

“**Actief vermogen**”: het elektrisch vermogen dat kan worden omgezet naar andere vormen van vermogen, zoals mechanisch, thermisch of akoestisch. De waarde is gelijk aan $3 U I \cos \varphi$, waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning (tussen een fase en de aarde) en de stroom (in die fase) en waarbij φ het faseverschil voorstelt tussen de fundamentele componenten van de spanning en de stroom;

“**Evenwichtsperimeter**”: elke Afname en Injectie toegekend aan [ARP] zoals bepaald in artikel 11;

“**Bankwerkdagen**”: de werkdagen in de banksector in België;

“**Bloklevering**”: het Actief Vermogen per kwartier voor een Afnamepunt dat genomineerd wordt door een Evenwichtsverantwoordelijke en dat bevestigd wordt door de betreffende Netgebruiker. De Evenwichtsperimeter van [ARP] wordt aangepast voor alle relevante Blokleveringen. De specificaties voor Blokleveringen worden beschreven in de standaard toegangsovereenkomst;

“**Aangesloten buitenlands transmissienet**”: ofwel het Franse transmissienet (beheerd door RTE) of het Nederlandse transmissienet (beheerd door TenneT) naar gelang het geval;

“**Contract**”: dit contract inzake evenwichtsverantwoordelijkheid afgesloten tussen ELIA en [ARP];

“**CREG**”: Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;

“**Interne energieoverdracht Day-Ahead**”: een interne energie-uitwisseling waarvoor de Nominatie ten laatste op Dag D-1 ingediend wordt bij ELIA, overeenkomstig de bepalingen in dit Contract;

“**Dag D**”: om het even welke kalenderdag waarop de uitvoering van een Nominatie gepland wordt;

“**Dag D-1**”: de kalenderdag voor Dag D;

“**Dag D+1**”: de kalenderdag volgend op Dag D;

“**Distributie afname-positie**”: de energie op kwartierbasis toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van een Evenwichtsverantwoordelijke door een andere distributienetbeheerder dan Elia, behorende tot de Belgische regelzone;

“**ELIA-net**”: het elektriciteitsnet waarop ELIA het eigendomsrecht of tenminste het gebruiks- of exploitatierecht heeft, en waarvoor ELIA is aangeduid als netbeheerder;

“**Elektriciteitswet**”: de “Wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt” zoals gepubliceerd in het “Belgisch Staatsblad” op 11 mei 1999, zoals aangepast van tijd tot tijd;

“Export”: een internationale uitwisseling van Actief vermogen op de Noordgrens van het ELIA-net naar het Nederlandse transmissienet, of een internationale uitwisseling van energie op de Zuidgrens van het ELIA-net naar het Franse transmissienet, naar gelang van het geval;

“Technisch Reglement Transmissie”: het Koninklijk besluit houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe van 19 december 2002 zoals aangepast van tijd tot tijd;

“Netgebruiker”: elke natuurlijke of rechtspersoon die als leverancier of afnemer op het transmissienet is aangesloten;

“Uren”: de normale uren van een dag, uitgedrukt in Belgische tijd;

“Onevenwicht”: het verschil per kwartier tussen de totale Injectie in het ELIA-net behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP] en de totale Afname van het ELIA-net behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP] zoals beschreven in Bijlage 3;

“Import”: een internationale uitwisseling van Actief vermogen op de Noordgrens van het Nederlandse transmissienet naar het ELIA-net, of een internationale uitwisseling van energie op de Zuidgrens van het Franse transmissienet naar het ELIA-net, naar gelang van het geval;

“Injectie”: de injectie van Actief vermogen:

- op een Injectiepunt aangesloten op het ELIA-net, of
- de Distributie afname-positie, als het een netto-injectie betreft, of
- door een Import, of
- door een Interne energieoverdracht (“koop” – “koper”);

“Injectiepunt”: de fysieke plaats en het spanningsniveau van een punt waar het vermogen in het ELIA-net wordt geïnjecteerd;

“Interne energieoverdracht”: een energie-uitwisseling binnen de regelzone van ELIA tussen [ARP] en een andere evenwichtsverantwoordelijke die van ELIA de toestemming verkregen heeft om op bilaterale basis energie uit te wisselen, waarvoor door de genoemde evenwichtsverantwoordelijken overeenkomstig dit Contract een Nominatie moet voorgelegd worden aan ELIA. Elke referentie naar een Interne energieoverdracht in dit Contract omvat zowel de Interne energieoverdracht Day-Ahead als de Interne energieoverdracht Intra-day;

“Interne energieoverdracht Intra-day”: een Interne energieoverdracht waarvoor de Nominatie ten laatste op Dag D+1 door de Evenwichtsverantwoordelijken ingediend wordt bij ELIA, overeenkomstig de bepalingen in dit Contract;

“Wet van 2 augustus 2002”: de “wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties” zoals aangepast van tijd tot tijd;

“Nominatie”: een tabel die een aantal gegevens bevat zoals de kenmerken van een toegang tot het ELIA-net op een bepaalde Dag D, met inbegrip van de hoeveelheid Actief vermogen per tijdseenheid die door de partij verbonden aan de genoemde Nominatie moet geïnjecteerd of afgenomen worden;

“Noordgrens”: alle interconnectiepunten tussen het ELIA-net en het Nederlandse transmissienet;

“Afname”: de afname van Actief vermogen:

- op een Afnamepunt aangesloten aan het ELIA-net, of
- de Distributie afname-positie, als het een netto-afname betreft, of
- door een Export, of
- door een Interne energieoverdracht (“verkoop” – “verkoper”);

“Afnamepunt”: de fysieke plaats en het spanningsniveau van een punt waar het vermogen vanuit het ELIA-net wordt afgenomen;

“Register van de Evenwichtsverantwoordelijken”: het register dat door ELIA wordt bijgehouden en waarin alle Evenwichtsverantwoordelijken opgenomen werden die een geldig en afdwingbaar contract van Evenwichtsverantwoordelijke aangegaan zijn met ELIA;

“Zuidgrens”: alle interconnectiepunten tussen het ELIA-net en het Franse transmissienet;

“Gedeelde injectie”: het Actief vermogen op kwartierbasis voor een Injectiepunt dat door een evenwichtsverantwoordelijke genomineerd werd, maar dat op procentbasis zal toegekend worden aan de Evenwichtspereimeters van meer dan één Evenwichtsverantwoordelijke; De specificaties voor Gedeelde injecties worden beschreven in de standaard toegangsovereenkomst;

“UCTE”: de “Unie voor de Coördinatie en het Transport van Elektriciteit”;

“Evenwichtsverantwoordelijke”: ARP; hiervoor geldt de definitie van toegangsverantwoordelijke zoals bepaald in het Technisch Reglement Transmissie.

2 Aanvullende interpretatieregels

De titels en hoofdingen van artikels en/of bijlagen in het Contract worden enkel opgenomen voor de eenvoud van verwijzing en drukken op geen enkele wijze de bedoeling van Partijen uit. Zij zullen niet in overweging worden genomen bij de interpretatie van de bepalingen van het Contract.

De Bijlagen van dit Contract maken integraal deel uit van het Contract. Elke verwijzing naar het Contract omvat de Bijlagen, en vice versa. Indien er een interpretatieconflict is tussen een Bijlage van dit Contract en één of meerdere bepalingen van dit Contract, zullen de bepalingen van dit Contract voorrang hebben. Indien [ARP] praktische vragen heeft betreffende de interpretatie van een procedure vermeld in dit contract of in de Bijlage daarbij, zal hij deze vraag voorleggen aan ELIA.

De concretisering in het Contract van een specifieke verplichting of bepaling opgenomen in het Technisch Reglement Transmissie, zal op geen enkele wijze worden geacht afbreuk te doen aan de verplichtingen of bepalingen die, krachtens het Technisch Reglement Transmissie toepassing dienen te vinden in de relevante situatie.

3 Voorwerp van het contract

Dit Contract en haar Bijlagen bepalen:

* de bepalingen en voorwaarden, met inbegrip van de technische en operationele vereisten die [ARP] dient na te leven om de status van Evenwichtsverantwoordelijke te verkrijgen en deze status gedurende de looptijd van dit Contract te behouden. [ARP] begrijpt en aanvaardt dat de uitvoering van alle of een deel van de bepalingen van dit Contract, inclusief alle of een deel van de rechten die hem hierin worden verleend, kunnen onderworpen zijn aan andere contractuele, wettelijke, administratieve of gereguleerde bepalingen; en

* de contractuele verplichtingen van de Partijen om het tarief van het Onevenwicht dat van toepassing is ten gevolge van een Onevenwicht zoals bepaald in dit Contract te betalen of te crediteren, naar gelang het geval; en

* alle andere rechten en plichten van de Partijen in dit verband, met inbegrip van de gevolgen van (een) mogelijk(e) Onevenwicht(en) zoals hierin bepaald.

Elke Partij is zich bewust van de onderlinge samenhang die bestaat tussen het aansluitingscontract, het contract van Evenwichtsverantwoordelijke en het toegangscontract die elk ten aanzien van elkaar een noodzakelijk accessorium zijn voor de veiligheid, betrouwbaarheid en de efficiëntie van het ELIA-net en die derhalve onmisbaar zijn voor de uitvoering van de contractuele relatie.

Een Partij zorgt ervoor dat haar eigen contractuele relatie ten aanzien van de andere Partij steeds steunt op het bestaan en de goede uitvoering van dit geheel van contracten.

DEEL II: Algemene voorwaarden

4 Bewijs van de financiële solvabiliteit van [ARP]

Het sluiten van het Contract veronderstelt dat [ARP] het bewijs levert van zijn financiële solvabiliteit.

Het bewijs van de financiële solvabiliteit van [ARP] bij het sluiten van het Contract veronderstelt dat [ARP] voldoet aan de bijzondere bepalingen inzake financiële waarborgen zoals overgekomen in het Contract.

Tijdens de gehele duur van het Contract moet [ARP], op gemotiveerd verzoek van ELIA, het bewijs leveren aan ELIA van zijn financiële solvabiliteit.

De financiële solvabiliteit van [ARP] tijdens de uitvoering van het Contract is een essentieel bestanddeel van het met ELIA afgesloten Contract en van de door ELIA aangegane verbintenissen.

5 Facturatie- en betalingsvoorwaarden

5.1 Facturen

ELIA zal, afhankelijk van het geval, facturen of creditnota's opsturen naar [ARP]. Het facturatieadres is vermeld in **Bijlage 6** van dit Contract.

Facturen of creditnota's zijn betaalbaar/worden gecrediteerd door de Partijen binnen de 15 (vijftien) dagen na ontvangstdatum van de factuur. De ontvangst van de factuur door [ARP] wordt verondersteld te hebben plaatsgehad drie (3) dagen na verzenddatum van de factuur.

In het geval de Partijen verzuimen een deel van of al de genoemde facturen of creditnota's binnen de hierboven vermelde termijn van 18 dagen te betalen of te crediteren, is een intrest voor laattijdige betaling verschuldigd aan een intrestvoet bepaald overeenkomstig artikel 5 van de Wet van 2 augustus 2002 en is deze intrest verschuldigd vanaf de vervaldatum van de factuur of de creditnota tot de betaling of de creditering volledig werd uitgevoerd.

Bovendien heeft ELIA dan, onverminderd haar recht op vergoeding van de gerechtskosten overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek, recht op de schadeloosstelling voorzien in artikel 6 van de Wet van 2 augustus 2002. De hierboven opgenomen bepalingen doen geen afbreuk aan de overige rechten van ELIA overeenkomstig toepasselijke wetten en reglementen en de bepalingen van het Contract.

5.2 Bezwaar

Elk bezwaar betreffende een factuur of creditnota moet, om ontvankelijk te zijn, vóór de vervaldatum van de geprotesteerde factuur of creditnota worden geformuleerd per aangetekend schrijven met omstandige en gedetailleerde vermelding van de redenen van het bezwaar.

Een bezwaar heft geenszins de verplichting op om de factuur te betalen volgens de bepalingen van artikel 5.1 van het Contract, behoudens in geval het bezwaar van [ARP] manifest gegrond is.

5.3 Modaliteiten voor het invorderen van eventueel onbetaalde sommen

Bij gebreke van betaling van de factuur, en na verzending door ELIA van een ingebrekestelling per aangetekend schrijven, zal ELIA, onverminderd de toepassing van de voorgaande bepalingen, het recht hebben om beroep te doen op de financiële waarborg zoals gepreciseerd in artikel 17 van het

Contract. De maatregelen voor het invorderen van onbetaalde sommen zullen door ELIA worden toegepast op niet-discriminerende en redelijke wijze.

6 Mededeling aan derden van vertrouwelijke of commercieel gevoelige informatie

Partijen verbinden zich er toe om de informatie die zij, in het kader van en naar aanleiding van dit Contract met elkaar uitwisselen en van elkaar bekomen en die de mededelende Partij als vertrouwelijk bestempelt en/of die dient te worden beschouwd als vertrouwelijk overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, vertrouwelijk te behandelen. De Partijen verbinden zich ertoe bovenvermelde vertrouwelijke informatie niet mee te delen aan derden behoudens wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden voldaan is:

1° indien ELIA en/of [ARP] werd(en) opgeroepen om in rechte te getuigen of in hun verhouding met de controle-autoriteiten voor de elektriciteitsmarkt of andere administratieve overheden.

2° in het geval van een voorafgaand schriftelijk akkoord van de Partij van wie de vertrouwelijke informatie uitgaat.

3° wat betreft ELIA, in overleg met beheerders van andere netten of in het kader van contracten en/of regels met de buitenlandse netbeheerders en voor zover de bestemming van deze informatie er zich toe verbindt aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid te geven als deze gegeven door ELIA.

4° indien deze informatie gemakkelijk en gewoon toegankelijk is of voor het publiek beschikbaar is

5° wanneer de mededeling door ELIA en/of [ARP] onmisbaar is voor technische of veiligheidsredenen, onder meer aan de (onder)aannemers en/of hun werknemers en/of hun vertegenwoordigers, voor zover deze bestemming(en) gebonden zijn door regels van vertrouwelijkheid die op gepaste wijze de bescherming van de vertrouwelijkheid van de informatie waarborgen.

6° indien de mededeling door ELIA noodzakelijk is voor de continuïteit van de evenwichtsverantwoordelijkheid voor Toegangspunten en Distributie afname-positie(s) toegekend aan de perimeter van [ARP] zoals bepaald in artikel 9.4 van dit Contract.

Partijen aanvaarden dat de vertrouwelijkheid van gegevens niet tussen hen kan worden ingeroepen, noch ten aanzien van andere personen, ondermeer de Netgebruiker, betrokken bij de uitvoering van het Contract.

Onverminderd de toepasselijke wetten en reglementen blijft deze bepaling in ieder geval geldig tot 5 jaar na de beëindiging van het Contract.

Niettegenstaande de voorafgaande vertrouwelijkheidsclausule, in de toegangsovereenkomst of in eender welke andere overeenkomst of eender welk ander document tussen [ARP] en ELIA, mag ELIA de naam van de Evenwichtsverantwoordelijke en zijn status als een Partij op haar website bekendmaken. Alle Bijlagen of delen ervan, die niet specifiek zijn voor het Contract, mogen ook door ELIA op haar website worden bekendgemaakt.

7 Geschillenbeslechting

Conform het Koninklijk Besluit van 3 mei 1999 betreffende het beheer van het nationaal transmissienet voor elektriciteit, en meer bepaald artikel 14, verklaart [ARP] hierbij dat hij door

ELIA, voorafgaand aan het ondertekenen van het Contract, op de hoogte werd gebracht van zijn rechten conform dit artikel 14 en onder meer dat de geschillen betreffende de toegang tot het ELIA-Net, de toepassing van het Technisch Reglement Transmissie of de tarieven bedoeld in artikel 12 van de Elektriciteitswet mogen worden voorgelegd, naargelang zijn keuze, aan bemiddeling of arbitrage overeenkomstig het reglement bedoeld in artikel 28 van de Elektriciteitswet.

Elk geschil met betrekking tot het afsluiten, de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van het Contract of van latere contracten of operaties die er zouden kunnen uit voortvloeien, alsook elk ander geschil betreffende of verband houdend met het Contract zal naar keuze van de meest gerede partij:

- tot de bevoegdheid behoren van de Rechtbank van koophandel te Brussel; of
- worden voorgelegd aan de door de bevoegde reguleringsinstantie georganiseerde bemiddelings- of arbitrage dienst overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen; of
- worden voorgelegd aan een ad hoc arbitrage overeenkomstig de bepalingen van het Belgisch Gerechtelijk Wetboek.

Gelet op de complexe verhoudingen, aanvaarden Partijen bij deze, teneinde de toepassing van de regels inzake samenhang of tussenkomst mogelijk te maken, hetzij om in geval van samenhangende geschillen afstand te doen van elk arbitragebeding teneinde in een andere gerechtelijke procedure tussen te komen, hetzij, omgekeerd, om afstand te doen van een gerechtelijke procedure teneinde deel te nemen aan een meerpartijen arbitrage. In geval van verdeeldheid wordt de voorkeur gegeven aan de eerste ingeleide procedure.

8 Maatregelen in geval van een noodsituatie of overmacht

8.1 Definities en gevolgen van overmacht en noodsituatie

De uitvoering van de verplichtingen voorwerp van het Contract, waarvoor overmacht en/of een noodsituatie zoals gedefinieerd in het Technisch Reglement Transmissie of de regionale technische reglementen wordt ingeroepen, wordt tijdelijk opgeschort voor de duur van de gebeurtenis die aanleiding geeft tot overmacht en/of noodsituatie.

Onder overmacht dient te worden begrepen alle redelijkerwijs niet te voorziene voorvallen, voorgekomen na de afsluiting van het Contract en niet te wijten aan een fout van één van de Partijen, die de uitvoering van het Contract tijdelijk, of definitief, onmogelijk maken. Situaties van overmacht zijn onder meer:

- 1° natuurrampen, voortvloeiende uit aardbevingen, overstromingen, stormen, cyclonen of andere klimatologisch uitzonderlijke situaties;
- 2° een nucleaire of chemische explosie en zijn gevolgen;
- 3° een computervirus, een computercrash om redenen andere dan ouderdom of gebrek aan onderhoud van dit systeem;
- 4° de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid voor het ELIA-Net om elektriciteit uit te wisselen omwille van storingen binnen de regelzone veroorzaakt door elektriciteitsstromen die het resultaat zijn van energie-uitwisselingen binnen een andere regelzone of tussen twee of meerdere andere regelzones en waarvan de identiteit van de marktdeelnemers betrokken bij deze energieuitwisselingen niet gekend is en redelijkerwijze niet gekend kan zijn door ELIA;

5° de onmogelijkheid het ELIA-Net te gebruiken omwille van een collectief geschil dat aanleiding geeft tot een eenzijdige maatregel van de werknemers (of groepen van werknemers) of elk ander arbeidsgeschil;

6° brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, criminele dwang en bedreigingen van dezelfde aard;

7° al dan niet verklaarde staat van oorlog, een oorlogsdreiging, een invasie, een gewapend conflict, blokkade, revolutie of opstand;

8° een maatregel van hogerhand.

De Partij die een situatie van overmacht en/of een noodsituatie inroept, zal zo snel mogelijk de andere Partij op de hoogte brengen per telefoon en/of e-mail en/of fax, van de reden waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet kan uitvoeren en welke de redelijkerwijze voorzienbare termijn van de niet-uitvoering zal zijn.

De Partij die een situatie van overmacht en/of noodsituatie inroept, stelt niettemin alles in het werk om de gevolgen van de niet-uitvoering van zijn verplichtingen voor de andere Partij, het ELIA-net of derden te beperken en zijn verplichtingen opnieuw te vervullen.

Indien de periode van overmacht en/of noodsituatie een duur heeft van 30 opeenvolgende dagen of meer en dat een Partij, als gevolg van de situatie van overmacht en/of noodsituatie, niet in staat is om de essentiële verplichtingen van het Contract na te komen, mag een Partij het Contract opzeggen met onmiddellijke ingang via een aangetekend schrijven.

8.2 Maatregelen

In geval zich een noodsituatie of een meervoudige incidentsituatie, zoals gedefinieerd in het Technische Reglement Transmissie of in de regionale technisch reglementen voordoet of ingeval ELIA meent dat een noodsituatie zich redelijkerwijze zou kunnen voordoen, kan ELIA de nodige maatregelen, eventueel preventief, treffen die beschreven staan in voornoemde documenten, waaronder het hanteren van de reddingscode en de heropbouwcode.

De reddingscode bepaalt de operationele procedures in het kader van een noodsituatie en omvat ook het afschakelplan, dat onder meer de procedures en prioriteiten inzake afschakelen van netgebruikers bepaalt.

De heropbouwcode bevat de operationele procedures voor de heropbouw van het elektrisch systeem.

De reddingscode en de heropbouwcode kunnen geconsulteerd worden op vraag van [ARP]. Deze codes kunnen op elk moment door ELIA worden gewijzigd volgens de wettelijke en reglementaire bepalingen.

De toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de reddingscode en de heropbouwcode en de eventuele latere wijzigingen zijn van toepassing op de Partijen.

[ARP] verbindt zich ertoe onverwijld en op eigen kosten alle instructies na te leven die hem door ELIA per telefoon en/of e-mail en/of fax worden meegedeeld teneinde noodsituaties te voorkomen en/of te verhelpen.

9 Beëindiging of schorsing van dit Contract

9.1 Beëindiging van dit Contract door [ARP]

[ARP] kan dit Contract beëindigen ten vroegste 3 maanden na kennisgeving van de beëindiging aan ELIA via aangetekend schrijven en op voorwaarde dat:

- i) hij dit ter kennis heeft gebracht aan de toegangshouder(s) die hem hebben aangeduid; en
- ii) alle Injectiepunten en Afnamepunten in de Evenwichtsperimeter van [ARP] op geldige wijze werden toegekend aan 22n of meerdere andere Evenwichtsverantwoordelijken en dat de Distributie afname-positie(s) van [ARP] geen enkele waarde bevat(ten); en
- iii) alle contractuele verplichtingen van [ARP] overeenkomstig dit Contract op geldige wijze werden uitgevoerd.

9.2 Schorsing en beëindiging van dit Contract door ELIA

Onverminderd haar andere rechten of vorderingen in rechte mag ELIA, zonder dat enige voorafgaande rechterlijke machtiging vereist is, dit Contract eenzijdig beëindigen per gemotiveerd aangetekend schrijven indien:

- a) [ARP] een grove inbreuk pleegt op de technische bepalingen aangegeven in het Technisch Reglement Transmissie, zoals onder meer beschreven in artikels 10 en 12 van dit Contract, en hierdoor de veiligheid van het ELIA-net acuut in gevaar brengt; in dit geval zal de schorsing met onmiddellijke ingang van kracht worden; of
- b) [ARP] een grove inbreuk pleegt op de technische bepalingen aangegeven in het Technisch Reglement Transmissie, zoals onder meer beschreven in artikels 10 en 12 van dit Contract, en hierdoor de veiligheid van het ELIA-net in gevaar brengt; in zoverre [ARP] deze inbreuk niet binnen de 10 kalenderdagen na verzending van het aangetekend schrijven heeft hersteld; of
- c) [ARP] de artikels 14 of 17 van dit Contract niet naleeft.

Onverminderd haar andere rechten of vorderingen in rechte mag ELIA, zonder dat enige voorafgaande rechterlijke machtiging vereist is, dit Contract eenzijdig per gemotiveerd aangetekend schrijven beëindigen, indien [ARP] de inbreuk niet heeft hersteld binnen tien (10) kalenderdagen na de datum van bedoeld aangetekend schrijven, indien:

- 1) er herhaalde inbreuken worden vastgesteld van a), b) of c) hierboven na de bovenvermelde schorsing; of
- 2) de aanduiding als federaal transmissienetbeheerder wordt ingetrokken, gewijzigd of niet verlengd.

9.3 Beëindiging van dit Contract door beide Partijen

Onverminderd haar andere rechten of vorderingen in rechte mag elke Partij dit Contract eenzijdig per aangetekend schrijven beëindigen zonder enige voorafgaande rechterlijke machtiging:

- met onmiddellijke ingang in het geval van faillissement, liquidatie, formeel protest van een wissel van een Partij of in het geval van een gelijkaardige omstandigheid;
- met ingang van tien (10) kalenderdagen na verzending van de hierboven genoemde kennisgeving (of zulke kortere en redelijke periode als gelet op de omstandigheden gerechtvaardigd is en onder voorbehoud van de veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het ELIA-net), in het geval een Partij een grove inbreuk pleegt op contractuele verplichtingen en deze inbreuk niet herstelt binnen de vermelde periode van tien (10) kalenderdagen; een inbreuk is grof wanneer deze zo zwaar is dat de schade veroorzaakt door de partij die de inbreuk maakt aan de andere partij zo aanzienlijk is dat deze laatste niet langer kan genieten van wat verwacht kan worden onder de bepalingen van het Contract. Als echter de partij die de inbreuk pleegt, of een andere redelijke persoon in dezelfde hoedanigheid en in dezelfde omstandigheden, dit resultaat niet zou hebben kunnen voorzien, is de inbreuk niet grof.

9.4 Bijkomende gevolgen

In alle gevallen van schorsing of beëindiging van dit Contract, zullen Nominaties voor Dag D, voorgelegd in uitvoering van dit Contract, maar waarvoor de relevante Dag D valt na de datum van de effectieve beëindiging of schorsing, automatisch vervallen.

In alle gevallen van schorsing of beëindiging van dit Contract, zijn de Partijen ertoe gehouden al hun betalingsverplichtingen, voortvloeiende uit de uitvoering van dit Contract of als gevolg van de schorsing of de beëindiging ervan, te voldoen. In de gevallen bedoeld in artikels 9.2 en 9.3 zullen de genoemde betalingsverplichtingen onmiddellijk eisbaar zijn.

In alle gevallen van schorsing en/of beëindiging van het Contract door ELIA, zal ELIA de betreffende toegangshouders van de Toegangspunten toegewezen aan de Perimeter van [ARP] en/of de distributienetbeheerders van de Distributie afname-positie(s) van [ARP] en de CREG op de hoogte brengen van de schorsing of de beëindiging van het Contract.

In alle gevallen van schorsing of beëindiging van dit Contract, zal de registratie in het Register van evenwichtsverantwoordelijken tijdelijk of definitief ingetrokken worden.

10 Evenwichtsverplichtingen van [ARP]

Overeenkomstig het Technisch Reglement Transmissie zal [ARP] op ieder moment tijdens de uitvoering van dit Contract alle redelijke middelen voorzien en uitwerken om, op kwartierbasis in evenwicht te blijven. Zoals aangegeven in artikel 1 van dit Contract, treedt een Onevenwicht op wanneer er per kwartier een verschil is tussen de totale Injectie in het ELIA-net toegewezen aan de Evenwichtspereimeter van [ARP] en de totale Afname van het ELIA-net toegewezen aan de Evenwichtspereimeter van [ARP] zoals beschreven in **Bijlage 3** van dit Contract.

[ARP] zal ELIA, op ELIA's eerste gemotiveerde verzoek, voldoende bewijs leveren dat het de middelen heeft voorzien om in staat te zijn de evenwichtsverplichting na te leven.

Als [ARP] in Onevenwicht is, met inbegrip van de gevallen van overmacht of noodsituaties, zal [ARP] het tarief voor Onevenwicht betalen overeenkomstig artikel 16 van dit Contract. De betaling van hierboven genoemd tarief voor Onevenwicht ontslaat [ARP] niet van zijn aansprakelijkheid bepaald overeenkomstig artikel 20 van dit Contract.

Als het Onevenwicht van [ARP] het gevolg is van een inbreuk en/of een fout van ELIA, zal [ARP] het tarief voor Onevenwicht toch betalen maar zijn de voorwaarden van artikel 20 van dit Contract van toepassing.

11 Toewijzing aan de Evenwichtsperimeter

De Evenwichtsperimeter van [ARP] bestaat uit:

- Injectie en/of Afnamepunten; en/of
- Distributie Afname-positie(s) op (een) ander(e) Distributienet(ten) dan het ELIA-net; en/of
- Verliezen overeenkomstig artikels 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie, en, indien van toepassing, overeenkomstig de toepasselijke regionale wetgeving; en/of
- Import en Export; en/of
- Interne energieoverdrachten

die worden toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP].

De volgende principes zijn van toepassing voor de toewijzing aan de Evenwichtsperimeter van [ARP]:

11.1 Injectie en/of Afnamepunten

Injectie- en/of Afnamepunten worden toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP]:

- voor al de Injectie- en/of Afnamepunten, waarvoor de toegangshouder (zijnde de Netgebruiker, [ARP] of leverancier), overeenkomstig de toepasselijke regelgeving en/of contractuele bepalingen, toegangsrechten heeft bekomen door het afsluiten met ELIA van een geldige en afdwingbare toegangsovereenkomst; en
- waarvoor [ARP] geldig werd aangeduid als Evenwichtsverantwoordelijke voor wat betreft de vermelde Injectie- en/of Afnamepunten in de genoemde toegangsovereenkomst.

Deze toekenning aan de Evenwichtsperimeter van [ARP] zal geschieden op basis van het gemeten Actief vermogen en is onderworpen aan specifieke voorschriften inzake Blokleveringen voor Afnamepunten en Gedeelde injectie voor Injectiepunten zoals bepaald in de relevante toegangsovereenkomst.

Indien [ARP] een overeenkomst is aangegaan voor de levering van ondersteunende diensten, wordt de Evenwichtsperimeter van [ARP] aangepast omwille van de deelname van [ARP] aan deze ondersteunende diensten. Deze aanpassing komt overeen met het Actief vermogen dat bijkomend afgenomen of geïnjecteerd wordt door [ARP] teneinde aan zijn verplichtingen, vermeld in de overeenkomst voor de leveringen van ondersteunende diensten, te kunnen voldoen.

11.2 Distributie Afname-positie(s) op een ander distributienet dan het ELIA-net

De Distributie afname-positie(s) van [ARP], kenbaar gemaakt aan ELIA door (een) distributienetbeheerder(s), bepaald in het kader van de toegangsrechten tot dit (deze) distributienet(ten), word(t)(en) toegewezen aan [ARP].

11.3 Verliezen

Voor de gemeten Afname aan Afnamepunten en voor de Distributie afname-posities (ingeval van een netto-afname) wordt, overeenkomstig artikels 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie en, indien van toepassing, overeenkomstig de toepasselijke regionale wetgeving, een verliespercentage van deze Afname bijkomend toegekend aan de Evenwichtsperimeter van [ARP]. Dit percentage wordt gepubliceerd op de website van ELIA en kan indien nodig worden aangepast op basis van de gemeten verliezen.

11.4 Import en Export

Bevestigde en uitgevoerde Nominaties voor Import en/of Export op de Noord- en/of Zuidgrens, die verband houden met de toegangsrechten van [ARP] worden toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP].

De procedure voor het bekomen van toegangsrechten aan de Zuidgrens is beschreven in **Bijlage 1** van dit Contract.

De procedure voor het bekomen van toegangsrechten op de Noordgrens is beschreven in **Bijlage 2** van dit Contract.

11.5 Interne energieoverdrachten

Bevestigde Nominaties voor Interne energieoverdrachten, genomineerd door [ARP] worden toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP].

De rechten en verplichtingen van [ARP] om Interne energieoverdrachten te nomineren worden door dit Contract geregeld.

12 Nominaties

12.1 Indiening en voorwaarden voor de indiening van Nominaties

Wanneer [ARP] Nominaties indient bij ELIA met betrekking tot haar Evenwichtsperimeter, zal [ARP] ervoor zorgen dat de totale Injectie (die de som is van alle genomineerde Injecties van [ARP]) per kwartier gelijk is aan de totale Afname (die de som is van alle genomineerde Afnames van [ARP]). Verder dient [ARP] de volgende regels na te leven.

12.1.1 *Wat de Nominaties voor Injectie- en Afnamepunten en voor Distributie Afnames-posities betreft*

Alle Nominaties voor Injectiepunten en Afnamepunten en voor Distributie Afnames-posities toegewezen aan zijn Evenwichtsperimeter moeten, overeenkomstig de procedure en vóór de tijdslijmet vermeld in Bijlage 5, door [ARP] worden ingediend bij ELIA.

Nominaties die ingediend worden voor Injectie- en/of Afnamespunten en voor Distributie Afnames-posities toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP] moeten zo dicht mogelijk overeenstemmen met de reële Afname en Injectie.

12.1.2 Wat de Nominaties voor Import en/of Export en de Interne energieoverdrachten betreft

Alle Nominaties voor Import en/of Export, in zoverre dat de noodzakelijke toegangsrechten werden verworven, en voor de Interne energieoverdrachten moeten, overeenkomstig de procedure en vóór de tijdslimiet vermeld in Bijlage 5, door [ARP] ingediend worden bij ELIA.

Wat de bovenvermelde Nominaties betreft, zal [ARP] elke externe inconsistentie, zoals bepaald in de artikels 12.2.3, 12.2.4 en 12.2.5 van dit Contract, vermijden.

De Nominaties voor Import en Export aan Zuidgrens en Noordgrens moeten op elk moment de toegangsrechten en capaciteiten naleven die bekomen werden overeenkomstig de procedure beschreven in bijlage 1 en 2 van dit Contract.

12.2 Evaluatie van de ingediende Nominaties

Zoals bepaald in Artikel 12.1 zal ELIA, binnen het kader van haar opdracht van beheer en onderhoud van het het ELIA-net, met inbegrip van overwegingen inzake veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het ELIA-net, overeenkomstig artikels 216 en 217 van het Technisch Reglement Transmissie, de onderstaande Nominaties voor Dag D, evalueren.

12.2.1 Nominaties met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt.

ELIA zal de Nominatie met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder, in het geval van een Blokk levering, overeenkomstig artikels 218 en 219 van het Technisch Reglement Transmissie.

12.2.2 Nominaties met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt

ELIA zal de Nominaties met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder overeenkomstig de artikels 194, 220-222 van het Technisch Reglement Transmissie. Het geval van een Gedeelde injectie wordt geregeld door artikel 194 §3 van het Technisch Reglement Transmissie.

12.2.3 Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op Noordgrens en/of Zuidgrens

ELIA zal de Nominaties met betrekking tot de Internationale uitwisselingen aan de Noord- en Zuidgrens evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder overeenkomstig de artikels 224-226 van het Technisch Reglement Transmissie.

[ARP] heeft voldoende ervaring met de werking van internationale energie-uitwisselingen en begrijpt en aanvaardt dat ELIA, zoals elke andere netbeheerder, voor de uitvoering van om het even welke contractuele verplichting hierin vermeld, de internationaal geldende regels met betrekking tot dergelijke uitwisselingen moet volgen en nakomen.

1). Evaluatie in het geval van een externe inconsistentie

Voor de toepassing van dit Artikel en de hiermee verband houdende Bijlagen of Artikels, bestaat een externe inconsistentie in het geval:

- a) een Nominatie van [ARP] een internationale uitwisseling bevat die, voorzover geweten door ELIA, niet aanvaard wordt door de beheerder van het betreffende Aangesloten buitenlandse transmissienet; of
- b) een Nominatie van [ARP] een internationale uitwisseling bevat die, voorzover geweten door ELIA, voor een bepaalde tijdseenheid verschilt van de overeenkomstige internationale uitwisseling aanvaard door de beheerder van het betreffende Aangesloten buitenlandse transmissienet.

In beide gevallen kan ELIA:

- a) de eerdergenoemde Nominatie met betrekking tot een internationale uitwisseling weigeren; of
- b) de eerdergenoemde Nominatie met betrekking tot een internationale uitwisseling gedeeltelijk aanvaarden; of
- c) de eerdergenoemde Nominatie met betrekking tot een internationale uitwisseling aanvaarden en vervolgens [ARP] het tarief aanrekenen voor een externe inconsistentie.

2). Evaluatie in het geval van fysieke beperkingen

Overeenkomstig Artikel 217 van het Technisch Reglement Transmissie is ELIA op D-1 gerechtigd te weigeren één of meerdere van de dagelijkse Nominaties op Dag D uit te voeren of slechts gedeeltelijk uit te voeren als ELIA van oordeel is dat de(ze) Nominatie(s) het evenwicht van de regelzone of de veiligheid, betrouwbaarheid of de efficiëntie van het Elia-net in gevaar brengt. ELIA zal [ARP] zo snel mogelijk, overeenkomstig de principes hieronder vermeld, op de hoogte brengen van haar beslissing en de redenen waarop deze gebaseerd is.

Binnen de zestig (60) minuten na kennisgeving door ELIA van haar beslissing de uitvoering van de dagelijkse Nominaties van [ARP] te weigeren of deze slechts gedeeltelijk uit te voeren, kan [ARP] de volgende amendementen aan de Nominaties voorstellen:

- a) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt; en/of
- b) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt; en/of
- c) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een internationale uitwisseling op de Zuidgrens of de Noordgrens, in zoverre dezelfde wijziging van de dagelijkse Nominatie, binnen dezelfde tijdspanne van zestig (60) minuten, aan ELIA bevestigd wordt door de beheerder van het betreffende Aangesloten buitenlandse transmissienet.
- d) de indiening bij ELIA door [ARP] van een nieuwe dagelijkse Nominatie met betrekking tot een Interne energieoverdracht Day-ahead met een andere Evenwichtsverantwoordelijke, in zoverre dat dezelfde dagelijkse Nominatie, binnen dezelfde tijdspanne van zestig (60) minuten, aan ELIA bevestigd wordt door deze andere Evenwichtsverantwoordelijke.

op voorwaarde dat aan de volgende vereisten voldaan is:

- a) [ARP] zal ELIA van haar voorstel tot amendering van Nominaties op de hoogte brengen via de procedure beschreven in Bijlage 6 van dit Contract en zal dit doen binnen de zestig (60) minuten nadat ELIA haar op de hoogte heeft gebracht van haar beslissing te

weigeren de dagelijkse Nominatie uit te voeren of deze slechts gedeeltelijk uit te voeren; en

- b) de voorgestelde amendementen aan de Nominatie moeten beantwoorden aan de toegangsrechten die [ARP] verworven heeft; en
- c) de voorgestelde amendementen aan de Nominatie moeten beantwoorden aan de relevante bepalingen van artikel 12.1 van dit Contract.

ELIA zal de voorgestelde amendementen aan de Nominatie evalueren overeenkomstig de principes bepaald in artikel 12.2 van dit Contract. Zonder afbreuk te doen aan de evenwichtsverplichtingen en aansprakelijkheden van [ARP] zoals aangegeven in respectievelijk artikels 10 en 20 van dit Contract, zal ELIA de voorgestelde amendementen aan de Nominaties aanvaarden of weigeren. ELIA zal [ARP] zo snel mogelijk informeren van zijn gemotiveerde beslissing. De aanvaarding of weigering door ELIA van dergelijke amendementen aan de Nominatie impliceert geen goedkeuring door ELIA van dergelijke middelen en heeft geen gevolgen voor, noch brengt het wijzigingen aan, aan de verplichtingen van [ARP] inzake dit Contract. Niettegenstaande de voorgestelde technische amendementen, behoudt ELIA het recht om, overeenkomstig Artikel 217 §1 van het Technisch Reglement Transmissie, te weigeren de dagelijkse Nominaties te implementeren of deze slechts gedeeltelijk te implementeren.

12.2.4 Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten Day-ahead

ELIA zal de Nominaties met betrekking tot de Interne energieoverdrachten Day-ahead evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder overeenkomstig de artikels 224-226 van het Technisch Reglement Transmissie.

Voor de toepassing van dit Artikel en de hiermee verband houdende Bijlagen en Artikels, bestaat een externe Inconsistentie in het geval een Nominatie van [ARP]:

- a) een Interne energieoverdracht Day-ahead bevat met een andere Evenwichtsverantwoordelijke, en deze Nominatie van deze Interne energieoverdracht Day-ahead niet bekend gemaakt werd aan ELIA door een Nominatie van de andere Evenwichtsverantwoordelijke; of
- b) een Interne energieoverdracht Day-ahead bevat met een andere Evenwichtsverantwoordelijke, en deze Nominatie van deze Interne energieoverdracht Day-ahead voor om het even welk kwartier verschilt van de overeenkomstige Nominatie van de andere Evenwichtsverantwoordelijke.

In beide gevallen is ELIA gerechtigd:

- i) de genoemde Nominatie van [ARP] met betrekking tot de Interne energieoverdracht Day-ahead niet te aanvaarden, of
- ii) de genoemde Nominatie van [ARP] met betrekking tot de Interne energieoverdracht Day-ahead te aanvaarden en [ARP] het tarief voor externe inconsistentie volledig aan te rekenen indien bovenvermeld geval a) van toepassing is, of 50 % van het tarief voor externe inconsistentie indien bovenvermeld geval b) van toepassing is.

12.2.5 Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten Intra-day

ELIA zal de Nominaties met betrekking tot de Interne energieoverdrachten Intra-day evalueren overeenkomstig de geldende wetgeving en in het bijzonder overeenkomstig de artikels 224-226 van het Technisch Reglement Transmissie.

Voor de toepassing van dit Artikel en de hiermee verband houdende Bijlagen en Artikels, bestaat een externe Inconsistentie in het geval een Nominatie van [ARP]:

- a) een Interne energieoverdracht Intra-day bevat met een andere Evenwichtsverantwoordelijke, en deze Nominatie van deze Interne energieoverdracht Intra-day niet bekend gemaakt werd aan ELIA door een Nominatie van de andere Evenwichtsverantwoordelijke; of
- b) een Interne energieoverdracht Intra-day bevat met een andere Evenwichtsverantwoordelijke, en deze Nominatie van deze Interne energieoverdracht Day-ahead voor om het even welk kwartier verschilt van de overeenkomstige Nominatie van de andere Evenwichtsverantwoordelijke.

Dergelijke externe inconsistenties worden in geen geval door ELIA aanvaard voor Interne energieoverdrachten Intra-day.

Ingeval van herhaaldelijke Day-ahead Nominaties op Dag D-1 waarvoor de totale Injectie niet gelijk is aan de totale Afname per kwartier op Dag D (zonder rekening te houden met afrondingsnauwkeurigheden), mag [ARP] in geen geval de faciliteiten van Interne energieoverdrachten Intra-day gebruiken voor een periode van 30 kalenderdagen die meteen ingaat nadat ELIA haar hiervan in kennis heeft gesteld. "Herhaaldelijk" betekent in dit geval 3 opeenvolgende kalenderdagen of 5 kalenderdagen in een kalendermaand.

Dit verbod is eveneens van toepassing wanneer ELIA een niet te verwaarlozen en systematisch verschil detecteert tussen de Nominaties van [ARP] voor Afnamepunten en Distributie afname-posities en de gemeten Afnames van Afnamepunten en Distributie afname-posities van [ARP] ontvangen van andere Netbeheerders dan ELIA en in het geval deze toestand blijft bestaan nadat ELIA [ARP] hiervan op de hoogte heeft gesteld.

12.3 Bevestiging of verwerping van Nominaties

De bevestigingsstatus van Nominaties betekent dat Nominaties door ELIA aanvaard werden en door [ARP] kunnen uitgevoerd worden.

Elia zal [ARP]:

- op Dag D-1 op de hoogte brengen of zij de nominaties van [ARP] al dan niet bevestigt overeenkomstig de hierboven vermelde voorwaarden voor Nominaties die moeten ingediend worden op Dag D-1. Als [ARP] niet op de hoogte werd gebracht voor 18:00 uur van Dag D-1, zal [ARP] de Klantendienst (Bijlage Contactinformatie indiening Nominaties) telefonisch contacteren om bevestiging te bekomen.
- op Dag D+1 op de hoogte brengen of zij de Nominaties van [ARP] bevestigt overeenkomstig de hierboven vermelde voorwaarden voor Interne energieoverdrachten Intra-day. Als [ARP] niet op de hoogte werd gebracht voor 18:00 uur van Dag D+1, zal [ARP] de Klantendienst (Bijlage Contactinformatie indiening Nominaties) telefonisch contacteren om bevestiging te bekomen.

ELIA zal de redenen opgeven voor de beslissingen waarbij de Nominaties van [ARP] werden afgewezen.

13 Volledige of gedeeltelijke schorsing van Nominaties op Dag D

13.1 Principe

Overeenkomstig Artikel 217 §1, 2^{de} van het Technisch Reglement Transmissie, is ELIA op Dag D gerechtigd de dagelijkse Nominaties geheel of gedeeltelijk op te schorten wanneer de(ze) Nominatie(s) het evenwicht van de regelzone of de veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het ELIA-net in gevaar breng(t)(en).

13.2 Kennisgevingsprocedure

De beslissing om de dagelijkse Nominaties geheel of gedeeltelijk te schorsen en de redenen voor deze beslissing worden door ELIA aan [ARP] gemeld via e-mail, fax, of indien dit mogelijk is, per telefoon (overeenkomstig Bijlage 6).

ELIA zal de beslissing tot schorsing kenbaar maken minstens 15 minuten voor het beginpunt waarop de schorsing ingaat.

13.3 Procedure inzake de amendementen voorgesteld door [ARP]

Binnen de vijftien (15) minuten na kennisgeving door ELIA van haar beslissing om de dagelijkse Nominaties geheel of gedeeltelijk te schorsen, kan [ARP] de volgende amendementen aan de Nominaties voorstellen:

- a) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een Afname op een Afnamepunt; en/of
- b) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een Injectie op een Injectiepunt; en/of
- c) de wijziging van een dagelijkse, reeds door ELIA aanvaarde, Nominatie van [ARP] met betrekking tot een internationale uitwisseling op de Zuidgrens of de Noordgrens, in zoverre dezelfde wijziging van de dagelijkse Nominatie, binnen dezelfde tijdspanne van zestig (60) minuten, aan ELIA bevestigd wordt door de beheerder van het betreffende Aangesloten buitenlandse transmissienet.
- d) de voorlegging aan ELIA door [ARP] van een nieuwe dagelijkse Nominatie met betrekking tot een Interne energieoverdracht Day-ahead met een andere Evenwichtsverantwoordelijke, in zoverre dat dezelfde dagelijkse Nominatie, binnen dezelfde tijdspanne van vijftien (15) minuten, aan ELIA bevestigd wordt door deze andere Evenwichtsverantwoordelijke.

op voorwaarde dat aan de volgende vereisten voldaan is:

- a) [ARP] zal ELIA op de hoogte brengen van haar voorstel tot amendering van een Nominatie door gebruik te maken van de procedure beschreven in Bijlage 6 van dit Contract en dient dit te doen binnen de vijftien (15) minuten nadat hij door ELIA in kennis werd gesteld van haar schorsingsbeslissing; en
- b) de voorgestelde amendementen aan de Nominatie moeten beantwoorden aan de toegangsrechten die [ARP] verworven heeft; en

- c) de voorgestelde amendementen aan de Nominatie moeten beantwoorden aan de relevante bepalingen van artikel 12.1 van dit Contract.

ELIA zal de voorgestelde technische amendementen evalueren overeenkomstig de principes bepaald in artikel 12.2 van dit Contract. Zonder afbreuk te doen aan de evenwichtsverplichtingen en aansprakelijkheden van [ARP] zoals aangegeven in respectievelijk artikel 10 en 20 van dit Contract, zal ELIA de voorgestelde technische amendementen aanvaarden of weigeren en [ARP] zo snel mogelijk op de hoogte brengen van haar gemotiveerde beslissing. De aanvaarding of weigering door ELIA van dergelijke technische amendementen impliceert geen goedkeuring door ELIA van die middelen en brengt geen wijzigingen aan aan de verplichtingen van [ARP] inzake dit Contract. Niettegenstaande de voorgestelde technische amendementen, behoudt ELIA het recht om, overeenkomstig Artikel 217 §1 van het Technisch Reglement Transmissie, de dagelijkse Nominaties geheel of gedeeltelijk te schorsen.

DEEL III: Bijzondere voorwaarden

14 Opschortende voorwaarden voor de uitvoering van dit Contract

In uitvoering van artikel 151 §2 van het Technisch Reglement Transmissie is [ARP] ertoe gehouden te voldoen aan de volgende opschortende voorwaarden:

- a) [ARP] dient het bewijs te leveren van de financiële waarborgen zoals bepaald in artikel 17 van dit Contract.
- b) [ARP] dient het bewijs te leveren van de terbeschikkingstelling en de handhaving van de noodzakelijke en voldoende middelen, om met eigen middelen of op elke andere manier, zijn werking 24 uur op 24 uur te waarborgen overeenkomstig het Technisch Reglement Transmissie.

15 Duur van dit Contract

Onder voorbehoud van conformiteit van [ARP] met de in bovenstaand artikel 14 vermelde voorwaarden, treedt dit Contract in werking op de datum dat dit door alle Partijen is ondertekend. [ARP] wordt, binnen de drie (3) dagen na ontvangst door ELIA van een door [ARP] correct ondertekend origineel van dit Contract, geregistreerd in het Register van Evenwichtsverantwoordelijken op voorwaarde dat aan alle opschortende bepalingen, vermeld in dit Contract, is voldaan.

Onverminderd artikel 9 van dit Contract, is dit Contract van onbepaalde duur.

16 Tarieven voor Onevenwicht en externe inconsistenties

Overeenkomstig artikel 10 van dit Contract, zal ELIA, op het einde van elke kalendermaand, in zoverre en ten laatste een kalendermaand nadat ELIA alle nodige gegevens heeft ontvangen inzake Distributie afname-posities van [ARP] vanwege distributienetbeheerders andere dan ELIA, de Onevenwichten en/of externe inconsistenties, in voorkomend geval, bepalen voor elk kwartier.

De tarieven voor Onevenwicht en externe inconsistentie, zoals deze zijn goedgekeurd door de CREG, worden door ELIA gepubliceerd op haar website (www.elia.be). Indien de CREG nog niet is overgegaan tot de goedkeuring van de jaarlijkse tarieven, zijn tijdelijk de laatst door de CREG goedgekeurde tarieven van toepassing tot op het ogenblik dat de CREG nieuwe tarieven heeft goedgekeurd, in welk geval deze laatsten, in voorkomend geval met terugwerkende kracht van toepassing zijn.

ELIA zal instaan voor de betreffende factu(u)r(en) of creditnota's opgemaakt op basis van de toepasselijke tarieven.

Indien het totaal te betalen of te ontvangen bedrag lager is dan € 250, zal dit bedrag worden verrekend bij de volgende factuur of de volgende creditnota.

[ARP] erkent dat deel van de gegevens nodig voor de vaststelling van zijn Onevenwichten, meer in het bijzonder de gegevens betreffende de Distributie afname-positie(s), dienen te worden overgemaakt aan ELIA door de betreffende distributienetbeheerder(s) andere dan ELIA en dat, bijgevolg, ELIA niet verantwoordelijk is voor de afwezigheid van maandelijkse facturen/creditnota's of voor onjuiste facturen/creditnota's betreffende dit Onevenwicht te wijten aan het gebrek van deze

nodige gegevens of onjuiste gegevens betreffende de Distributie afname-positie(s) vanwege de voornoemde distributienetbeheerders.

17 Betalingswaarborg

17.1.1 *Algemeen*

Als opschortende voorwaarde voor het aangaan van dit Contract, en ten laatste bij geldige ondertekening ervan, zal [ARP] aan ELIA een waarborg bezorgen die, voor de volledige duur van dit Contract verhoogd met drie maanden, voldoet aan de hierna vermelde voorwaarden.

De waarborg is een zekerheid voor de gevraagde en tijdige uitvoering van alle verplichtingen die voortvloeien uit dit Contract, met inbegrip van, maar niet beperkt tot de betaling van tarieven voor Onevenwicht en/of externe inconsistenties.

De waarborg dient de vorm aan te nemen van een bankwaarborg op eerste verzoek uitgegeven door een financiële instelling met een officiële rating van minstens "BBB" toegekend door het credit rating bureau Standard & Poors, of met een officiële rating van minstens "Baa2" toegekend door het credit rating bureau Moody's. Het bedrag en de specificaties van om het even welke toegelaten wijzigingen inzake het bedrag van deze bankwaarborg op eerste verzoek worden bepaald overeenkomstig de criteria vermeld in **Bijlage 4**.

De waarborg dient een initiële duurtijd te hebben van minstens een kalenderjaar en zal tijdig door [ARP] hernieuwd worden om de vereiste zekerheid te behouden voor de volledige duur van het contract verhoogd met een periode van drie maanden.

Het standaardformulier van deze bankwaarborg op eerste verzoek is opgenomen in **Bijlage 4** van dit Contract.

17.1.2 *Aanpassing/ hernieuwing / wijziging van de waarborg*

[ARP] zal overgaan tot aanpassing van het bedrag van de bankgarantie in overeenstemming met de bepalingen van Bijlage 4 van dit Contract.

[ARP] zal ELIA, ten minste één kalendermaand voor het einde van de bestaande bankwaarborg, het bewijs leveren dat de financiële instelling die de waarborg heeft uitgegeven de duurtijd ervan heeft verlengd zonder een andere wijziging aan te brengen aan deze waarborg, of zal een nieuwe waarborg afleveren die voldoet aan alle voorwaarden vermeld in dit artikel.

De financiële instelling die de waarborg uitgeeft moet voldoen aan de minimale rating-vereiste die hierboven is vermeld. In geval van verlies van de minimum vereiste rating, moet [ARP], binnen een termijn van 20 Bankwerkdagen na het verlies van de vereiste rating door de eerste financiële instelling, ELIA een nieuwe waarborg voorleggen van een andere financiële instelling die beantwoordt aan de voorwaarden vermeld in dit artikel.

Wanneer Elia een beroep doet op de waarborg, zal [ARP] ELIA, binnen een termijn van vijftien (15) Bankwerkdagen nadat Elia de waarborg heeft opgevraagd het bewijs leveren dat de financiële instelling die de waarborg heeft afgeleverd het bedrag van de bankwaarborg heeft bijgesteld tot op het gewenste niveau of zal [ARP] een nieuwe waarborg voorleggen die voldoet aan de voorwaarden vermeld in dit artikel.

17.1.3 *Teruggave van de bankwaarborg*

Op het einde van het Contract, of voor welke reden dan ook, zal ELIA de waarborg terugbezorgen aan [ARP] op voorwaarde dat [ARP] aan al haar verplichtingen heeft voldaan die voortkomen uit dit Contract en de beëindiging ervan.

18 Meetgegevens

ELIA zal de geaggregeerde en gevalideerde meetgegevens van de Toegangspunten van [ARP] ter beschikking stellen van [ARP] ten laatste op de 10^{de} van de maand volgend op de maand waarin de gegevens verzameld werden. In het geval van Blokleveringen of Gedeelde injectie zal alleen het gedeelte dat is toegekend aan de Evenwichtsperimeter van [ARP] ter beschikking gesteld worden van [ARP].

Daarnaast zal ELIA de geaggregeerde en niet-gevalideerde meetgegevens van de Toegangspunten van [ARP] op dagbasis ter beschikking stellen van [ARP] voor zover dit mogelijk is.

ELIA is niet verantwoordelijk voor de geldigheid van de niet-gevalideerde meetgegevens en zal in geen enkel geval aansprakelijkheid aanvaarden met betrekking tot mogelijke schade veroorzaakt door niet-gevalideerde meetgegevens.

De meetgegevens met betrekking tot injectie en/of afnamepunten aangesloten op een distributienet anders dan het ELIA-net worden meteen aan [ARP] aangeleverd door de betreffende distributienetbeheerder overeenkomstig de toepasselijke regionale wetgeving.

19 Pooling-overeenkomst (art. 160)

Zonder afbreuk te doen aan de respectieve verantwoordelijkheden kan [ARP], samen met één of meerdere andere Evenwichtsverantwoordelijken die een afdwingbaar contract van Evenwichtsverantwoordelijke zijn aangegaan met ELIA, zijn Onevenwicht in een pool samenbrengen met de Onevenwichten van de hierboven genoemde andere Evenwichtsverantwoordelijke(n). Een dergelijke overeenkomst wordt verder een "Pooling-overeenkomst" genoemd.

De Pooling-overeenkomst moet beantwoorden aan de vereisten die bepaald worden in **Bijlage 7** ("Pooling-overeenkomst") van dit Contract.

[ARP] kan ofwel:

- toetreden tot één (1) pooling-overeenkomst waarbij hij een andere Evenwichtsverantwoordelijke aanwijst waaraan hun globaal Onevenwicht moet gefactureerd worden; of
- toetreden tot (een) pooling-overeenkomst(en) waarin hij wordt aangeduid door (een) andere Evenwichtsverantwoordelijke(n) en waarbij hij hun globaal Onevenwicht zal gefactureerd worden.

Als er meer dan één Pooling-overeenkomst bestaat waarin aan [ARP] het globale Onevenwicht gefactureerd wordt voor elke pooling-overeenkomst, zullen al deze globale Onevenwichten verder geglobaliseerd en bepaald worden op basis van de gesynchroniseerde Onevenwichten van alle voornoemde Pooling-overeenkomsten.

De Pooling-overeenkomst moet gezamenlijk door de pooling-partijen aan ELIA worden kenbaar gemaakt en moet door elk van hen correct ondertekend worden. Deze gezamenlijke kennisgeving zal aan ELIA aanduiden aan welk van de pooling-partijen het globale Onevenwicht, dat het resultaat is van de pooling, door ELIA moet gefactureerd worden.

Als de Evenwichtsverantwoordelijke die op grond van een Pooling-overeenkomst door andere Evenwichtsverantwoordelijken is aangeduid om hun geglobaliseerde Onevenwichten te betalen, voor om het even welke reden niet voldoet aan zijn betalingsverplichting ten overstaan van ELIA overeenkomstig de Pooling-overeenkomst en de modaliteiten van dit Contract, zal ELIA de geldigheid van de genoemde Pooling-overeenkomst voor wat ELIA betreft opschorten zolang niet voldaan is aan de betalingsverplichting. ELIA zal dan de afzonderlijke facturen versturen naar de respectieve Evenwichtsverantwoordelijken alsof er geen Pooling-overeenkomst is. Deze facturen zullen retro-ageren op de vervaldatum van de factu(u)r(en) voor het geglobaliseerde Onevenwicht, nalatighedsintresten zullen worden toegepast overeenkomstig de bepalingen van de Wet van 2 augustus 2002.

De Pooling-overeenkomst creëert geen bijzondere verplichtingen voor ELIA uitgezonderd voor datgene wat hierin expliciet vermeld wordt.

20 Aansprakelijkheid

De Partijen in dit Contract zijn ten opzichte van elkaar aansprakelijk voor elke schade die het directe gevolg is van een contractuele inbreuk en/of fout (door schuld). De Partij die de inbreuk en/of de fout heeft begaan, zal de andere Partij vrijwaren en schadeloosstellen voor elke directe schade, met inbegrip van de claims door derde partijen ten overstaan van dergelijke directe schade. De Partijen zullen onder geen enkele omstandigheid ten overstaan van elkaar aansprakelijk zijn of de andere Partij schadeloosstellen of vrijwaren, met inbegrip van claims door derde partijen, voor onrechtstreekse schade of gevolgschade met inbegrip van en niet beperkt tot winstderving, verlies van inkomsten, gebruiksverlies, verlies van contracten of verlies van goodwill.

21 Diverse bepalingen

21.1 Wijziging van de algemene voorwaarden van dit Contract

De algemene voorwaarden van dit Contract kunnen door ELIA worden gewijzigd overeenkomstig Artikel 152 § 2 en § 3 van het Technisch Reglement Transmissie.

Alle wijzigingen zullen van kracht worden binnen een redelijke termijn die door ELIA zal bepaald worden, rekening houdend met de aard van de geplande wijziging en de voorwaarden die eraan verbonden zijn inzake veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het ELIA-net. Behalve in uitzonderlijke omstandigheden, zal de redelijke termijn waarvan hierboven sprake is, nooit korter zijn dan twee weken volgend op de datum waarop ELIA een aangetekende kennisgeving heeft verstuurd waarin [ARP] op de hoogte wordt gebracht van de wijziging.

21.2 Kennisgeving

Kennisgeving moet uitgevoerd worden overeenkomstig Bijlage 6.

[ARP] zal ELIA de informatie, gevraagd in Bijlage 6, bezorgen vóór of bij ondertekening van het Contract.

De Partijen zullen alles in het werk stellen zodat de contactpersonen vermeld onder "Operatie" in de genoemde Bijlage 6 ten allen tijde en permanent per telefoon of op een andere manier bereikt kunnen worden. Hun contactgegevens worden vermeld in Bijlage 6.

Elke wijziging in de contactgegevens met betrekking tot Bijlage 6 moet, ten minste zeven (7) dagen vooraleer de wijziging in voege treedt, aan de andere partij kenbaar gemaakt worden. Wijzigingen aan Bijlage 6 van dit Contract mogen door [ARP] op ieder ogenblik voor zijn eigen gegevens

worden doorgevoerd en zullen bindend zijn voor ELIA van zodra ELIA hiervan op de hoogte gebracht is en ELIA deze bevestigd heeft. Wijzigingen aan Bijlage 6 van dit Contract mogen door ELIA op ieder ogenblik voor zijn eigen gegevens worden doorgevoerd en zullen bindend zijn voor [ARP] na kennisgeving aan [ARP] via aangetekend schrijven.

21.3 Informatie en opname

Vermits de meeste informatie die, in het kader van dit Contract, tussen de partijen wordt uitgewisseld, met inbegrip van de Nominaties die door [ARP] aan ELIA worden bezorgd, op de een of andere manier, een invloed kan hebben op ELIA's beheer van het ELIA-net, is het van essentieel belang voor ELIA, inclusief voor de veiligheid van het ELIA-net, dat de informatie die door [ARP] aan ELIA wordt verstrekt, heel zorgvuldig door [ARP] wordt geverifieerd voordat ze aan ELIA wordt overgemaakt.

In deze context, en om de uitwisseling van mondelinge informatie tussen de partijen en/of tussen hun vertegenwoordigers, inclusief de werknemers, extra te beveiligen, aanvaarden beide Partijen hierbij dat de mondelinge communicatie, inclusief de telecommunicatie, wordt opgenomen. De Partijen zullen hun vertegenwoordigers en al hun werknemers die in communicatie zouden kunnen staan met de andere Partij, vóór dergelijke communicatie, van deze opnames op de hoogte brengen. De Partijen zullen passende maatregelen treffen om de bedoelde opnames veilig te bewaren en de toegang tot dergelijke opnames uitsluitend te beperken tot de personen die een verantwoorde nood aan de toegang tot de opnames hebben. De bedoelde opnames zullen niet worden gebruikt bij eender welke claim tegen eender welke natuurlijke persoon.

21.4 Niet-overdraagbaarheid van rechten

De Partijen komen overeen onder geen beding de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit dit Contract geheel of gedeeltelijk over te dragen (met inbegrip van overdrachten door fusies, splitsingen of overdracht of inbreng van een algemeenheid of een bedrijfstak (al dan niet krachtens de automatische overdrachtsregels) aan een derde, zonder de voorafgaande, uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de andere Partij die deze toestemming niet op onredelijke wijze zal weerhouden of uitstellen, inzonderheid wat betreft een mogelijke fusie of splitsing van vennootschappen.

Het contract, met de eruit voortvloeiende rechten en plichten, kan niettemin vrij worden overgedragen aan vennootschappen die als verbonden onderneming van een Partij worden beschouwd in de zin van artikel 11 van het Belgische Wetboek van Vennootschappen, op voorwaarde evenwel dat de overnemer zich ertoe verbindt deze rechten en plichten terug aan de overdrager over te dragen (en de overdrager er zich toe verbindt deze overdracht te aanvaarden), van zodra de verbondenheid tussen de overdrager en de overnemer ophoudt te bestaan.

21.5 Voorrang op alle vorige Overeenkomsten

Beide partijen bevestigen dat dit Contract eender welke en alle vorige of lopende overeenkomsten van Evenwichtsverantwoordelijke tussen de Partijen die naar hetzelfde onderwerp verwijzen, vernietigt en vervangt. Als de partijen, op het ogenblik van de ondertekening van dit Contract, al gebonden zijn door een lopend contract van Evenwichtsverantwoordelijke voor het lopende jaar, vernietigt, beëindigt en vervangt dit Contract het bedoelde lopende contract.

21.6 Geen afstand

Het feit dat één van beide Partijen op eender welk ogenblik nalaat de strikte uitvoering door de andere Partij te eisen van eender welke bepalingen, akkoorden of voorwaarden gestipuleerd in dit Contract, mag niet worden geïnterpreteerd als een blijvende afstand of een aanhoudend prijsgeven

ervan, en iedere Partij mag op eender welk ogenblik de strikte en volledige uitvoering door de andere Partij eisen van eender welke of alle bedoelde bepalingen, akkoorden en voorwaarden.

21.7 Nietigheid van een clause

De ongeldigheid of nietigheid van één of meerdere bepaling(en) van dit Contract zal geen invloed hebben op de geldigheid van de overige bepalingen ervan. Eender welke bepaling die uit hoofde van eender welke toepasselijke wet nietig en ongeldig is, zal als er uit weggelaten beschouwd worden, maar dergelijke weglating zal geen invloed hebben op de overige bepalingen ervan, die volledig van kracht zullen blijven.

21.8 Licenties

[ARP] zal op ieder ogenblik tijdens de looptijd van dit Contract beschikken over alle overheidsvergunningen, licenties en/of goedkeuringen noodzakelijk voor de uitvoering van de rechten of plichten die in dit Contract voor of namens [ARP] zijn vastgelegd. Als op eender welk gegeven ogenblik tijdens dit Contract een dergelijke vergunning, licentie en/of goedkeuring wordt opgeschort en/of ingetrokken, mag ELIA dit Contract onmiddellijk beëindigen overeenkomstig de bepalingen van Artikel 9.3.

21.9 Toepasselijk recht

Dit Contract wordt beheerst en geïnterpreteerd overeenkomstig de Belgische wetgeving.

Opgemaakt in tweevoud te Brussel, elke partij erkent een originele kopie ontvangen te hebben.

«ARP_Name», vertegenwoordigd door:

«ARPresp1» «ARPresp2»

Datum: Datum:

ELIA SYSTEM OPERATOR NV, vertegenwoordigd door:

«ELIASign1» «ELIASign2»

Datum: Datum:

Bijlage 1 Toegangsrechten voor Import en Export op de Zuidgrens

1A: Toegangsrechten voor Import op de Zuidgrens

[ARP] heeft een toegangsrecht voor Import op de Zuidgrens wanneer hij capaciteit heeft toegewezen gekregen voor Import van de Franse regelzone naar de Belgische regelzone. [ARP] kan een aanvraag indienen voor maandelijkse of dagelijkse toegangsrechten overeenkomstig de procedures en de regels die hieronder vermeld worden.

De toekenning van capaciteit overeenkomstig deze Bijlage houdt geen verband met energietransport op zich, het is de verantwoordelijkheid van [ARP] aan wie de capaciteit werd toegekend om de nodige stappen te ondernemen om de transporten te laten uitvoeren en in dat verband rekening te houden met, bijvoorbeeld, de mogelijk verschillende prioriteitenregels aan de verschillende grenzen.

Onderhavige Bijlage maakt integraal deel uit van het contract van Evenwichtsverantwoordelijke.

1. Bepalingen en voorwaarden

1.1. Voorafgaande voorwaarden

Teneinde het recht te bekomen **maandelijkse en dagelijkse toegangsrechten** op de Zuidgrens te vragen moet [ARP] de gepaste Import/Export-overeenkomsten afgesloten hebben met Réseau de Transport d'Electricité, een onafhankelijke afdeling van Electricité de France, een openbare onderneming onder Frans recht, met maatschappelijke zetel te Parijs (hierna genaamd "RTE"). De gepaste overeenkomsten zijn meer bepaald:

"Accord de participation aux règles d'accès au réseau public de transport français pour des importations et des exportations", en

"Contrat d'utilisation de l'interconnexion France – Belgique".

1.2. Verkrijgen van toegangsrechten

Maandelijkse toegangsrechten worden verkregen door capaciteitsaanvragen op de Zuidgrens in te dienen met elk een maximum van 25 MW voor een periode van één (1) kalendermaand. Een Evenwichtsverantwoordelijke kan een aanvraag indienen voor maximum 4 (vier) capaciteitsonderschrijvingen van elk maximum 25 MW.

De dagelijkse toegangsrechten voor Import op de Zuidgrens (overdracht van capaciteit aan de Franse en de Belgische zijde van de Zuidgrens) kan door [ARP] verkregen worden via een dagelijkse toewijzingsprocedure van RTE. Deze procedure wordt uitgelegd op de website van RTE op het volgende adres: "www.rte-france.com". Praktische informatie met betrekking tot de dagelijkse toewijzing en de contractuele bepalingen wordt weergegeven in de "Modaliteiten voor Toegang tot de Frans-Belgische interconnectie". Dit kan worden geraadpleegd op de website van ELIA, op het webadres: "www.elia.be".

1.3. Duur

De **maandelijkse toegangsrechten** voor Import op de Zuidgrens die verkregen kunnen worden door de toewijzingsprocedure beschreven in onderstaand punt 2.1 zijn geldig voor één kalendermaand, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand, 00:00 uur tot de laatste dag van de maand, 24:00 uur, met een mogelijke uitzondering voor periodes waarin een lagere capaciteit is voorzien.

De **dagelijkse toegangsrechten** voor Import op de Zuidgrens die verkregen kunnen worden via de toewijzingsprocedure beschreven in onderstaand punt 2.2, zijn geldig voor één kalenderdag, van 00:00 uur tot 24:00 uur.

De maandelijkse of dagelijkse toegangsrechten kunnen niet stilzwijgend hernieuwd worden.

1.4. Prijs

Er zal geen specifieke toegangsvergoeding aangerekend worden aan [ARP] voor het gebruik van het ELIA-net.

Een vaste congestievergoeding van 500 EURO per "toegewezen" MW maandelijkse overdrachtscapaciteit voor Import op de Zuidgrens en per kalendermaand zal aangerekend worden aan [ARP]. Daarnaast wordt een proportionele congestiebijdrage van:

0,5 EURO/MWh tijdens de piekuren (7u – 22u) en

0 EURO/MWh tijdens de daluren (overige uren)

door ELIA aan [ARP] aangerekend op basis van de Nominaties betreffende de maandelijkse en dagelijkse Toegangsrechten.

BTW en andere mogelijke taksen en heffingen zijn niet inbegrepen en zijn ten laste van [ARP].

1.5. Vastheid

Capaciteit voor **maandelijkse toegangsrechten** wordt vast aangeboden, uitgezonderd voor verminderingen – ongeacht of dit volledige of gedeeltelijke capaciteitsverminderingen zijn – waarvan de totale duur nooit langer mag zijn dan maximaal één dag in de periode van de betreffende kalendermaand.

In geval van capaciteitsverminderingen, zal de prijs pro rata worden vermindert.

Volledige of gedeeltelijke verminderingen ten gevolge van omstandigheden van overmacht, komen niet in aanmerking voor de verminderingen die in rekening gebracht worden.

1.6. Overdracht van toegangsrechten voor Import

Toegangsrechten voor Import mogen door [ARP] niet overgedragen worden, energie-uitwisselingen tussen ARP is mogelijk via Interne energieoverdrachten beschreven in Artikels 12.2.4 en 12.2.5 van het contract van Evenwichtsverantwoordelijke.

2. Procedures

2.1 Procedure voor de toewijzing van maandelijkse overdrachtscapaciteit voor Import op de Zuidgrens van de ELIA-regelzone.

2.1.1. Algemeen

Capaciteitsaanvra(a)g(en) voor een kalendermaand M moeten aangevraagd en ingebracht worden via het toewijzingssysteem op de volgende URL:

<http://edi.elia.be/asbpublic>

Toegang tot dit systeem is alleen mogelijk mits een geldige gebruikersidentificatie (UserID) en een paswoord dat ELIA op eenvoudige vraag zal bezorgen. Voor meer informatie over het ELIA-toewijzingssysteem en de toegang tot dit systeem contacteert u de Commerciële dienst (tel. : +32.2.382.21.66 / e-mail: commercial.dpt@elia.be).

Capaciteitsaanvra(a)g(en) voor een gegeven kalendermaand M kan (kunnen) ingebracht worden wanneer de toewijzingsprocedure voor deze kalendermaand gestart is. Deze procedure wordt gestart tussen de eerste en de derde werkdag van de maand M-1. ELIA zal [ARP] per e-mail op de hoogte brengen van de start van deze procedure.

2.1.2. Procedure

De eerste keer dat [ARP] een aanvraag wenst in te dienen, kan [ARP] haar aanvra(a)g(en) aanmaken voor kalendermaand M.

De aanvra(a)g(en) kan (kunnen) de volgende status hebben:

Aangemaakt (created): de aanvraag werd aangemaakt maar werd nog niet geregistreerd of afgewezen door [ARP]

Geregistreerd (registered): de aangemaakte aanvraag is door [ARP] aanvaard

Afgewezen (declined): de aangemaakte aanvraag is door [ARP] niet aanvaard.

Na registratie van de aanvraag heeft [ARP] de mogelijkheid om de waarde van de aangevraagde capaciteit (maximum 25 MW per rang!) te **Wijzigen** of de eerder aanvaarde aanvraag **Af te wijzen** tot de 19^{de} om 24:00 uur van de kalendermaand M-1. Op dat moment wordt het onderschrijvingsproces van de capaciteitsaanvragen afgesloten.

Opgelet: eens [ARP] een aanvraag afgewezen heeft, is geen aanpassing meer mogelijk en is de rangordepositie verloren! Wanneer een aangemaakte aanvraag in bijv. rang 4 wordt geweigerd, zullen alle onderliggende rangordes automatisch afgewezen worden! Overeenkomstig de rangordeningsmethode die hieronder beschreven wordt, zal [ARP] eerst de aanvraag van rang 4 aanvaarden, vervolgens van rang 3, van rang 2 en van rang 1.

2.1.3. Rangschikking

Alle ingediende capaciteitsaanvragen worden door ELIA gerangschikt overeenkomstig de hieronder vermelde procedure.

De capaciteitsaanvragen ingediend door [ARP] zullen een waarde krijgen: de eerste krijgt een waarde 4, de tweede een waarde 3, de derde een waarde 2, de vierde een waarde 1. ELIA zal vier (4) rangschikkingen opmaken met de overeenkomstige waarden 4, 3, 2 en 1. Alle ingediende capaciteitsaanvragen van alle Evenwichtsverantwoordelijken worden gerangschikt in de rangschikking met overeenstemmende waarde. Binnen elke rangschikking worden de aanvragen in dalende orde gerangschikt overeenkomstig de ontvangstdatum van de eerste initiële aanvraag (eerst ontvangen = eerst gerangschikt).

De capaciteit die ELIA beschikbaar stelt voor deze aanvragen wordt toegewezen beginnende vanaf de eerste plaats in de rangschikking, waarbij wordt gestart met de rangschikking met de hoogste waarde (4), en vervolgens in dalende zin tot een aanvraag niet (volledig) ingewilligd kan worden.

Om de positie in de rangschikking te behouden, moet de capaciteitsvraag ingediend overeenkomstig de hierboven vermelde procedure, voor elke nieuwe kalendermaand bevestigd worden via het toewijzingssysteem. De rangschikkingen die gebruikt worden om de capaciteit voor een bepaalde kalendermaand toe te wijzen worden als vertrekpunt gebruikt voor de volgende kalendermaand. Aan deze lijst zullen alle nieuwe aanvragen toegevoegd worden.

De Evenwichtsverantwoordelijken, die hun toegewezen capaciteit van maximum 25 MW op de Zuidgrens voor gemiddeld minder dan 65 % (gebruik) gebruiken gedurende de laatste drie (3) kalendermaanden waarvoor een capaciteitstoewijzing geassocieerd met een rangschikkingswaarde werd bekomen, zullen deze geassocieerde rangschikkingswaarde verliezen (volgens het principe "use it or lose it").

De formule die wordt gebruikt om deze benuttigingsfactor te bepalen is:

$$\text{gebruiksfactor (\%)} = \sum_h \frac{\text{nom}MW_h}{(\text{all}MW_M * H_M)}$$

waarbij:

h = het aantal uren in de drie betreffende maanden

$\text{nom}MW_h$ = de genomineerde vermogenswaarde per uur (eenheid MW)

$\text{all}MW_M$ = de toegewezen capaciteit voor de betreffende maanden (eenheid MW; max. 25 MW)

H_M = het totale aantal uren voor de betreffende maanden

In het geval dat toegewezen capaciteit door [ARP] gedurende een bepaalde periode niet kan gebruikt worden omwille van een beperking opgelegd door ELIA en/of RTE, zal deze periode worden uitgesloten voor de berekening van de benuttigingsfactor.

2.1.4. Resultaten

Ten laatste op de 26^{ste} dag van kalendermaand M-1 zal [ARP] op de website voor de toewijzing de officiële resultaten van het toewijzingsproces voor kalendermaand M kunnen bekijken.

De aanvra(a)g(en) kan (kunnen) de volgende status hebben:

Toegewezen (Allocated): ELIA is in staat de aanvragen voor de kalendermaand M te aanvaarden

Niet toegewezen (Not allocated): er is onvoldoende capaciteit, ELIA is niet in staat om de geregistreerde aanvra(a)g(en) toe te staan

Afgewezen (Declined):

- ELIA heeft de geregistreerde aanvraag afgewezen omwille van specifieke contractuele redenen en [ARP] zal zijn rangorde in de betreffende rangschikking vanaf kalendermaand M verliezen.
- [ARP] heeft de aangemaakte aanvraag afgewezen en zal zijn rangorde verliezen vanaf kalendermaand M.
- als [ARP] geen Registratie of Afwijzing heeft gedaan, zal (zullen) haar aangemaakte aanvra(a)g(en) automatisch de status Afgewezen krijgen na afsluiting op de 20^{ste} dag van de maand M-1 en zal [ARP] zijn rangorde in de betreffende rangschikking verliezen vanaf kalendermaand M.

Niet verbruikt (Not consumed): de benuttigingsfactor is te laag en [ARP] zal haar rangorde in de betreffende rangschikking verliezen voor de kalendermaand M.

De officiële resultaten van het toewijzingsproces voor kalendermaand M zullen eveneens ten laatste op de 26^{ste} dag van kalendermaand M-1 naar [ARP] gefaxt worden. Als de aangevraagde capaciteit door [ARP] bekomen wordt, zal [ARP] een fax ontvangen met een status "Toegewezen". In dat geval en op dat moment is de capaciteitsaanvraag effectief en is het maandelijks toegangsrecht voor de betreffende kalendermaand M verworven. Als de aangevraagde capaciteit niet door [ARP] verkregen wordt, zal [ARP] een fax ontvangen met de status "Niet toegewezen". In dit laatste geval is de aangevraagde capaciteit niet effectief en is het maandelijks toegangsrecht niet verworven voor de betreffende kalendermaand M.

Op de 26^{ste} dag van de maand M-1 om 00:00 uur zullen de toegewezen capaciteitsaanvragen de status **Toewijzing effectief (Allocation effective)** krijgen. Op dat moment zijn de Nominaties voor deze toewijzing mogelijk.

2.2 Procedure voor de toewijzing van dagelijkse overdrachtscapaciteit voor Import op de Zuidgrens van de ELIA-regelzone.

Dagelijkse Toegangsrechten voor Import op de Zuidgrens kunnen door [ARP] bekomen worden via de dagelijkse toewijzingsprocedure van RTE. Deze procedure wordt uitgelegd op de website van RTE op het volgende adres: "www.rte-france.com". Praktische informatie met betrekking tot de dagelijkse toewijzingen de contractuele bepalingen worden weergegeven in de "Modaliteiten voor Toegang tot de Frans-Belgische interconnectie". Zij kunnen worden geraadpleegd op de website van ELIA, op het webadres: "www.elia.be".

3. De Nominaties

De dagelijkse Nominaties voor de onderschreven capaciteit moeten ingediend worden overeenkomstig de procedure beschreven in Bijlage 5 van dit Contract. Capaciteit die niet door [ARP] werd genomineerd overeenkomstig Bijlage 5 van het Contract van Evenwichtsverantwoordelijke zal worden vrijgegeven zonder compensatie aan [ARP] (use it or lose it).

De mogelijkheid om elke dagelijkse Nominatie op de Zuidgrens uit te voeren wordt tijdens de planning één dag vooraf in onderling overleg tussen ELIA en RTE geëvalueerd.

Ingeval van problemen inzake netveiligheid of netbeperkingen, zijn de regels die door ELIA worden toegepast voor de dagelijkse aanvaarding / verwerping van een Nominatie voor overdrachtstransacties gebaseerd op de volgende criteria:

- Nominaties voor lange termijn onderschrijvingen hebben voorrang op Nominaties voor maandelijkse onderschrijvingen; en
- Nominaties voor maandelijkse onderschrijvingen hebben voorrang op Nominaties voor dagelijkse onderschrijvingen.

Elk type wordt vervolgens gerangschikt op basis van de volgende criteria in dalende orde van prioriteit:

1. eerst wordt prioriteit gegeven aan Nominaties met de hoogste benuttigingsfactor op dagbasis, vervolgens
2. wordt prioriteit gegeven aan de Nominaties met het hoogste aantal uren met niet-nulvermogen, tenslotte
3. wordt prioriteit gegeven aan de vroegst ontvangen Nominaties.

De benuttigingsfactor op dagbasis wordt als volgt bepaald:

$$\sum_h \text{nom}MW_h / (\text{all}MW_M * H_M)$$

waarbij:

- h = het aantal uren per dag
 $\text{nom}MW_h$ = de genomineerde vermogenswaarde per uur (eenheid MW)
 $\text{all}MW_M$ = de toegewezen capaciteit voor de betreffende dag (eenheid MW; max. 25 MW)
 H_M = het totaal aantal uren van de betreffende dag (23, 24 of 25).

1B: Toegangsrechten voor Export op de Zuidgrens

[ARP] heeft een toegangsrecht voor Export op de Zuidgrens indien hij capaciteit heeft toegewezen gekregen voor Export van de Belgische regelzone naar de Franse regelzone. [ARP] kan een aanvraag indienen voor maandelijkse toegangsrechten overeenkomstig de procedures en de regels die hieronder vermeld worden.

De toekenning van capaciteit overeenkomstig onderhavige Bijlage houdt geen verband met energietransport op zich, het is de verantwoordelijkheid van [ARP] aan wie de capaciteit werd toegekend om de nodige stappen te ondernemen om de transporten te laten uitvoeren en in dat verband rekening te houden met, bijvoorbeeld, de mogelijk verschillende prioriteitenregels aan de verschillende grenzen. In het bijzonder onderneemt ELIA niets om een gelijkaardige capaciteit beschikbaar te stellen aan de Franse zijde van de Zuidgrens. [ARP] erkent dergelijke beperking expliciet en aanvaardt de volledige verantwoordelijkheid voor het verwerven van de toepasselijke rechten.

Onderhavige Bijlage maakt integraal deel uit van het contract van Evenwichtsverantwoordelijke.

1. Bepalingen of voorwaarden

1.1. Verwerving van toegangsrechten

Toegangsrechten voor Export op de Zuidgrens zijn onderworpen aan de hieronder beschreven toewijzingsprocedure. Deze toegangsrechten voor Export op de Zuidgrens bepalen inter alia de overdrachtscapaciteit aan de Belgische zijde van de Zuidgrens. Ze geven niet het recht om capaciteit over te dragen naar de Franse zijde van de Zuidgrens.

Voor toegang buiten de controlezone van ELIA (bijv. voor export of transit) kan een capaciteitsaanvraag op de Zuidgrens met een maximum van 100 MW door [ARP] voor periodes van één (1) kalendermaand aangevraagd worden. Een Evenwichtsverantwoordelijke kan maximum 4 (vier) capaciteitsaanvragen van elk maximum 100 MW indienen.

1.2. Duur

De toegangsrechten voor Export op de Zuidgrens die verkregen kunnen worden via de toewijzingsprocedure, die hierna beschreven wordt, zijn geldig voor één kalendermaand, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand, 00:00 uur tot de laatste dag van de maand, 24:00 uur, met een mogelijke uitzondering voor periodes waarin een lagere capaciteit is voorzien.

De maandelijkse toegangsrechten kunnen niet stilzwijgend worden hernieuwd.

1.3. Prijs

Er zal geen specifieke toegangsvergoeding aangerekend worden aan [ARP] voor het gebruik van het ELIA-net.

Er wordt geen congestievergoeding per onderschreven MW overdrachtscapaciteit voor Export op de Zuidgrens per kalendermaand aangerekend aan [ARP].

Er zal geen congestievergoeding met betrekking tot de geëxporteerde energie (MWh) op de Zuidgrens worden aangerekend aan [ARP].

1.4. Overdracht van toegangsrechten voor Export

Toegangsrechten voor Export mogen door [ARP] niet overgedragen worden, energie-uitwisselingen tussen ARP's is mogelijk via Interne energieoverdrachten beschreven in Artikels 12.2.4 en 12.2.5 van het Contract Toegangsverantwoordelijkheid.

2. Procedures

2.1 Procedure voor de toewijzing van overdrachtscapaciteit voor Export op de Zuidgrens van de ELIA-regelzone.

2.1.1 Algemeen

Capaciteitsaanvra(a)g(en) voor maand M moet(en) ingebracht worden via het toewijzingssysteem op de volgende URL:

<http://edi.elia.be/asbpublic>

Toegang tot dit systeem is alleen mogelijk mits een geldige gebruikersidentificatie (UserID) en een wachtwoord dat ELIA op eenvoudige vraag zal bezorgen. Voor meer informatie over het ELIA-toewijzingssysteem en de toegang tot dit systeem contacteert u de Commerciële dienst (tel.: +32.2.382.21.66 / e-mail: commercial.dpt@elia.be).

Capaciteitsaanvra(a)g(en) voor een gegeven kalendermaand M kan (kunnen) ingebracht worden wanneer de toewijzingsprocedure voor deze kalendermaand gestart is. Deze procedure wordt gestart tussen de eerste en de derde werkdag van de maand M-1. ELIA zal [ARP] per e-mail op de hoogte brengen van de start van deze procedure.

2.1.2 Procedure

De eerste keer dat [ARP] een aanvraag wenst in te dienen, kan [ARP] haar aanvra(a)g(en) aanmaken voor kalendermaand M.

De aanvra(a)g(en) kan (kunnen) de volgende status hebben:

Aangemaakt (Created): de aanvraag werd aangemaakt maar werd nog niet geregistreerd of afgewezen door [ARP]

Geregistreerd (Registered): de aanvraag is door [ARP] aanvaard

Afgewezen (Declined): de aanvraag is door [ARP] niet aanvaard.

Na registratie van de aanvraag heeft [ARP] de mogelijkheid om de waarde van de aangevraagde capaciteit (maximum 100 MW per rang!) te **Wijzigen** of de eerder aanvaarde aanvraag **Af te wijzen** tot de 19^{de} om 24:00 uur van de kalendermaand M-1. Op dat moment wordt het onderschrijvingsproces van de capaciteitsaanvragen afgesloten.

Opgelet: eens [ARP] een aanvraag afgewezen heeft, is geen aanpassing meer mogelijk en is de rangordepositie verloren! Wanneer een aangemaakte aanvraag in bijv. rang 4 wordt geweigerd, zullen alle onderliggende rangordes automatisch afgewezen worden! Overeenkomstig de rangordeningsmethode die hieronder beschreven wordt, zal [ARP] eerst de aanvraag van rang 4 aanvaarden, vervolgens van rang 3, van rang 2 en van rang 1.

2.1.3 Rangschikking

Alle ingediende capaciteitsaanvragen worden door ELIA gerangschikt overeenkomstig de hieronder vermelde procedure.

De capaciteitsaanvragen ingediend door [ARP] zullen een waarde krijgen: de eerste krijgt een waarde 4, de tweede een waarde 3, de derde een waarde 2, de vierde een waarde 1. ELIA zal vier (4) rangschikkingen opmaken met de overeenkomstige waarden 4, 3, 2 en 1. Alle ingediende capaciteitsaanvragen van alle Evenwichtsverantwoordelijken worden met de overeenkomstige waarde gerangschikt in de rangschikking. Binnen elke rangschikking worden de aanvragen in dalende orde gerangschikt overeenkomstig de ontvangstdatum van de eerste initiële aanvraag (eerst ontvangen = eerst gerangschikt).

De capaciteit die ELIA beschikbaar stelt voor deze aanvragen wordt toegewezen beginnende vanaf de eerste plaats in de rangschikking, waarbij wordt gestart met de rangschikking met de hoogste waarde (4), en vervolgens in dalende zin tot een aanvraag niet (volledig) ingewilligd kan worden.

Om de positie in de rangschikking te behouden, moet de ingediende capaciteitsvraag overeenkomstig de hierboven vermelde procedure voor elke nieuwe kalendermaand bevestigd worden via het toewijzingssysteem. De rangschikkingen die gebruikt worden om de capaciteit voor een bepaalde kalendermaand toe te wijzen worden als vertrekpunt gebruikt voor de volgende kalendermaand. Aan deze lijst zullen alle nieuwe aanvragen toegevoegd worden.

De Evenwichtsverantwoordelijken, die hun toegewezen capaciteit van maximum 100 MW op de Zuidgrens voor gemiddeld minder dan 65 % (gebruik) gebruiken gedurende de laatste drie (3) kalendermaanden waarvoor een capaciteitstoewijzing geassocieerd met de rangschikkingswaarde werd bekomen, zullen deze geassocieerde rangschikkingswaarde verliezen (volgens het principe "use it or lose it").

De formule die wordt gebruikt om deze benuttigingsfactor te bepalen is:

$$\text{benuttigingsfactor (\%)} = \sum_h \frac{\text{nom}MW_h}{(\text{all}MW_M * H_M)}$$

waarbij:

- h = het aantal uren in de drie betreffende maanden
- $\text{nom}MW_h$ = de genomineerde vermogenswaarde per uur (eenheid MW)
- $\text{all}MW_M$ = de toegewezen capaciteit voor de betreffende maanden (eenheid MW; max. 100 MW)
- H_M = het totale aantal uren voor de betreffende maanden

In het geval dat toegewezen capaciteit door [ARP] gedurende een bepaalde periode niet kan gebruikt worden omwille van een beperking opgelegd door ELIA en/of RTE, zal deze periode worden uitgesloten voor de berekening van de benuttigingsfactor.

2.1.4 Resultaten

Ten laatste op de 26^{ste} dag van kalendermaand M-1 zal [ARP] op de website voor de toewijzing de officiële resultaten van het toewijzingsproces voor kalendermaand M kunnen bekijken.

De aanvra(a)g(en) kan (kunnen) de volgende status hebben:

Toegewezen (Allocated): ELIA is in staat de aanvragen voor de kalendermaand M te aanvaarden

Niet toegewezen (Not allocated): er is onvoldoende capaciteit, ELIA is niet in staat om de geregistreerde aanvra(a)g(en) toe te staan

Afgewezen (Declined):

- ELIA heeft de geregistreerde aanvraag afgewezen omwille van specifieke contractuele redenen en [ARP] zal haar rangorde in de betreffende rangschikking vanaf kalendermaand M verliezen.

- ARP heeft de aangemaakte aanvraag afgewezen en zal haar rangorde verliezen vanaf kalendermaand M.
- als ARP geen Registratie of Afwijzing heeft gedaan, zal (zullen) haar aangemaakte aanvra(a)g(en) automatisch de status Afgewezen krijgen na afsluiting op de 20^{ste} dag van de maand M-1 en zal ARP haar rangorde in de betreffende rangschikking verliezen vanaf kalendermaand M.

Niet verbruikt (Not consumed): de gebruiksfactor is te laag en [ARP] zal haar rangorde in de betreffende rangschikking verliezen voor de kalendermaand M.

De officiële resultaten van het toewijzingsproces voor kalendermaand M zullen eveneens ten laatste op de 26^{ste} dag van kalendermaand M-1 naar [ARP] gefaxt worden. Als de aangevraagde capaciteit door [ARP] bekomen wordt, zal [ARP] een fax ontvangen met een status "Toegewezen". In dat geval en op dat moment is de capaciteitsaanvraag effectief en is het maandelijks toegangsrecht voor de betreffende kalendermaand M verworven. Als de aangevraagde capaciteit niet door [ARP] bekomen wordt, zal [ARP] een fax ontvangen met de status "Niet toegewezen". In dit laatste geval is de aangevraagde capaciteit niet effectief en is het maandelijks toegangsrecht niet verworven voor de betreffende kalendermaand M.

Op de 26^{ste} dag van de maand M-1 om 00:00 uur zullen de toegewezen capaciteitsaanvragen de status **Toewijzing effectief (Allocation effective)** krijgen. Op dat moment zijn de Nominaties voor deze toewijzing mogelijk.

3.2. De Nominaties

De dagelijkse Nominaties voor de onderschreven capaciteit moeten ingediend worden overeenkomstig de procedure beschreven in Bijlage 5 van dit Contract. Capaciteit die niet door [ARP] werd genomineerd overeenkomstig Bijlage 5 van het Contract Toegangsverantwoordelijkheid zal worden vrijgegeven zonder compensatie aan [ARP] (use it or lose it).

De mogelijkheid om elke Nominatie op de Zuidgrens uit te voeren wordt tijdens de planning day-ahead door ELIA geëvalueerd.

Ingeval van problemen inzake netveiligheid of netbeperkingen, zijn de regels die door ELIA worden toegepast voor de dagelijkse aanvaarding / verwerping van een Nominatie voor overdrachtstransacties gebaseerd op de volgende criteria:

Nominaties voor lange termijn onderschrijvingen hebben voorrang op Nominaties voor maandelijks onderschrijvingen.

Elk type wordt vervolgens gerangschikt op basis van de volgende criteria in dalende orde van prioriteit:

1. eerst wordt prioriteit gegeven aan Nominaties met de hoogste gebruiksfactor op dagbasis, vervolgens
2. wordt prioriteit gegeven aan de Nominaties met het hoogste aantal uren met niet-nulvermogen, tenslotte
3. wordt prioriteit gegeven aan de vroegst ontvangen Nominaties.

De benuttigingsfactor op dagbasis wordt als volgt bepaald:

$$\sum_h \frac{\text{nom}MW_h}{(\text{all}MW_M * H_M)}$$

waarbij:

h = het aantal uren per dag

$\text{nom}MW_h$ = de genomineerde vermogenswaarde per uur (eenheid MW)

$\text{all}MW_M$ = de toegewezen capaciteit voor de betreffende dag (eenheid MW; max. 100 MW)

H_M = het totaal aantal uren van de betreffende dag (23, 24 of 25).

Bijlage 2 Toegangsrechten op de Noordgrens

Toegangsrechten aan de Noordgrens kunnen worden verkregen door [ARP] via de gezamenlijke veilingprocedure voor grensoverschrijdende elektriciteitsoverdrachtscapaciteit toegepast door het Veilingskantoor, gevestigd in Nederland, Utrechtsesteenweg 310, 6812 AR Arnhem, in naam van TenneT en ELIA voor de Nederlandse/Belgische Interconnector. De voorwaarden van deze veiling worden bepaald in de "Reglementen voor de veiling van grensoverschrijdende elektriciteitsoverdrachtscapaciteit op de zeer-hogespanningslijnen België-Nederland en Duitsland-Nederland" die op schriftelijk verzoek kunnen worden verkregen bij het Veilingkantoor.

Voor Export uit de ELIA-regelzone en Import in de ELIA-regelzone, zal geen vergoeding worden aangerekend aan [ARP]. (Kan nog het voorwerp zijn van wijzigingen overeenkomstig beslissingen die in dit verband nog genomen moeten worden in het kader van grensoverschrijdende uitwisselingen).

Bijlage 3 Onevenwicht

Het Onevenwicht per kwartier van [ARP] is het verschil per kwartier tussen de totale Injectie in het ELIA-net behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP] en de totale Afname van het ELIA-net behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP]¹.

De Totale Injectie behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP] voor een bepaald kwartier is de som van:

- alle door [ARP] genomineerde en uitgevoerde Importen voor dit kwartier, en
- alle effectieve injecties aan de Injectiepunten toegewezen aan [ARP], inter alia in het kader van de coördinatie van de productie-eenheden voor dit kwartier, rekening houdende met alle relevante Gedeelde Injecties, en
- alle Distributie afname-positie(s) toegewezen aan [ARP] in geval het resultaat ervan een netto-injectie vertegenwoordigt, en
- alle injecties door Interne energieoverdrachten genomineerd door [ARP] ("als aankoper") voor dit kwartier.

De Totale Afname behorende tot de Evenwichtsperimeter van [ARP] voor een bepaald kwartier is de som van:

- alle door [ARP] genomineerde en uitgevoerde Exporten voor dit kwartier, en
- alle effectieve Afnames aan Afnamepunten toegewezen aan [ARP] voor dit kwartier, rekening houdende met alle relevante Blokleveringen, en
- alle Distributie afname-positie(s) toegewezen aan [ARP] in geval het resultaat ervan een netto-afname vertegenwoordigt, en
- alle Afnames door Interne energieoverdrachten genomineerd door [ARP] ("als verkoper") voor dit kwartier, en
- voor de gemeten Afname aan Afnamepunten en voor de Distributie afname-posities wordt (in geval van netto-afname), overeenkomstig artikels 161 en 162 van het Technisch Reglement Transmissie en, in voorkomend geval, overeenkomstig de toepasselijke regionale wetgeving, een verliespercentage van deze Afname bijkomend toegekend aan de Evenwichtsperimeter van [ARP]. Dit percentage wordt gepubliceerd op de website van ELIA en kan indien nodig jaarlijks bijgesteld worden op basis van de gemeten verliezen.

¹ Het Onevenwicht zal worden aangepast voor elke deelname van [ARP] aan ondersteunende diensten.

Bijlage 4 Bankwaarborg

Het bedrag van de vereiste bankwaarborg

Het bedrag van de bankwaarborg is een variabel bedrag berekend op basis van de positie van [ARP]. De positie van [ARP] is, onverminderd de bepalingen betreffende de eerste maand van dit Contract zoals hieronder weergegeven, de hoogste van de dagelijkse Afname gemiddelden toegewezen aan [ARP] berekend op basis van de vorige kalendermaand. De daggemiddelden zijn gebaseerd op de dagelijkse kwartierwaarden van:

- de gemeten Afnames aan Afnamepunten en toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP], en
- alle Distributie Afnames-posities, in geval het een netto-Afnames betreft, toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP], en
- de Exportnominaties die toegekend worden aan de Evenwichtsperimeter van [ARP], en
- de Nominaties voor Interne energieoverdrachten (verkooptransacties) van [ARP] met andere Evenwichtsverantwoordelijken en toegewezen aan de Evenwichtsperimeter van [ARP].

Deze positie wordt in de volgende tabel overgenomen, waaruit de vereiste bankwaarborg wordt afgeleid. De bedragen van de variabele bankwaarborg worden berekend door 5 % van de bovengrens van elk blok te nemen over een periode van 31 dagen en vermenigvuldigd met € 50 / MWh.

de positie van ARP (ARP-P)	Waarde variabele bankwaarborg
ARP-P ≤ 50 MW	€ 93.000
50 MW < ARP-P ≤ 100 MW	€ 186.000
100 MW < ARP-P ≤ 200 MW	€ 372.000
200 MW < ARP-P ≤ 300 MW	€ 558.000
300 MW < ARP-P ≤ 450 MW	€ 837.000
ARP-P > 450 MW	€ 1.162.000

Eerste maand van het Contract: instelpunt van de bankwaarborg

De positie van [ARP] voor haar eerste maand van het Contract wordt, in onderling akkoord tussen de Partijen, bepaald op de geraamde hoogste positie van [ARP] voor de komende drie maanden. Deze waarde zal de basis vormen voor het bepalen van de set-point van de waarde van de bankwaarborg. In ieder geval is de minimum waarborg altijd € 93.000.

Bewaking en controle van de bankwaarborg voor elke Evenwichtsverantwoordelijke

[ARP] zal op eigen initiatief zijn bankwaarborg meteen aanpassen overeenkomstig de hieronder bepaalde regels. ELIA zal tijdig controleren of [ARP] heeft voldaan aan haar verplichtingen.

- Als de Positie van [ARP] gedurende een maand meer dan 2 dagen hoger is dan 20 % boven de positie waarvoor de bankwaarborg bepaald werd, zal [ARP] onmiddellijk, en ten laatste binnen de drie weken na dit voorval haar bankwaarborg verhogen tot aan het gewenste niveau. De Positie van [ARP] kan nooit hoger komen dan 40 % boven de positie waarvoor een bankwaarborg afgeleverd werd.
- Indien bovendien de waarde van de bankwaarborg lager is dan het gemiddelde van de laatste twee facturen toegestuurd naar [ARP], zal [ARP] onmiddellijk, en ten laatste drie weken na het voorval haar bankwaarborg verhogen naar dit gemiddelde.

Indien de positie van [ARP] op zijn minst gedurende één maand lager is dan de door de bankwaarborg gegarandeerde hoogte, kan [ARP] een vermindering van zijn bankwaarborg bekomen overeenkomstig de tabel hierboven. ELIA zal deze vermindering van de bankwaarborg in de voornoemde omstandigheden goedkeuren.

Standaardformulier Bankwaarborg voor [ARP]

BANK GUARANTEE ON FIRST DEMAND ISSUED BY XXX BANK IN FAVOUR OF YYY

To: **ELIA SYSTEM OPERATOR NV**, een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, ingeschreven in het handelsregister te Brussel onder het nummer 654.608

Our Payment Guarantee reference <> (to be quoted in all your correspondence)

Our customer, (nom et adresse du donneur d'ordre/naam en adres van de opdrachtgever) has advised us that he has concluded een contract van evenwichtsverantwoordelijke / ARP contract (références et date du contrat/referenties en datum van het contract) with you in connection with the balancing responsibilities regarding access to the ELIA electricity grid.

This contract provides for the issuance of an irrevocable bank guarantee payable upon first demand for an amount of (devise et montant de la garantie en chiffres/munt en bedrag van de garantie in cijfers) in order to secure the payment obligations of our customer.

We, XXX BANK, therefore, hereby irrevocably and unconditionally guarantee the payment of an amount of (devise et montant de la garantie en chiffres et en lettres/munt en bedrag van de garantie in cijfers en letters) maximum. We shall pay you this amount upon your first demand, regardless of the merits of your demand.

This guarantee enters into force as of today.

In order to be considered valid, any claim under this guarantee must:

*If the guarantee is intended for a foreign country:
/For the purpose of identification, any request for payment and your aforesaid confirmation have to be presented through the intermediary of a bank confirming that the signatures thereon are binding on your firm./

- reach us by (échéance de la garantie/vervaldag van de garantie), and
- be accompanied by your written declaration that (nom du donneur /naam van de opdrachtgever) failed to comply with his obligations according to his contract van evenwichtsverantwoordelijke / ARP contract and did not execute its according payments on the due date, notwithstanding the fact that you respected your contractual obligations according to the same contract,
- be accompanied by a copy of the unpaid invoice<s>

If no claim is made in accordance with the conditions above, or in the absence of any extension of the guarantee, duly approved by us, this guarantee will automatically become null and void on the first calendar day after (échéance de la garantie/vervaldag van de garantie).

This guarantee is governed by Belgian law and the courts of Belgium shall have exclusive jurisdiction in this respect.

Bijlage 5 Procedure voor Nominaties

1. Procedure voor nominaties

1.1. Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op de Noord- en/of Zuidgrens

Nominaties voor Dag D zullen door [ARP] worden voorgelegd aan ELIA:

- vóór 13u00 op Dag D-1 voor toegangsrechten op de Noordgrens overeenkomstig de toegewezen Capaciteit in de Dagveiling en voor de dagelijkse toegangsrechten op de Zuidgrens.
- vóór 8u00 op Dag D-1 voor alle andere toegangsrechten.

Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op de Noordgrens moeten voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. Nominaties met betrekking tot internationale uitwisselingen op de Zuidgrens moeten voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 1 MW. De Nominaties moeten een Actief vermogen-waarde bevatten voor elk uur van de dag voor wat betreft het overeenkomstige toegangsrecht van [ARP].

[ARP] moet haar tegenpartij vermelden op het nominatieformulier (de tegenpartij is de partij die een overeenkomstige Nominatie indient bij de beheerder van het Aangesloten buitenlandse transmissienet, op de Zuidgrens moet deze partij [ARP] zelf zijn).

1.2 Nominaties met betrekking tot Afnamepunten of Injectiepunten

Nominaties voor Dag D met betrekking tot toegangsrechten toegekend overeenkomstig de procedures bepaald in artikel 11.1 door [ARP] moeten bij ELIA ingediend worden vóór 13u00 op Dag D-1.

Nominaties met betrekking tot Afnamepunten moeten per Afnamepunt voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. Nominaties met betrekking tot Injectiepunten moeten per Injectiepunt en per alternator voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. De Nominaties moeten een Actief vermogen-waarde bevatten voor elk kwartier van de dag voor wat betreft het overeenkomstige toegangsrecht van [ARP].

1.3 Nominaties met betrekking tot Distributie afname-posities

Nominaties met betrekking tot Afnamepunten of Injectiepunten verbonden met een ander net dan het ELIA-net en behorende tot de evenwichtszone beheerd door ELIA moeten voor 13u00 op Dag D-1 en per distributienet voorgelegd worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. De Nominaties moeten een Actief vermogen-waarde bevatten voor elk kwartier van de dag voor wat betreft de overeenkomstige toegangsrechten van [ARP].

Als Injectiepunten die verbonden zijn met een ander net dan het ELIA-net impact hebben op het ELIA-net, moeten de Nominaties van deze Injecties per Injectiepunt worden ingediend.

1.4 Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten

Nominaties voor Dag D met betrekking tot Interne energieoverdrachten Day-ahead moeten door [ARP] aan ELIA voorgelegd worden vóór 12u00 ('s middags) op Dag D-1.

Nominaties voor Dag D met betrekking tot Interne energieoverdrachten Intra-day zullen door [ARP] aan ELIA voorgelegd worden vóór 12u00 ('s middags) op Dag D+1 en de onderschrijving kan starten ten laatste op Dag D-1 na 23u00.

Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten moeten ingediend worden met een nauwkeurigheid van 0,1 MW. De Nominaties dienen een Actief vermogen-waarde te bevatten voor elk kwartier van de dag. [ARP] moet haar tegenpartij op het nominatieformulier vermelden (de tegenpartij is de Evenwichtsverantwoordelijke met wie de energie wordt uitgewisseld). De naam van de tegenpartij op het nominatieformulier moet de ARP-code zijn (de ARP-code van de Evenwichtsverantwoordelijke is vermeld op de website: "Lijst ARP's").

Elke Nominatie met betrekking tot een Interne energieoverdracht met een andere Evenwichtsverantwoordelijke moet bevestigd worden door een overeenkomstige Nominatie ingediend door deze andere Evenwichtsverantwoordelijke. ELIA zal [ARP] via haar E-Nominatiesysteem op Dag D-1 voor Interne energieoverdrachte day-ahead of op Dag D+1 voor Interne energieoverdrachten intra-day op de hoogte brengen of een Nominatie met betrekking tot een Interne energieoverdracht al dan niet bevestigd is door een gelijkaardige Nominatie ingediend door de overeenkomstige andere Evenwichtsverantwoordelijke.

In het geval beide Nominaties voor een Interne energieoverdracht, voor één of meerdere kwartieren, niet gelijk zijn, heeft [ARP] de mogelijkheid om de betreffende Nominatie te corrigeren tot 13u00 op Dag D-1 voor een Interne energieoverdracht Day-ahead en op Dag D+1 voor een Interne energieoverdracht Intra-day. Als, voor om het even welke reden, [ARP] zich geen toegang kan verschaffen tot het E-Nominatiesysteem van ELIA en, als gevolg hiervan, niet geïnformeerd werd of haar Nominatie al dan niet bevestigd is door een gelijkaardige Nominatie van de overeenkomstige Evenwichtsverantwoordelijke, moet [ARP] contact opnemen met de Klantendienst van ELIA (zie Bijlage 6 – Contactinformatie – Indiening van Nominaties of op onze website onder "Documentatie").

2. Nominatiesysteem

2.1 Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten, internationale uitwisselingen op de Noord- of Zuidgrens en Afnamepunten en Distributie afname-posities (in het geval van netto afname-posities)

De Nominaties met betrekking tot de Interne energieoverdrachten en internationale uitwisselingen op de Noord- of Zuidgrens, voor Afnamepunten en voor Distributie afname-posities (in het geval van netto afname-posities) moeten worden ingediend via het E-Nominatiesysteem van ELIA op de nominatiewebsite van ELIA.

De toegang tot het E-Nominatiesysteem van ELIA is alleen mogelijk via een geldige gebruikersidentificatie en wachtwoord.

De ARP's nemen alle nodige voorzorgen om misbruik of verkeerd gebruik van de gebruikersidentificatie (user-ID), aangeleverd door ELIA, te voorkomen. In geval van misbruik of verkeerd gebruik van hierboven vermelde gebruikersidentificatie, zal ELIA geen enkele aansprakelijkheid aanvaarden. De ARP zullen ELIA schadeloosstellen voor alle verlies, kosten en schade die optreden als gevolg van het hierboven vermelde misbruik of verkeerde gebruik van de

gebruikersID en zullen ELIA vrijwaren tegen claims van derden met betrekking tot het misbruik of het verkeerde gebruik van de gebruikersID.

Voor informatie met betrekking tot het E-Nominatiesysteem van ELIA en de toegang tot dit systeem, gelieve contact op te nemen met de klantendienst van ELIA (zie Bijlage 6 – Contactinformatie – Voorlegging van Nominaties op onze website onder "Documentatie").

De ontvangst van Nominaties door ELIA wordt niet gegarandeerd. [ARP] dient op het E-Nominatiesysteem van ELIA te controleren of de Nominatie die door [ARP] werd ingediend, door ELIA goed ontvangen werd.

2.2. Nominaties met betrekking tot Injectiepunten en Distributie afname-posities (in geval van een netto-injectie)

De Nominaties met betrekking tot Injectiepunten en Distributie afname-posities (in geval van een netto-injectie) moeten voorgelegd worden zoals bepaald in de overeenkomstige overeenkomst betreffende de coördinatie van productie-eenheden (cfr. artikel 198 van het Technisch Reglement Transmissie).

Bijlage 6 Contactinformatie

Tenzij hierin uitdrukkelijk anders vermeld, wordt ervan uitgegaan dat alle kennisgevingen, aanvragen en verzoeken die, volgens dit document en/of het Contract, vereist zijn of mogen worden gedaan, behoorlijk zijn gedaan. Zij kunnen worden verzonden via fax, e-mail of via aangetekende luchtpost al dan niet met ontvangstbevestiging, portkosten vooraf betaald, naar volgend faxnummer of adres, dat eventueel voor wijziging vatbaar is:

Voor ELIA:

- **Contractuele aspecten:**

Eerste contactpersoon:

«ELIAresp1»
Rodestraat 125 Tel:
1630 Linkebeek – België
E-mail:
Tel: «Télresp1»
Fax: + 32 2 382 21 06
E-mail: «Emailresp1»

of: back-uppersoon:

«ELIAresp2»
«Télresp2»

«Emailresp2»
«ELIAresp3»
Tel: «Télresp3»
E-mail: «Emailresp3»

- **Back office**

De Radiguez Gilles
Rodestraat 125
1630 Linkebeek – België
Tel: + 32 2 382 24 01
Fax: + 32 2 382 21 06
E-mail: commercial.dpt@elia.be

- **Indiening van Nominaties:**

Contact:
Klantendienst
Tel. : + 32 2 382 21 33
Fax : + 32 2 382 21 07
E-mail: : dngridaccess@elia.be

- **Indiening van Nominaties met betrekking tot Interne energieoverdrachten, internationale uitwisselingen op de Noord- of Zuidgrens of Afnamepunten**

Alle Nominaties die doorgestuurd worden via het E-Nominatiesysteem moeten ingevoerd worden via de volgende URL:

Voor Business to Customer interface (B2C):

<http://nominations.elia.be>

(Merk op dat indien deze website niet beschikbaar is een doorkoppeling gebeurt naar de fallback-website.)

Voor Business to Business interface (B2B):

<https://nominations.elia.be/NxProXml/b2b/normal> voor de normale modus en
<https://nominations.elia.be/NxProXml/b2b/fallback> voor de fallback-modus

In geval internetverbindingen niet mogelijk zijn, gelieve Remote Access Service te gebruiken:

nummers: +32.2.243.15.00 en +32.2.383.12.00

(Merk op dat de ontvangst van een Nominatie niet gegarandeerd is.)

- Indiening van Nominaties met betrekking tot Injectiepunten:

Zie het contract voor de coördinatie van productie-eenheden zoals bedoeld in artikel 198 van het Technisch Reglement Transmissie.

- On line operatie (Dag D): Nationale dispatching Linkebeek

Tel. : + 32 2 382 23 97 (indien geen antwoord: 22.97)

Fax : + 32 2 382.21.39

E-mail: : dispatching@elia.be

- Facturen:

Christian da Cruz

Rodestraat 125

1630 Linkebeek – België

Tel. : + 32 2 382 22 51

Fax : + 32 2 382 23 54

E-mail : access.settlement@elia.be

Voor [ARP]:

EAN-code: «EANCode»

EIC CODE : «EICCode»

Contractuele aspecten:

specificeer naam, telefoonnummer, faxnummer en e-mailadres

«Contractual_aspects1»

«Contractual_aspects2»

Indiening van Nominaties:

geef de e-mailadressen op waarnaar de notificaties voor [ARP] zullen gestuurd worden (indien mogelijk slechts één generiek e-mailadres of maximum 5 e-mailadressen):

«Emailaddressess_receiving_notifications»

specificeer een telefoonnummer voor contactname:

«Phone_number_for_contacts»

_Specificeer een telefoonnummer, een faxnummer en een e-mailadres (24 uur op 24 bereikbaar en met voldoende kennis met betrekking tot de specificaties en voorwaarden inzake Nominaties)

«Online_operation»

Facturen:

specificeer naam van de onderneming, adres hoofdkantoor, btw-nummer, contactpersoon (incl. telefoon, faxnummer en e-mailadres).

«Invoices»

Bijlage 7 Pooling-overeenkomst

De "Pooling-overeenkomst" vermeld in Artikel 19 van dit Contract moet aan ELIA kenbaar gemaakt worden op het adres vermeld in Bijlage 6 van dit Contract (ter attentie van de contactpersoon voor contractuele aspecten) en mag om geldig te zijn verplicht alleen onderstaande tekst en informatie, en geen enkele andere tekst of informatie bevatten (behalve dat de ontbrekende informatie vermeld onder *** op geldige wijze door de partijen die de Pooling-overeenkomst aangaan, moet vervangen worden):

Pooling-overeenkomst

*** (A = naam en bijzonderheden (contractreferenties Evenwichtsverantwoordelijke) van alle Evenwichtsverantwoordelijken die samen een pool vormen, hierna genaamd de "Pooling-partijen")

**** (B = naam en bijzonderheden van de Evenwichtsverantwoordelijke die geadresseerde zal zijn voor de facturen van ELIA)

*** (begindatum van de pool)

*** (einddatum van de pool (indien bepaald))

Verklaring van alle Pooling-partijen:

Wij ondergetekende Evenwichtsverantwoordelijken komen overeen en verklaren aan ELIA de bepalingen van onze respectieve contracten van Evenwichtsverantwoordelijke te zullen respecteren en, niettegenstaande bovenstaande pool, om al onze verplichtingen vermeld in voornoemde contracten uit te voeren zoals met ELIA overeengekomen.

Ongeacht de bestaande afspraken, contracten, overeenkomsten in om het even welke vorm of omstandigheid die we, de pooling-partijen, samen kunnen hebben, zullen we te allen tijde tijdens de duur van onze respectieve contracten van Evenwichtsverantwoordelijke de voorrang geven aan onze verplichtingen bepaald in de voornoemde contracten van Evenwichtsverantwoordelijke.

ELIA is hierbij expliciet gerechtigd te genieten van alle bepalingen of overeenkomsten, indirect of direct hierin bepaald en mag, indien nodig, ageren ten aanzien van alle hierin vermelde pooling-partijen. Alle hierboven genoemde pooling-partijen zijn ten overstaan van ELIA gehouden aan hun verplichtingen in uitvoering van hun respectieve contracten van Evenwichtsverantwoordelijke.

**** datum van kennisgeving aan ELIA.

**** Handtekening door gemachtigde personen van elke pooling-partij.